

Centre d'Études Supérieures en Aménagement, CESA.
Université de Tours.

Mémoire de recherche Magistère 3^{ème} année

**SORTIR LES JARDINS COLLECTIFS DE L'OMBRE POUR RÉVÉLER LA VILLE :
les jardins collectifs sont ils un moyen d'aménager l'espace urbain ?**

Florence Danhyer
Maître de recherche Francesca Di Pietro

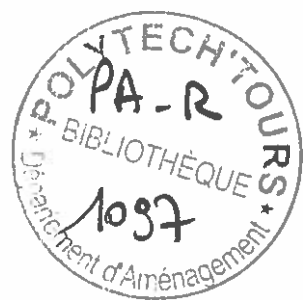
Septembre 2002.

UNIV.TOURS EPU DA CESA



D 251 001826 5

MAG 3 1A 2002 DAN



PRÉAMBULE

Je tiens à remercier particulièrement Francesca Di Pietro qui avait proposé comme thème de recherche les jardins familiaux dans la plaquette des professeurs du CESA évoquant pour les étudiants des pistes possibles de recherche. Après une rapide lecture de ce document, le sujet des jardins familiaux m'était apparu comme l'un des éventuels sujets pouvant m'intéresser mais sans plus de convictions. C'est lors d'un trajet pour rejoindre Tours qu'un article m'a fait prendre conscience que les jardins collectifs présentaient un intérêt manifeste pour l'aménagement et de-là est né mon véritable engagement de mener mon mémoire de recherche autour des jardins.

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier à nouveau mon maître de recherche, Francesca Di Pietro qui m'a suivi tout à long de ce travail et qui n'a pas hésité à m'apporter ses conseils et à me consacrer de son temps.

Je remercie l'ensemble des collectivités publiques et leurs représentants, particulièrement le Conseil Général-Pascal Hossepied, le Conseil Régional-Florent Lamiot et la Mairie de Roubaix-Christian Musial pour l'intérêt porté à ma recherche.

Je remercie également les nombreux professionnels de l'aménagement comme Chantier Nature, les animateurs de l'environnement, etc, et le monde associatif, les présidents et animateurs, comme les AJONC et l'association des jardins familiaux de Tourcoing pour m'avoir accueilli à plusieurs reprises et accompagné dans ma collecte d'informations.

Enfin, je remercie les jardiniers que j'ai eu l'occasion d'interroger de façon anonyme sur les jardins.

Sans oublier les autres personnes qui ne sont pas citées personnellement mais qui ont contribué à l'avancée de ma recherche : toutes les personnes rencontrées dont la liste figure au sein de la rédaction.



TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	4
I. LE JARDIN, UN INTÉRÊT MANIFESTE DEPUIS DES DÉCENNIES	10
A. Le jardin comme élément du paysage urbain, le point de vue des théoriciens	10
1. Le jardinisme paysager urbain	10
1) Les parcs et jardins	10
2) La parkway	11
3) Les systèmes de parcs	11
2. Les cités-jardins, de l'utopie urbaine à la réalité	12
3. Les surfaces vertes comme révélateurs de la ville	14
4. La fonction biologique et sociale des espaces libres	15
B. Le concept du jardinage collectif, une origine ancienne en France	17
1. Des jardins ouvriers aux jardins familiaux	17
1) Les prémisses du jardin ouvrier	17
2) La naissance des jardins ouvriers	18
a) La doctrine du Terrianisme	18
b) La Fondation de la Ligue du Coin de Terre et du Foyer (LCTF)	19
c) Le développement des jardins ouvriers au début du XX ^{ème} siècle	20
3) Les jardins ouvriers traditionnels	22
a) Organisation générale des jardins	22
b) Des fonctions paternalistes et moralisantes	23
c) Des fonctions récréatives	23
4) Une évolution cyclique marquée par les situations économiques et sociales	24
a) Les années 1940-1950, une avancée législative	24
b) L'agonie dans la deuxième moitié des 30 glorieuses (1945-1975)	26
c) 1976, un regain d'intérêt pour les jardins familiaux	27
2. Des jardins collectifs aux jardins partagés	29
1) Vers une diversification des jardins familiaux	29
a) La Société Nationale D'Horticulture de Valenciennes et le partage du jardinage	29
b) De nouveaux jardins familiaux partagés avec le grand public	30
2) Un partage de l'espace jardiné	32
a) Les jardins en pieds d'immeubles	33
b) Les jardins communautaires	34
3) Les jardins solidaires, un partage de valeurs	35
a) « Les jardins d'aujourd'hui »	35
b) « Les Jardins cultivons la solidarité »	36
4) La mise en réseau, le partage national des expériences	37
II. LES JARDINS COLLECTIFS AU SEIN DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN	40
A. L'intérêt porté aux jardins ces 10 dernières années en matière d'aménagement	40
1. Un parallèle entre l'intérêt des Politiques et les problèmes sociétaux	40
2. Un foisonnement d'acteurs	42
1) L'État, un rôle prépondérant de longue date	42

2)	Les collectivités locales et leurs conseils.....	43
3)	Le militantisme du monde associatif et d'acteurs engagés	44
3.	Un intérêt des professionnels de l'aménagement	45
B.	Les enjeux actuels de l'aménagement urbain	46
1.	Œuvrer pour le devenir de la ville et de la société	46
1)	La croissance urbaine	46
2)	L'étalement urbain.....	47
3)	La vie dans les grands ensembles	48
4)	L'absence de culture collective.....	50
2.	Améliorer le cadre de vie	51
1)	Le besoin de nature en ville	51
2)	L'espace public, un lieu de vie délaissé	54
3.	Répondre au Développement Durable	56
1)	Généralités	56
2)	Durabilité de la ville	58
C.	Méthodologie et organisation de la réponse.....	60
1.	Des fonctions et valeurs en accord avec celles de l'aménagement	60
2.	Choix de la typologie de jardins collectifs adoptés	62
1)	Les jardins familiaux	63
2)	Les jardins communautaires	63
3)	Les « jardins en pied d'immeuble »	64
3.	Les critères d'évaluation	65
1)	Le cadre de vie.....	65
2)	Le développement durable.....	66
3)	L'approche par les enquêtes sociologiques et de discours.....	67
III.	LE CAS DE L'AGGLOMÉRATION DE LILLE	70
A.	Présentation du contexte.....	70
1.	Présentation générale de l'agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing	70
1)	Données socio-démographiques	70
2)	La dynamique métropolitaine	70
3)	Le patrimoine public de l'agglomération.....	71
2.	Évolution historique des jardins collectifs dans l'agglomération, une présence ancienne.....	72
3.	Une évolution spatiale et de types de jardins collectifs, différenciée selon les communes.....	73
1)	Le cas de Lille.....	73
2)	Le cas de Roubaix.....	77
3)	Le cas de Tourcoing.....	80
B.	Amélioration du cadre de vie.....	83
1.	Les jardins collectifs, des espaces fonctionnels assimilés aux espaces publics	83
2.	Un nouveau type d'espace vert	91
3.	Les jardins collectifs comme espace de loisirs.....	95
C.	Les jardins collectifs participent au développement durable.....	96
D.	Un moyen d'action au sein d'un politique globale d'aménagement	102

1.	Le cas de Roubaix et la politique de Résorption de l'Habitat Insalubre	102
2.	Lille et son agenda 21.....	103
3.	Le réseau « Naturenville »	104
4.	L'intégration à l'agenda départemental.....	105
E.	Les limites.....	106
CONCLUSION GÉNÉRALE		108
Auteurs cités		111
Bibliographie indicative.....		112
Annexes		116

Introduction

Les jardins familiaux ou jardins ouvriers datent d'une centaine d'années et pourtant, ils sont toujours d'actualité. Suscitant un grand intérêt encore aujourd'hui, ils sont parfois même qualifiés « d'effet de mode ». Certes leur côté archaïque reste présent dans certains esprits néanmoins cette forme de jardinage collectif a connu une évolution considérable et les fonctions et valeurs qu'elle affiche, méritent que l'on s'y intéresse : des fonctions économiques générées par une auto-production alimentaire, des fonctions sociales permises par l'entraide entre jardiniers, liens amicaux, des fonctions thérapeutiques, des fonctions environnementales par le maintien en ville de verdure, entre autres... D'autant que les professionnels de l'aménagement s'attachent de plus en plus à penser que ces jardins présentent un rôle urbanistique. C'est la raison du nouvel intérêt porté aux jardins familiaux, qui concourt aujourd'hui à un concept des plus attrayants et pour lequel la curiosité est grande.

À l'heure où la Ville connaît des problèmes graves liés à notre société moderne : crise urbaine, crise sociale, crise économique, etc, il est temps de réfléchir à de nouveaux moyens de l'aménager, adéquats à notre époque et à nos modes de vie. En effet, de nouvelles valeurs accompagnent la société actuelle : le bien-être, le tourisme, les loisirs, la villégiature, dans un contexte où le temps libre est de plus en plus prépondérant (les 35 heures hebdomadaires, augmentations des congés annuels).

Dans un tel contexte, les jardins collectifs peuvent-ils être envisagés comme de nouvelles solutions pour aménager la Ville en crise. Il s'agit alors d'évaluer en quoi et dans quelle mesure, ils jouent un rôle sur le plan urbanistique.

Méthodologie d'approche

➤ Le contexte

Traiter des jardins collectifs, du jardinage en soi, peut apparaître comme une idée assez saugrenue en terme d'urbanisme. Cependant le jardinage, au-delà de son aspect intrinsèque de mise en culture de la terre, ne représente pas seulement une activité banale. Il répond par exemple aux critères de réussite d'un aménagement : il participe à l'animation sociale, à la mobilisation humaine, à l'appropriation spatiale, à l'auto-entretien d'un espace, etc. Par cette interrelation des phénomènes auxquels il concourt, ils transmettent des valeurs insoupçonnées d'ordre moral et psychologique. De plus, on s'aperçoit aujourd'hui que le jardinage est l'une des activités des plus pratiquées par les Français : un français sur deux jardine sur les 7,7 millions de potagers. Le jardinage suscite un engouement tel qu'à l'arrivée du printemps, le nombre de revues et de livres spécialisés dans le jardinage apposés sur les présentoirs des librairies, est impressionnant. On estime¹ à 12 millions le nombre de ménages qui entretient un jardin et dont 3 millions sont allocataires d'une parcelle, soit 1 million d'hectare en terme d'emprise spatiale, ce qui n'est pas négligeable. Pour comparaison, si l'on ajoute la surface des parcs naturels nationaux aux parcs naturels régionaux et aux réserves naturelles, leur surface totale n'atteint que 350 000 ha. En 1996, les jardins familiaux représentaient

¹ Source : *L'honneur des jardiniers, les potagers de la France du XX^{ème} siècle*, F Weber, 2000, p154.

plus de 500 000 ha avec 800 associations de 30 à 1500 jardins chacune². Le cas des jardins familiaux représentait lui 4% des surfaces de jardins potagers en zone urbaine³.

Bien plus qu'une occupation, le jardinage présente une relation entre l'Homme et la terre, une relation au paysage et de façon plus globale à la Terre. « Les hommes ne se contentent pas de vivre en société, ils produisent de la société pour vivre ; au cours de leur existence, ils inventent de nouvelles manières de penser et d'agir sur eux-mêmes comme sur la nature qui les entoure »⁴. Ce courant de pensée de la relation de l'humanité à l'étendue terrestre a notamment été mis en évidence dans les années 1990 par Augustin Berque qui entrevoit un « paradigme écouménal » à la fusion entre paradigme écologique et phénoménologique-l'écoumène signifiant la partie de la Terre occupée par l'humanité-. « La motivation paysagère c'est une motivation sociale au même titre qu'une motivation cosmique. (...) Là réside la mesure commune de l'Homme avec la Terre, et de l'Homme avec lui-même ». Le territoire doit donc être compris comme un système de relations entre les être humains, entre les organisations, entre la société et son environnement. Un territoire a une réalité historique, culturelle, écologique, économique, relationnelle avant même d'avoir une réalité physique et politique. C'est la superposition de ces dimensions et de leurs relations qui engendre la conscience des interdépendances et le sentiment d'appartenance terrestre. « L'urgence où nous sommes de retrouver la mesure du monde ambiant confère la valeur épistémique et pratique sans précédent, au paysage ; car c'est avant tout dans le paysage que s'exprime le sens de notre relation à l'étendue terrestre. Le paysage n'est pas que la surface des choses ; il est au contraire essentiel à l'existence même de la société, car à travers le sens des choses, il motive les être humains à habiter ensemble ».

Avec la montée de l'écologie et du développement durable, le paysage est devenu également une affaire publique. Un droit au paysage est revendiqué comme un droit à la ville. La nature est construite par l'Homme, le savant, l'architecte, le paysagiste mais elle est avant tout socialisée, domestiquée et apprivoisée par ces usagers, ne s'agit-il donc pas de les faire participer à la construction de cette Nature ? Comme l'admet la Convention Européenne du Paysage signée à Florence en 2000, le paysage est devenu une préoccupation politique largement partagée mais cette dernière ne risque-t-elle pas, en se consacrant surtout aux sites à valeur patrimoniale et touristique d'engendrer des clivages sociaux et spatiaux discutables ? ».

Parallèlement il faut signaler que le végétal dans la ville a toujours été vanté pour ses fonctions : paysagères, hygiénistes, urbanistiques (coupures visuelles, sonores, etc), écologiques (plus récemment sur le plan de la biodiversité et des écosystèmes ambiants comme dans la migration des papillons en ville), et une fonction sociale à envisager même si celle-ci est moins claire (d'autant qu'elle existait dans le passé avec les parcs et promenades, rendez-vous de la haute société).

A ce jour, ce besoin collectif de nature en ville ne peut s'exprimer que dans l'espace de la propriété privée (extrêmement réduite dans les agglomérations) ou dans l'espace public, mais qui lui a tendance à être délaissé pour d'autres raisons : souvent traité de façon minimaliste, en manque ou absent alors qu'il constitue un espace incontournable au sein de la ville pour ses habitants. Sa valeur non marchande le rend complexe et difficile à évaluer mais ce que l'on sait, c'est qu'il est un

² Source : *100 ans de jardins familiaux, 1896-1966*, B Cabedoce et Pierson, la Ligue du Coin de Terre et du Foyer, éditions Créaphis, 1996, 221 p.

³ Source : INSEE.

⁴ Maurice Godelier.

lieu d'échanges, de citoyenneté où une grande partie du fait urbain se réalise. En quelques sortes, il oblige à prendre connaissance de la société et de son évolution.

L'intérêt porté au paysage, à la nature doit donc respecter toutes ces valeurs énoncées et ses champs d'application dont le premier reste celui de l'individu-habitant qui vit au quotidien le paysage et paysage qui lui est vital.

C'est à mon avis d'abord à l'échelle de la Ville de par son ambivalence, puisqu'elle est le lieu des problèmes de société mais parce qu'elle se doit fondamentalement dans sa fonction originelle le lieu d'abondance de tous les biens et services, que l'on peut réinventer une gestion intégrée de la société et de ses relations avec la biosphère. La ville se doit de protéger son patrimoine quel qu'il soit : architectural, paysager, environnemental autant que ses propres habitants, en respectant la diversité culturelle et en favorisant l'équité sociale.

➤ L'hypothèse

Parmi ces courants de pensées et face aux enjeux de demain, en terme d'urbanisme, les jardins collectifs semblent ainsi se distinguer en proposant des réponses nouvelles à certaines des problématiques posées, par le biais d'une activité en liaison avec la nature et agissant directement sur le milieu (sous tous ces sens). Un lieu qui tel l'espace public, suscite la rencontre des individus et le foisonnement de relations sous-jacentes entre les individus. L'accueil de publics très différents contribue à un lieu d'échanges et de diversité culturelle. De par leur localisation prépondérante en ville et ce depuis des décennies, dont le nombre est en perpétuelle évolution, les jardins collectifs constituent indéniablement un élément du patrimoine urbain. Parce que l'évolution d'une ville passe par la maîtrise de sa forme, de sa qualité urbaine et de son patrimoine, il s'agit de les valoriser.

*Patrimoine largement sous estimé jusqu'à ce jour, **les jardins collectifs offrent-ils un nouveau moyen d'aménager la ville ?***

En œuvrant sur de nombreux fronts complémentaires ils semblent répondre à de nombreux enjeux de l'aménagement urbain.

L'intérêt ici de la recherche scientifique se place au niveau de l'évaluation urbanistique et de la place en aménagement que peuvent occuper les jardins collectifs. Les jardins familiaux sont un thème qui a fait « couler beaucoup d'encre » et qui a été largement abordé dans la recherche scientifique. Cependant, jusqu'à présent seuls les aspects sociologiques, anthropologiques, historiques et économiques ont reçus des analyses approfondies. La dimension urbanistique est donc assez nouvelle dans la discipline. Le constat fait état que ces jardins sont très souvent devenus des espaces de proximité au cœur des villes, des quartiers et parfois des lieux stratégiques pour l'urbanisation future. De plus, insérés généralement dans la typologie des espaces verts ils sont porteurs d'enjeux pour la qualité urbaine.

Enfin, ma volonté personnelle de vouloir traiter des jardins collectifs et non pas uniquement des jardins familiaux (comme ce fut souvent le cas en recherche) propose un champs d'investigation très novateur.

Les raisons sont multiples. Tout d'abord de nouvelles expériences de jardinage collectif très intéressantes émergent au sein de la ville et qui ne peuvent être qualifiées de jardins familiaux car il faut préciser que l'expression de jardins familiaux fait essentiellement référence à l'Institution des jardins familiaux fédérés autour de la Ligue Nationale pour les Jardins Familiaux. Le problème de la sémantique se pose également au niveau même des jardins familiaux qui n'adhèrent pas tous à

Ligue dont l'affiliation est rendue volontaire. Et depuis peu, l'expression de jardin familial en soi est critiquée, considérée en inadéquation avec la réalité sociale actuelle des familles monoparentales. Il est alors délicat de parler de jardins familiaux pour donner une définition générique de cette forme de jardinage collectif. Dans un tel contexte d'incompréhension et de confusion, autant pour un public non averti que pour les professionnels⁵, il s'agissait donc d'utiliser une expression plus générale englobant toutes ces formes de jardinage collectif que je souhaitais traiter sans poser de distinctions ou de valeurs entre elles. L'expression la plus neutre et la plus judicieuse est alors apparue comme celle de « jardins collectifs ».

➤ Définition des jardins collectifs⁶

« Les jardins collectifs sont le lieu où se réalise la pratique du jardinage en communauté, sur une parcelle non privée dont les utilisateurs sont : des occupants locataires à titre gratuit ou onéreux, des occupants par convention tacite ou parfois des occupants illégaux. Les jardins collectifs s'opposent ainsi au jardin individuel attenant à la maison d'habitation, dont l'usage est réalisé par le propriétaire ou le locataire du logement. Ils sont fréquentés par des résidents à proximité, des habitants du quartier ou des environs proches, parfois d'autres quartiers de la ville et voire même d'autres communes.

Ces jardins collectifs peuvent être clôturés ou non selon leurs vocations, leurs spécificités. Généralement, la parcelle est divisée en plusieurs unités de jardins mais il arrive que celle-ci soit gérée sans délimitations individuelles. Lorsqu'ils sont divisés en parcelles, leur nombre s'échelonne en milieu urbain entre une dizaine et une cinquantaine de parcelles. Ils prennent ensuite des vocations particulières par le biais de la pratique du jardinage ».

D'où, l'hypothèse que les jardins collectifs, dans leur ensemble, sont un moyen d'aménager l'espace urbain. Les jardins collectifs comme un moyen « intermédiaire, qui permet de faire quelque chose »- définition du Larousse, ici en l'occurrence un moyen de servir les attentes d'un projet d'aménagement réussi pour la Ville.

➤ Définition de l'aménagement urbain

La notion d'aménagement a « sous différentes formes, été souvent discutée, selon différents points de vue ». Dans le cadre de l'application de la notion d'aménagement à cette recherche, la définition de l'aménagement de E.Claudius-Petit me semble la plus appropriée « cette recherche (sous-entendu le but de l'aménagement) doit être faite dans la constante préoccupation de donner aux hommes de meilleures conditions d'habitat et de travail, de plus grandes facilités de loisirs et de culture. Cette recherche n'est donc pas faite à des fins strictement économiques, mais bien d'avantage pour le bien-être et l'épanouissement de la population ». Dans le jargon scientifique, cette définition est dite intégrative en liant plusieurs champs d'investigation. Mais à mon sens l'intégration peut être plus approfondie et notamment dans le cadre de l'aménagement urbain, qui nécessite aujourd'hui de répondre aux difficultés de la société moderne, ressenties dans de nombreux domaines. A cette finalité double proposée par E.Claudius-Petit, économique et sociale (le bien-être), j'ajouterais donc la dimension environnementale recouvrant à la fois, la relation fondamentale de l'homme à son milieu, la notion de paysage, environnement vécu et la notion

⁵ En prenant de plus en compte le fait que des débats virulents sont menés sur le sujet.

⁶ Selon ma définition personnelle, établie à partir de lectures, d'analyses critiques sur la sémantique et de l'étude de terrain.

d'écologie, de biodiversité. L'aménagement urbain constitue donc un système complexe multidimensionnel et fragile d'interrelations qui en fait, la représentation du système qu'est la société. Enfin ce système que constitue l'aménagement doit favoriser à mon avis, encore plus la multiplication des interrelations entre les différents domaines pour s'inscrire dans une perspective plus large qu'est le développement durable.

À partir de ce postulat, deux hypothèses émergent sur le rôle des jardins collectifs comme moyen d'œuvrer pour ce système complexe multidimensionnel :

- En améliorant le cadre de vie, à une échelle locale,
- En participant à la durabilité de la ville, à une échelle globale.

➤ Les outils

Bibliographie :

Tout d'abord la recherche s'est fondée autour d'un corpus de référence : en terme de jardinisme, de l'Art du jardin, au niveau des enjeux de la ville et en terme de développement durable. Concernant les jardins collectifs, la remontée des filières bibliographiques (descriptives et réglementaires) a permis de recouvrir les divers intérêts portés par les disciplines et d'en tirer une évolution historique. Le recoupement de ces corpus avec l'évolution des jardins collectifs a ensuite permis de donner un premier élément de réponse.

La première partie, « Le jardin comme un élément du paysage urbain, le point de vue des théoriciens » a été rédigée à partir de différentes sources. La majorité des points font référence à l'œuvre incontournable, *Anthologie du jardin et des paysages* (références exactes en biobibliographie), qui évoquent les successifs courants de pensées en matière de jardins et de paysages en abordant les considérations et les écrits de chaque auteur. Les pages qui ont notamment servi à la rédaction de cette partie concernent les pages 243 à 432, respectivement les chapitres V, le Siècle du style paysager, VI la Modernité et VII L'époque contemporaine ; d'autres œuvres essentielles ont également contribué à la formulation du point de vue des théoriciens : celle de HOWARD, *Les Cités-jardins de demain*, *L'urbanisme, utopies et réalité* de F.Choay et *La charte d'Athènes* de Le Corbusier.

La seconde est en partie issue de mes réflexions personnelles sur les besoins de la Ville à partir d'un synthèse des discours tenus par les théoriciens et les urbanistes aménageurs. Les sources principales émanent de recueils points, type « les éditions que sais je ? », *l'aménagement urbain, les politiques de la ville*, ou « Les débats sur la ville » 2, 3 et 4, édités par la FNAU⁷ ; auxquelles s'ajoutent différentes lectures à trait au sujet. Le besoin de nature en ville est lui aussi tiré de mes sentiments personnels induits par les réflexions de P.Donadieu, *La société paysagiste*, ouvrage des plus récents sur le sujet et les annales de la recherche urbaine, *Natures en ville*, qui recensent des articles des auteurs spécialistes comme A.Fleury, C.Calenge, Enfin, le chapitre abordant le développement durable a lui été rédigé à partir des Rapports des différentes conférences et de l'ouvrage de Véronique Barnier et Carole Taucoulet qui recense un certain nombre de réflexions et critiques sur le sujet, *Ville et environnement, de l'écologie urbaine à la ville durable*, qui avec les rapports gouvernementaux sur les villes durables constituent les œuvres les plus récentes et intéressantes en la matière.

⁷ Fédération Françaises des Agences d'Urbanisme.

Cas d'étude :

Le choix du cas d'étude s'est porté sur une *agglomération* afin de traiter la ville dans toute sa complexité avec en particulier les problèmes posés par les phénomènes de sur-densité, de métropolisation et puis parce que l'avenir de l'aménagement urbain se situe fondamentalement au niveau des grandes concentrations humaines où tous les aléas de l'urbanisation de masse y sont démultipliés.

L'agglomération de Lille s'est présentée sur plusieurs plans des plus intéressantes. L'agglomération lilloise ou du moins la conurbation Lille-Roubaix-Tourcoing, était intéressante non seulement du point de vue de la densité urbaine mais aussi par sa taille, avec une large continuité territoriale sur une centaine de communes et un poids démographique à l'échelle des plus grandes agglomérations de France : plus d'un million d'habitants qui la classe au 4^{ème} rang pour son poids de population. De plus, Lille présentait également la caractéristique d'appartenir à un département sinistré, le Nord, au niveau de sa situation économique et sociale. Un facteur qui au premier regard pourrait conduire à penser que ce terrain d'étude constitue un cas spécifique mais pour l'avancée de la recherche ici, au contraire il met en exergue un territoire dans une situation urbaine des plus extrêmes. Enfin il était intéressant pour la recherche de partir d'un territoire déjà familiarisé avec les jardins collectifs afin de pouvoir établir une évolution historique. La Région Nord-Pas-de-Calais, à l'origine de la création des jardins ouvriers grâce à l'action de l'Abbé Lemire à la fin du XIX^{ème} siècle, est donc apparue comme une référence d'autant plus qu'en tant que région industrielle, les jardins ouvriers y ont pris toute leur ampleur. L'agglomération de Lille permettait donc de réunir à la fois les problèmes liés à l'urbanisation, aggravés par un contexte économique et social difficile en constituant un cas d'étude représentatif.

L'échelle spatiale a volontairement était limitée aux pôles centraux de l'agglomération c'est-à-dire Lille, Roubaix et Tourcoing : à la fois pour des raisons de temps, l'importance des jardins collectifs présents sur l'ensemble de la zone ne permettait pas de tous les traiter, et parce que ces trois entités urbaines dégageaient une grande diversité de jardins collectifs. L'analyse comparative est ainsi apparue la plus adéquate à cette échelle spatiale.

La méthodologie précise d'évaluation et de terrain sera abordée en fin de la deuxième partie.

I. Le jardin, un intérêt manifeste depuis des décennies

Le jardin, quel qu'il soit, dans sa forme, dans sa vocation, est une forme d'expression qui se retrouve dans toutes les civilisations connues, depuis leurs origines. De l'antiquité à nos jours, il n'a cessé de susciter un vif intérêt tant auprès de ses utilisateurs, les jardiniers, que de ses concepteurs, ingénieurs en horticulture, architectes, théoriciens, qui ont vu en lui une œuvre artistique, un Art des jardins. Selon Dixon HUNT, il n'existe pas de véritables positions théoriques de l'Art des jardins. Il recouvre diverses disciplines : l'horticulture, la géographie, l'architecture, la peinture, la littérature, la biologie, qui selon les époques, les courants de pensées, les coutumes et pratiques, ont développé un Art du jardin.

En tant que marqueur de l'espace temps d'une société et de ses valeurs, le jardin a connu différentes acceptions : le jardinage, associé à la culture potagère et à une pratique nourricière, le jardinisme avec une conception philosophique du jardin, le jardinisme paysager qui intègre la conception artistique de l'Art des jardins dans sa relation au paysage.

A. Le jardin comme élément du paysage urbain, le point de vue des théoriciens

1. Le jardinisme paysager urbain

L'Art des jardins a connu son apogée en France sous le règne de Louis XIV. Au début du XVII^{ème} siècle, apparaissait une nouvelle nature associée à un nouvel espace de loisirs urbain, la Promenade ou le Cours. L'arbre majestueux, aligné en grand nombre, le long de voies ou avenues, ouvrait la ville et conduisait à la campagne. Des liaisons étaient opérées avec les places, avant places et squares.

La ville, est ainsi transformée, aérée par la nature, qui remplit déjà des fonctions de loisirs : d'échappées, de déambulations, accueil de fêtes, parades, célébrations,... Les Promenades deviennent à l'époque, tel un équipement public, l'espace central de la cité.

Au XIX^{ème} siècle et au XX^{ème} siècle, l'Art des jardins, tel qu'il était entendu jusque là, a plutôt eu tendance à disparaître avec l'avènement de la société urbaine et industrielle.

1) Les parcs et jardins

HAUSSMANN (1806-1891), préfet de la Seine et qui avait en charge les grands travaux de restructuration de la Capitale entre 1853 et 1870, reprit cette idée des larges voies, avenues pourvues de végétal. Son but premier, était d'aérer la Capitale, de créer des percées afin de faciliter la libre circulation entre les quartiers. Dans un second temps, il s'agissait de donner une meilleure esthétique à la ville, de l'embellir. Les nombreuses percées, le surdimensionnement des voies, vont être ornées de végétal. Il va même jusqu'à former un réseau vert en unifiant les avenues, les deux bois existants, les squares, les jardins publics et les jardins de quartier. De ces réalisations, il fut reconnu comme l'inventeur de l'Avenue-Promenade, avec notamment l'avenue de L'impératrice (aujourd'hui rue Foch) et le Boulevard de l'Empereur (avenue du Président Wilson, G Mandel et

Henri Martin). Il faut préciser que c'est ALPHAND⁸, en tant que directeur du Service de parcs et Promenades et des Plantations de Paris à partir de 1855, qui va mettre en place ce système hiérarchisé de « promenades publiques »⁹.

Ce concept et cette politique d'embellissement, vont donner lieu à un paradigme, celui de l'Hausmanno-Alphandisme. Ce paradigme est caractérisé par la mise en œuvre de « types à variations » : sur les différents types que sont les Bois, le square, l'avenue, le boulevard avec mail planté, la rue avec plantations d'alignement...

Cependant il a souvent été regretté que Haussmann n'est pas accordé, dans ces vastes démolitions, plus de foncier disponible pour la réalisation d'espaces verts, au sein même de la Capitale, à l'échelle des quartiers de vie.

2) La parkway

À partir de cette réalisation française et d'exemples anglais, F.L OLMSTED (1822-1903), paysagiste, va poursuivre l'œuvre de la Parkway¹⁰ en y intégrant un concept de jardinisme paysager. Ces grands espaces plantés, cités précédemment, permettent pour lui aussi bien l'activité économique que la promenade et la détente. Olmsted, réalise ce système de Parkway, mais à une échelle bien plus importante, et en y interdisant le trafic commercial. Pour la réalisation de Central Park, à New York, il établit les voies commerciales sous le niveau du parc. La parkway à grande échelle est quant à elle véritablement traduite dans ses réalisations à Chicago, Buffalo et à Boston où ce système de voies plantées sera établi en liaison avec les parcs, rives des lacs et les baies de l'océan.

La Parkway d'Olmsted s'apparente donc plutôt à « un système de circulations séparées » dans lequel le Parc est le point d'articulation. En 1870, il publie *les parcs et l'agrandissement des villes* (traduction française de *Public Parks and the Enlargement of Towns*), qui met en exergue sa conception de l'urbanisme moderne démocratique. Il y fait l'éloge du parc, permettant des rassemblements humains et comme élément essentiel de la vie urbaine. Il va même jusqu'à dire qu'un parc bien agencé peut devenir un nouveau centre pour une grande ville. En présentant le cas de New York, il montre en quoi, Central Park a eu des effets positifs sur la société : en matière de santé publique, un public couvrant l'ensemble des classes sociales, une attractivité plus forte de la cité...

3) Les systèmes de parcs

Le concept de Parkway, de système de circulations, va une fois de plus évoluer avec JCN.FORESTIER(1861-1930). Inspiré lui aussi de son prédécesseur, Olmsted, il va tendre vers la notion de « système de Parcs ». Reconnu comme le plus important jardiniste paysager et urbaniste français du début du XX^{ème} siècle, il publie en 1906, *Grandes villes et système de Parc*. Il y décline une classification des espaces, c'est à dire 6 types de parcs : les grandes réserves et paysages, les parcs suburbains, les grands parcs urbains, les petits parcs et jardins de quartier, les terrains de récréation, les jardins d'enfants¹¹. Concernant par exemple, les petits parcs et les jardins de quartier,

⁸ Ingénieur passionné par l'Art des jardins paysagistes, (1817-1891), un ouvrage : *les promenades de Paris 1867*, qui décrit minutieusement toutes les réalisations conduites sous sa direction.

⁹ Expression qui sera reprise ensuite dans sa traduction anglaise de Parkway.

¹⁰ Parkway : traduction anglaise de l'avenue-promenade, du boulevard dans sa signification parisienne.

Il existe d'ailleurs à ce propos des discordances sur l'origine exacte de la Parkway, certains en font Haussmann l'inventeur, d'autres Olmsted.

¹¹ Une telle classification des espaces verts, n'est pas exhaustive et présente tout de même des limites.

il estime « que la préoccupation principale doit être de les distribuer largement et de les mettre à la portée de chacun. Chaque famille doit pouvoir trouver à moins de 1 000 mètres, un des terrains de récréation d'enfants ». Selon l'auteur, cette typologie doit être organisée autour de l'Avenue-Promenade, dont l'aboutissement est « un système complet ». Reconnaisant l'envergure de son système, Forestier préconise même qu'un tel programme soit mis en place sur un territoire bien plus large que la ville : un ensemble de plusieurs villes, une province, un département...

Parcs et jardins, les systèmes de parcs, ont inspiré à l'aube du XX^{ème} siècle, de nombreux théoriciens, paysagistes, urbanistes, architectes... Effet de mode peut être, ces parcs et jardins sont vus comme remède aux maux de l'époque. Pour VACHEROT (1862-1925), l'Art des jardins, c'est « l'art de se servir des éléments donnés par la nature en les appropriant ou en les modifiant selon les besoins, les milieux, les éléments ». La nature, le végétal sont utilisés dans la grande ville comme palliatif de l'insalubrité, des problèmes sociaux. Ce qui est également novateur, c'est l'idée qu'ils doivent profiter à toutes les classes sociales.

2. Les cités-jardins, de l'utopie urbaine à la réalité

En effet, à l'époque de la révolution industrielle, les questions sociales et religieuses sont très discutées. Les populations affluent vers les villes, déjà surpeuplées, les campagnes se désertifient. Très vite des problèmes sociaux, économiques et politiques vont se poser. De plus le monde ouvrier se porte mal : conditions de vie difficile, misère, mauvaise alimentation, épidémies, mortalité élevée, alcoolisme... À ces maux, les utopies urbaines sont vues comme des remèdes : le familistère de Godin, le phalanstère de Fourier et les cités patronales.

Les courants de pensée hygiénistes se développant, les théoriciens, urbanistes, ingénieurs horticoles, architectes ; vont tenter de palier à ces problèmes de société en proposant des alternatives par le biais de la nature, des jardins mais imaginés sous un autre angle de système de parc.

Ebenezer HOWARD (1850-1928), a marqué son époque par son esprit visionnaire de la société urbaine. Il n'est pourtant pas jardiniste ni paysagiste de formation, mais son œuvre majeure, publiée pour la première fois en 1898 sous le nom de *To-Morrow : A peaceful path to real reform*¹², offre une approche nouvelle du jardin. Il s'est inspiré des cités communautaires patronales de l'époque (Port Sunlight et Bournville en Angleterre), en donnant à la nature une valeur transcendante et divine.

Né à Londres, dans le contexte de la seconde Révolution Industrielle, Howard était convaincu de pouvoir rétablir l'ordre social et de remédier au développement anarchique des villes. Cette idéologie, il la fondait sur la construction de « la ville à la campagne » en laissant place à une « campagne architecturée » au sein de l'entité ville-industrie. Ainsi, « les cités-jardins devaient matérialiser l'union harmonieuse de la ville et de la campagne, éliminant les désagréments de l'une et de l'autre pour n'en garder que les bienfaits ». C'est la théorie de l'aimant « ville-campagne » : un aimant ville et un aimant campagne qui s'attirent pour ne et ne former plus qu'une seule entité. Au-delà du concept largement répandu, d'une cité industrielle de 30 000 personnes, organisé autour d'un centre urbain et d'une ceinture verte périphérique (ou plutôt une ceinture de campagne

¹² Traduction française, « Demain, une vraie réforme par une voie pacifique ». Face à l'ampleur de l'intérêt que l'œuvre a suscitée, elle fut publiée à nouveau, en 1902 sous le nom de *Garden-Cities of To-Morrow*.

selon la théorie originelle), les parcs et jardins occupent une place prépondérante en son sein. Ils se déclinent sous des formes variées avec des positions stratégiques. Tout d'abord, le cœur de la cité est matérialisé par un Jardin concentrique de 2,2 ha, autour duquel sont disposées les fonctions urbaines (musée, hôpital, théâtre, bibliothèque, etc). Le Parc Central délimite ce premier jardin et la couronne secondaire par ses 58 ha. On trouve également dans cette cité-jardin, un Crystal Palace, qui sert de jardin d'hiver. Placé au cœur de la cité et de forme circulaire, il est à la portée de tous les habitants, soit à une distance radio-concentrique depuis son centre de 550 mètres. Enfin, au niveau des habitations, des jardins communs sont présents, sans oublier des terrains de jeux, des jardins associés aux écoles.

Chaque membre de la communauté bénéficie donc pleinement d'une multiplicité d'opportunité de verdure. **La nature exploitée ou agrémentée devient véritablement le lieu de socialisation de la cité.**

Deux cités-jardins ont été réalisées, une à Letchworth en 1903 par l'architecte Unwin, (qui en adaptant l'œuvre de l'auteur à la réalité, a inévitablement modifié quelque peu les préceptes) et la seconde à Welwyn en 1920. La pensée d'Howard va parcourir l'Europe et même le Monde, se déclinant sous des formes variées. En France, ses disciples seront nombreux : Patrick Geddes¹³, Henri Sellier, Benoît Lévy. C'est ce dernier qui en 1904 va développer la théorie d'Howard avec la publication de la *Cité-jardin*, et la création simultanément du Musée social (réunissant des philanthropes français sur les questions de l'éducation et du développement des milieux populaires). En France, le logement social, le contexte politique socialiste vont être le leitmotiv pour la création de cités-jardins. Henri Sellier contribuera à la réalisation d'une vingtaine de cités-jardins dans la Région Parisienne, dans les années 1920-1930.

Les cités-jardins, sont souvent citées comme référence en tant que prémisses de l'urbanisme de zonage, cependant ils intègrent aussi un zonage du végétal. Howard propose ainsi, 3,6 ha de parcs pour 1000 personnes, alors qu'à l'époque à titre d'exemple le nouveau Plan de Londres n'en n'offrait que 1,6 ha. Dans la pensée d'Howard, le rôle et l'articulation de l'espace urbain dans le processus d'urbanisation, sont donc révélés par la large place laissée à la nature, aux espaces publics, presque exclusivement végétalisés au sein même de la cité.

Ce sont ces espaces, qui doivent permettre un urbanisme social, éradiquant « le socialisme bureaucratique et le capitalisme individualiste ». Les notions fondamentales qui ressortent de cette théorie sont : la place de la nature dans l'urbanisation de la cité, l'espace collectivisé de la communauté, la gestion collective des activités économiques et des fonctions administratives, le civisme, la coopération. Ce sont certaines de ces valeurs, que l'on retrouve aujourd'hui dans les jardins collectifs.

Le projet de Howard proposait donc pour l'époque une complète réorganisation du système politique, économique et urbain de la société anglaise à la fin du XIX^{ème} siècle ; pourquoi ne pas imaginer que les jardins collectifs, aujourd'hui puissent remettre en cause la gestion de l'urbanisme et de la planification urbaine.

¹³ Il imagine toutes sortes d'établissements sociaux, de diverses importances, répartis au milieu des serres, des jardins éducatifs, des parcs, etc. *Le développement de la ville*, 1904 et *l'avenir des villes*, 1915.

3. Les surfaces vertes comme révélateurs de la ville

Un nouveau courant de pensée s'installe au début du XX^{ème} siècle en rapport avec les théories du Déconstructivisme, du Néorationalisme et du Minéralisme. LE CORBUSIER (1887-1965), se démarque dans les années 1920 par ses premiers écrits et propositions, qui s'opposent à la tradition et au courant largement répandu des systèmes de parcs. En matière de jardins et de paysages ses propositions sont radicales : « la nature sauvage doit s'opposer à la rigueur géométrique de l'art décoratif, mais aussi au paysagisme savant de la tradition ». Il rompt ainsi avec deux siècles de paysagisme (XVIII^{ème} siècle à la période de Forestier).

Il rédige en 1933 au nom du quatrième Congrès International d'Architecture Moderne (CIAM), *La Charte d'Athènes*, dans laquelle il décrit une ville idéale, « la ville radieuse ». À partir d'observations de grandes villes de l'époque, il formule des exigences. Cette cité, il l'entrevoit avec « **des surfaces vertes** », expression consacrée qu'il utilise pour parler de la nature, du végétal. Concernant ces surfaces vertes, nous retiendront notamment les articles 23 et 35 à 38, concernant les recommandations à propos des loisirs :

23. les quartiers d'habitation doivent occuper désormais dans l'espace urbain les emplacements les meilleurs, tirant parti de la topographie, faisant état du climat, disposant de l'ensoleillement le plus favorable et de surfaces vertes opportunes.

Selon Le Corbusier, il est nécessaire d'utiliser les surfaces vertes existantes, de les créer si elles sont absentes ou de les reconstituer si elles ont été détruites, pour y recevoir le logis. « Le problème du logis, de l'habitation, doit primer sur tous les autres ».

35. Tout quartier d'habitation doit comporter désormais la surface verte nécessaire à l'aménagement rationnel des jeux et sports des enfants, des adolescents, des adultes.

Les agglomérations doivent tendre à devenir des « villes vertes ». Contrairement à ce qui se passe dans les cités-jardins, les surfaces vertes ne seront pas compartimentées en petits éléments privés, mais consacrées à l'essor des diverses activités communes qui forment les prolongements de l'habitation.

36. Les îlots insalubres doivent être démolis et remplacés par des surfaces vertes : les quartiers limitrophes s'en trouveront assainis.

La clé de l'assainissement réside dans le traitement des îlots insalubres mais au delà du traitement, une nouvelle vocation est donnée à l'espace : une surface verte.

37. Les nouvelles surfaces vertes doivent servir à des buts nettement définis : contenir les jardins d'enfants, les écoles, les centres de jeunesse ou tous bâtiments d'usage communautaire, rattachés intimement à l'habitation.

Les surfaces vertes ont des finalités de délasserment intellectuel ou de culture physique.

38. Les heures libres hebdomadaires doivent se dérouler dans des lieux favorablement préparés : parcs, forêts, terrains de sport, stades, plages, etc.

Ces vastes espaces sont localisés à la périphérie de la ville et l'accès y est facilité par une organisation des transports en commun.

Les surfaces vertes sont donc en très fortes relations avec l'habitat. Le Corbusier, de son vrai nom Charles Edouard Jeanneret, les considère comme des révélateurs esthétiques de l'architecture géométrique blanche de ses constructions. Elles peuvent en accompagner les extérieurs, les terrasses ou même les espaces intérieurs ouverts ; à condition qu'elles adoptent des formes très

libres, disposées ici et là, de façon éparse et sauvage. L'environnement végétal est donc caractérisé par l'absence d'ordre, un côté rustique, de vastes étendues vertes aux pieds des constructions.

La Charte d'Athènes est un manifeste, qui reste depuis toujours, d'actualité dans ses propositions urbanistiques, tant au niveau de l'organisation de la cité (rapport indispensable entre habitation-travail-loisirs à traiter) qu'au niveau de la qualité de la vie (l'espace extérieur doit être agrémenté de vert). Figure majeure du mouvement moderne, en architecture et urbanisme, Le Corbusier reste cependant imprécis sur la nature des surfaces vertes, même si nous l'avons compris que le caractère sauvage, est de rigueur. Il ne donne pas une typologie de surfaces vertes à adopter.

4. La fonction biologique et sociale des espaces libres

Dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle, la métropolisation, le capitalisme, l'opposition ville-campagne, sont des facteurs supplémentaires qui mettent à mal les paysages et jardins dans les villes. Aux problèmes de société que l'on connaissait jusqu'à présent, sont venus se greffer des conflits d'ordre culturel, militaire, écologique, etc.

Avec L. MUMFORD (1895-1990), un tournant radical va s'opérer en matière d'espace végétal, de nature dans la ville. Il attribue à l'urbanisme, deux dimensions supplémentaires : la dimension culturelle et la dimension historique. Ainsi, une nouvelle conception de la ville moderne est lancée, comme un phénomène économique, social, politique, historique et culture, global.

Historien américain des civilisations et disciple de Patrick Geddes, il va se consacrer dans les années 1960 à la ville et l'architecture. Son intérêt se porte sur les relations entre la ville, la banlieue et les campagnes, et la place du jardin et du parc au sein de ces espaces. Mumford n'est pas un théoricien, il traite ces notions aussi bien sous l'aspect théorique que pratique. Il participe d'ailleurs à l'époque à diverses commissions de planification urbaine aux États-Unis.

« Les espaces libres », décrivant les espaces intermittents de nature, sont pour lui porteurs de deux fonctions essentielles : une fonction biologique et une fonction sociale. Retranscrites dans *Paysage naturel et paysage urbain*, (1960), il évoque les conséquences dommageables de la non prise en compte de ces fonctions jusqu'alors en urbanisme. D'autant que la société métropolitaine connaît de nouveaux enjeux : la pression démographique, les constructions individualistes présentant un caractère antisocial, la réduction générale des heures de travail et le glissement des emplois industriels vers le secteur tertiaire. Il dénonce l'aboutissement d'un « tissu urbain indifférencié et médiocre » avec un « désintégration sociale et civique ». Les villes, enfermées sur elles-mêmes, sont en proie à la pollution urbaine. Les parcs, situés à la périphérie de la ville, obligent à utiliser un véhicule, qui annihile les distances et pousse l'individu à s'évader encore plus loin.

Mumford propose deux remèdes : une matrice verte permanente et une restructuration parallèle des banlieues et des centres urbains. La matrice verte est un immense parc collectif, à l'échelle régionale. Ce poumon vert sert de refuge à la société : protégé de toute urbanisation, activité humaine (ce type de parc a notamment été réalisé récemment en Norvège et aux Pays-Bas). Concernant la métropole, il préconise l'introduction de parcs, de terrains de jeux, de promenades ombragées et des jardins privés dans les zones congestionnées à outrance. Ces parcs et jardins méritent selon lui, d'être intégrés à l'habitat. Il est évident qu'une augmentation qualitative est nécessaire et non pas quantitative de la structure de parcs et jardins disponibles dans la ville. « La cité présentera alors les avantages biologiques de la banlieue, les avantages sociaux de la

cité et procurera de nouvelles jouissances esthétiques satisfaisant à ces deux modes de vie ».

La ville doit donc remplir ses fonctions urbaines, en offrant des fonctions biologiques et sociales. L'introduction au sein de son tissu dense, de parcs, jardins, etc, fournira des lieux de récréation à toutes les classes sociales confondues. Mumford abonde dans l'idée d'une cité qui adopte une forme collective dans la gestion de « la matrice verte ».

Enfin, il énonce une « civilisation du jardin à l'horizon » alors qu'à cette même période les jardins ouvriers sont déjà très développés »: « Pour retrouver la possession de nous même, sans doute devrions nous commencer par reprendre possession du paysage et le restructurer dans son ensemble ».

Les valeurs essentielles que portent les auteurs aux jardins, à la nature, restent indéniablement l'introduction de l'air pur, de la lumière, d'aires de détente dans la ville.

Les termes de jardinisme ou jardinisme paysager, qui autrefois qualifiaient les jardins ont aujourd'hui disparus du vocabulaire de la nature. Ils ont laissé place à notre époque, dite moderne, à des expressions plus banalisantes, plus réductrices au niveau de leurs sens et de la qualification de ces espaces. En effet, si au XIX^{ème} siècle les jardins étaient associés aux parcs sans que l'on dissocie l'un de l'autre, au début du XX^{ème} siècle, Le Corbusier parle déjà de surfaces vertes en y intégrant tout type d'espaces de verdure, quels qu'ils soient, sans aucune distinction. Mumford va jusqu'à évoquer des « espaces libres », où finalement la notion de verdure n'apparaît plus du tout. Aujourd'hui, l'idée de verdure s'est réintroduite dans l'expression « espaces verts » mais qui cependant n'est pas très explicite sur le types d'espaces et qui plus est, s'utilise de nos jours de manière incohérente pour qualifier n'importe quel espace de nature (les implantations végétales aux pieds des alignements d'arbres, petites surfaces de verdure aux carrefours de voiries, sont parfois admises comme des espaces verts). Tout ce qui représente du « vert », est donc affilié aux espaces verts. Avec ses nouvelles expressions, ce qui est dommageable, c'est que le jardin ait perdu ses dimensions artistiques.

Les jardins collectifs peuvent ils concourir à renouveau de l'Art des jardins, qui selon Vacherot, « est l'art de disposer et de cultiver un site plus ou moins étendu, dans des buts d'utilité et de récréation », car il semble que les jardins collectifs répondent à certains points de cette thèse, sous des formes plus modernes. Tendre vers un Art des jardins plus « démocratique », qui soit ouvert à tous et réalisé par les citoyens eux mêmes...D'autant que tous les auteurs semblent rester d'accord sur le fait que le jardin est l'élément central de la relation entre l'Homme et la Nature, entre l'Homme et la Culture et entre l'Homme et la

B. Le concept du jardinage collectif, une origine ancienne en France

1. Des jardins ouvriers aux jardins familiaux

Dans les esprits, les jardins ouvriers sont apparus fin XIX^{ème} siècle et début XX^{ème} siècle, dans le contexte de la Révolution Industrielle, d'où l'expression consacrée de jardins ouvriers. Pourtant, le concept de jardins collectifs est beaucoup plus ancien.

1) Les prémisses du jardin ouvrier

Dès le Moyen-Age, les jardins d'Abbaye caractérisaient une forme de culture collective. Les Seigneurs dans certains cas mettaient à disposition des paysans de la paroisse un lopin de terre. La culture de légumes offrait aux familles de paysans de quoi se nourrir, la misère et les famines étant omniprésentes. Des chartes communales garantissaient l'exploitation de ces potagers, mais cette jouissance restait assez précaire.

C'est ensuite au milieu du XIX^{ème} siècle qu'apparaissent véritablement les prémisses du jardin collectif, avec St Vincent de Paul et St Fiacre. Le jardin collectif prend à cette époque son caractère social : les jardins sont vus comme remède à la pauvreté, à la maladie, notamment la tuberculose qui sévit, et à l'alcoolisme ; tout en permettant d'augmenter les ressources de la famille par un travail assimilé à une distraction. En 1850, la conférence St Vincent de Paul, alloue des jardins à des déshérités. Des associations à but caritatif et à caractère social vont se constituer. Avec les bureaux de bienfaisance de certaines villes, des œuvres de charité, ensemble, ils prônent « l'assistance publique par le travail de la Terre ». Les premiers jardins voient le jour en 1893 à Sedan à l'initiative de « l'œuvre de la reconstruction de la famille » et à Saint- Étienne en 1894.

Ce courant de pensée va prendre différentes formes et appellations : « les Sillons du pauvre », en Vendée, dans la Vienne et les Vosges¹⁴ par exemple. À la même époque, les grands patrons industriels créent également des jardins à proximité de leurs entreprises et des corons d'habitation. Mais ceux-ci ont plus un rôle palliatif que social : ils ont pour but d'éviter les révoltes et freiner la syndicalisation en empêchant les ouvriers de se réunir dans les cabarets. L'ouvrier est lié par un contrat, qui relève de la hiérarchie et des servitudes de l'entreprise. Ce sont les jardins d'entreprises ou patronaux à ne pas confondre avec les jardins ouvriers.

Enfin, il faut rappeler que tout au long du XIX^{ème} siècle, une forme dérivée de culture collective s'était développée : les Sociétés d'Horticulture. La première, la Société Royale d'Horticulture, fut créée en 1827. Les objectifs premiers de celles-ci étaient de diffuser et promouvoir les techniques de l'horticulture, ce qui en soit, est complètement détaché du concept de jardins collectifs. Mais l'une d'elle, la Société d'Horticulture de Valenciennes, créée en 1876, va dévier de ses principes originels, pour créer dans les années 1920 des jardins collectifs.

Cependant, en France, le jardin collectif va prendre toute sa dimension grâce au personnage charismatique de l'Abbé LEMIRE (1853-1928), prêtre démocrate chrétien, précurseur des jardins collectifs comme jardins ouvriers.

¹⁴ Selon les recherches de B.CABEDOCE.

2) La naissance des jardins ouvriers

a) La doctrine du Terrianisme

Cette doctrine émane de démocrates chrétiens du Nord en 1892, qui estiment « qu'il est du devoir de l'État de permettre à chaque famille de posséder au moins un terrain cultivable » car ils considèrent que les vertus de la Terre permettent d'exalter la famille.

Comme pour les cités-jardins d'Howard, le contexte du machinisme et de l'industrialisation est un facteur dans l'élaboration de cette théorie. Les industries installées en ville, ont engendré un large déplacement des populations des campagnes vers les villes. Entassées en ville, dans des conditions de vie misérables, elles occupent un travail difficile et sont de surcroît privées du contact avec la Terre dont elles bénéficiaient dans leur campagne. Le terrianisme prône donc un retour à la terre, en remettant en cause le mythe industriel et urbain. Il considère la ville comme « un gouffre où toute population endure un anéantissement physique et moral ». Seule la terre peut permettre l'épanouissement personnel, tout en apportant à l'ouvrier et à sa famille des moyens d'apporter « à la table familiale une nourriture à la fois saine et économique, en assurant une détente morale et physique »¹⁵. De plus l'économie réalisée sur l'alimentation pourra être investie dans un logement plus décent.

Les valeurs hygiénistes¹⁶ sont évidemment reprises : empêcher la tuberculose de se propager, fournir de l'air pur contre l'anémie et la rachitisme, détourner l'ouvrier du cabaret subversif, etc.

Les terrianistes réclament aussi le « bien de la famille » : toute famille doit posséder un bien, maison ou terrain, insaisissable, inaliénable, exempt d'impôts et de frais de succession.

Le Docteur Lancry (établi à Dunkerque), chef de file du mouvement terrianiste va jusqu'à lancer l'idée de « la maison gratuite », dont le loyer est assuré par les produits du « coin de terre ». L'expression d'époque, le coin de terre, pour désigner le jardin, n'est pas anodine : elle fait référence à « la nostalgie d'une mythique société paysanne »¹⁷. Cette notion du coin de terre se rapproche d'ailleurs des idées de Le Play sur la famille paysanne. Sédentariser une population prolétaire mobile, lui donner les conditions de vie familiale décentes, lui offrir ou lui imposer une intimité.

Depuis son ordonnancement en 1878, l'Abbé Jules Lemire s'intéresse aux plus pauvres et aux questions sociales. Il dirige la Conférence St Vincent de Paul et il est convaincu que le mal social est dû au désordre moral. Adeptes du mouvement terrianiste, il évoque lui aussi l'influence moralisante de la terre et de la famille sur l'individu.

En 1891, le Pape Léon XII publie l'encyclique *Rerum Novarum*, qui fixe la doctrine sociale de l'Église face au monde ouvrier. Lemire par devoir et par conviction, va matérialiser les ordonnancements de la Sainteté et mettre en pratique le terrianisme ; et ce dès 1893. A cette date, il profite de ses fonctions, député du Nord et Maire d'Hazebrouck, pour mener une propagande dénonciatrice de la condition ouvrière¹⁸. Son objectif : « établir la famille sur la base naturelle et divine, qu'est la possession de la terre et du foyer ». En 1894, il crée « L'union des associations syndicales agricoles

¹⁵ Extrait de l'ouvrage *100 ans de jardins familiaux*, voir références dans la bibliographie.

¹⁶ Edouard Fuster, Casimir Périer, Léon Bourgeois, sont les meneurs du mouvement hygiéniste.

¹⁷ Propos de F.WEBER, p132.

¹⁸ Pour mémoire Lemire réclama un ministère de travail, l'instauration du repos hebdomadaire, les allocations familiales pour les familles d'au moins trois enfants et la retraite vieillesse et d'invalidité, qui sont reconnus aujourd'hui comme des acquis sociaux. Il participera aussi à l'action des Habitats à Bon Marché (HBM).

des quatre cantons » (Cassel, Steenvoorde, Hazebrouck nord et sud). Tous les ans et ce jusqu'en 1901, ces associations agricoles vont se rencontrer lors de petits congrès pour aborder les problèmes qu'elles rencontrent (tarifs douaniers, mutualités d'assurance contre la mortalité du bétail, etc).

b) La Fondation de la Ligue du Coin de Terre et du Foyer (LCTF)

Dans la continuité du terrianisme et dans un esprit philanthropique, Lemire fonde la Ligue du Coin de Terre et du Foyer le 21 Octobre 1896, reprenant les fondements du mouvement. Le foyer, la maison et le coin de terre, sont sensés « faire la personne collective », sous-entendu la famille. Il est nettement influencé par Joseph Goemaere¹⁹ pour la fondation de la Ligue, qui lui même avait matérialisé « le coin de Terre » en Belgique, en 1895.

La finalité de sa pensée réside dans l'appropriation de biens immeubles par la personne collective. Les membres qui adhèrent à la Ligue sont à la fois des catholiques, des socialistes, des hygiénistes et bien évidemment des terrianistes.

Au delà de la conception terrianiste, il y a la volonté de créer ou recréer une communauté de type traditionnel, d'envergure nationale. Il estime que les démunis, les défavorisés doivent être rendus plus humains, plus civilisés, plus proches et même plus français. La Ligue renferme là une conception de la famille idéale. Selon elle, « l'ouvrier est perverti par la société urbaine et industrielle, il donc faut l'éduquer, le moraliser, le socialiser »²⁰.

Mais l'idée terrianiste, d'accéder à la propriété individuelle sera vite abandonnée face aux difficultés techniques et financières engendrées : un foncier disponible cher, problèmes d'acquisitions des terrains au niveau de la législation. La fondation de la Ligue restera la seule réalisation du programme terrianiste.

Suite à cet échec, c'est alors que le concept de jardin collectif est pensé. L'acquisition d'un bien sera représentée par la possession d'un jardin sous une forme de propriété assez singulière et nouvelle : un terrain divisé en parcelles, géré collectivement. L'expression consacrée apparaît alors pour la première fois en France, **les jardins ouvriers en tant que tels, sont nés.**

Ces jardins sont pour Lemire, le moyen d'épanouissement et de rééducation de la famille ouvrière. Ces jardins sont dits ouvriers car leurs bénéficiaires sont exclusivement des ouvriers et leur famille. En considérant la fonction originelle des jardins, une fonction nourricière de grande importance, il les entrevoit comme une étape transitoire vers la propriété d'un terrain puis d'une maison. Il s'agit de dissocier la maison et le jardin, qui dans les mentalités forment un tout en terme d'accession à la propriété. Les économies réalisées par la pratique du jardinage, dans les jardins ouvriers, pourront être réinvesties plus tard dans l'achat d'une maison. Selon Lemire et la doctrine terrianiste, il est fondamental que l'un ou l'autre soient insaisissables, exclus des lois du marché, ce qui est évidemment utopique.

Ces jardins vont également permettre « une banlieue verte comme substitut de la campagne et du village », en tant qu'espace compensatoire de la maison taudis, étroite, privée d'air pur. Enfin le

¹⁹ Imprimeur-éditeur belge, qui participe à l'époque à l'action politique locale de Bruxelles en tant que conseiller communal. Rapidement, il établit un règlement provisoire, achète un hectare de terre, le lotit et en publie une brochure à 5 000 exemplaires. Le « coin de Terre » belge, est né. Il propose son idée à la France (à l'Abbé Lemire), à l'Allemagne et à la Grande-Bretagne.

²⁰ Discours qui vaudront à la Ligue de nombreuses critiques et des dénonciations de tendances fascistes.

jardin en tant que « le lieu naturel de l'ordre social » va pouvoir reconstituer la famille, elle même garante de l'ordre social.

Les statuts de l'association sont ensuite approuvés en 1897 par le ministre de l'Intérieur de l'époque. Le large panel d'acteurs, d'institutions, adhérents aux principes de la Ligue va participer à la diffusion des jardins ouvriers dans toute la France. Ce sont des propriétaires philanthropes qui sont à la fois des directeurs et des animateurs sur le terrain, des confréries, des Conférences de saint Vincent de Paul, qui continuent à s'impliquer dans les jardins, des cercles de patronage, des Sociétés d'Horticulture (Lisieux), des Sociétés de Tempérance, des Sociétés d'Assistance par le travail ou d'habitation à bon marché (cholet), des prêtres également, et déjà à l'époque des municipalités qui gèrent directement des groupes de jardins (Romilly sur Seine, Saint-Quentin, Solesmes, ...). La Ligue devient en 1908, une association de type « loi de 1901 » et est reconnue d'Utilité Publique en 1909.

On retrouve là les principaux acteurs actuels des jardins ouvriers. L'implication de certains n'est finalement pas nouvelle.

Dans sa conception de l'œuvre Lemire a ajouté une dimension supplémentaire à celles prévues par les fondateurs. En effet, il y ajoute rapidement la diversification des applications : jardins d'enfants attenants aux écoles, groupes de jardins de vieillards, jardin du Réformé et du Mutilé de guerre (à l'issu de la guerre 1914-1918). Non seulement il fut l'apôtre du « coin de Terre » mais aussi le précurseur de vocations diversifiées des jardins collectifs, vocations reprises aujourd'hui et multipliées (voir partie B_2, des jardins collectifs aux jardins partagés).

c) Le développement des jardins ouvriers au début du XX^{ème} siècle

Les premières réalisations vont se développer de façon notoire dans le Nord et l'Est de la France grâce évidemment au charisme et à l'influence de Lemire (originaire du Pas de Calais) mais aussi en rapport avec les grandes concentrations d'ouvriers dans les régions les plus industrielles. Les départements les plus marqués par les jardins ouvriers sont à l'époque : le Nord, la Somme, la Picardie, le Pas-de-Calais, la Loire ; le département du Nord arrivant en tête. Les jardins sont également nombreux autour de la capitale et dans les départements du Rhône. Ils se développent peu dans les départements de tradition catholique comme la Vendée et l'Ardèche mais il faut dire que se sont des territoires ruraux à l'époque. En 1899, 655 jardins sont dénombrés pour atteindre en 1906, 12 081 jardins dans toute la France, représentant 454 ha (soit 375 m² en moyenne par parcelle). Ce sont 63 départements qui sont concernés à cette date. Les jardins ouvriers sont localisés essentiellement dans les grandes et moyennes villes ou à proximité, dans leurs banlieues. La ville de Paris et ses banlieues est très vite marquée par les jardins ouvriers contrairement aux idées reçues²¹. Malgré les coûts financiers et la pénurie foncière, dès 1899, Lemire réussit à créer deux sites à proximité de la capitale (l'un sur une zone militaire à Charenton, l'autre derrière les fortifications à Saint André). De grands propriétaires ou des bourgeois (notaires, imprimeurs, etc) s'investissent dans le mouvement et offrent des terrains à la Ligue soit à titre gratuit ou loué à bas prix. C'est grâce à cette aide que les jardins vont se répandre dans la capitale intra-muros et dans les banlieues ; et sans contexte grâce à la création de la « Société de jardins ouvriers Paris-

²¹ Ils ont d'ailleurs suscité ces dernières années de nombreuses recherches dans les domaines de la sociologie et de l'économie avec notamment F. Weber, A. Faure et F. Dubost.

banlieues », en 1904. À cette date, on dénombre seulement 48 jardins pour 3,5 millions d'habitants mais jusqu'en 1907, leur nombre est multiplié par deux chaque année. En 1920, des communes comme Aubervilliers, Pantin Clichy, vont même créer elles-mêmes leurs propres jardins ouvriers. Ainsi en 1921, on compte 21 sites de jardins ouvriers intra-muros avec des nombres de parcelles assez conséquents : en 1925, 945 jardins à Pantin et 642 à Fort d'Ivry par exemple.

Les jardins ouvriers de Paris-banlieues représentent une certaine réussite car l'idée du « coin de terre » a pu être mis en place très tôt, dans un espace urbain dense où les difficultés actuelles que nous connaissons étaient déjà bien présentes : terrains chers, donc une location précaire, impropres à la culture, un foncier enserré entre les fortifications et les zones « non aedificandi ». Et pourtant les jardins ouvriers se sont « élevés ». En acceptant parfois des « rebuts », la Société s'est fait connaître et a su susciter l'intérêt des acteurs : collectivités, Office Agricole, députés... Le rêve de la Ligue et des hygiénistes s'est concrétisé : une « ceinture verte » est venue encercler en partie Paris (jardins ouvriers présents sur les communes de Saint-Denis, Saint Ouen, Arceuil, Chatenay, Asnières, etc).

Pendant la Première Guerre Mondiale dans un contexte de pénurie alimentaire, la croissance des jardins familiaux se poursuit, et ce de manière constante pendant toute la période de l'entre deux guerres. Les villes d'une moindre importance accueillent progressivement des jardins.

À partir de 1926, le développement des jardins va également se poursuivre grâce à la création d'une instance supérieure : l'Office International du Coin de Terre et des Jardins Ouvriers, révélant l'étroite collaboration entre la ligue française et la ligue belge (en effet Lemire participe régulièrement aux congrès belges), dont la devise est « d'unir et de servir ». Lemire en devient assurément le président puis J. Goemaere en prendra la succession en 1927. Sept pays adhèrent à l'époque : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, le Luxembourg et la Suisse.

L'Office servait alors de coordination des efforts entre les différentes ligues nationales tout en respectant les spécificités de chacune. L'action la plus remarquable de l'Office réside dans sa volonté d'implication pour résoudre les difficultés économiques et sociales à l'échelle de l'Europe. Goemaere, invité le 25 janvier 1931 à la Société des Nations, prononce ce discours : « l'Office International du Coin de Terre et des Jardins Ouvriers n'est pas une association de cultivateurs de légumes et de fleurs. Nous sommes les cultivateurs d'une mentalité nouvelle (...). Nous voulons nous placer sous l'égide de la Société des Nations et lui demandons sa protection tutélaire. Respectueusement Monsieur le Président, nous vous demandons de vouloir mettre la question à l'ordre du jour d'une de vos prochaines séances, afin que les Gouvernements apprennent à nous connaître, nous comprennent et nous aident, afin que le fléau du chômage soit conjuré, au moins en partie, dans ses effets matériels pour les ressources que le Coin de Terre, le Jardin Ouvrier procure à la famille ».

Jules Lemire décédera en 1928, en ayant largement matérialisé son œuvre et après avoir assisté à son succès. La multiplication des jardins ouvriers en France en est la preuve tangible. A cette date, 47 000 jardins sont comptabilisés. Leur nombre ne cessera de croître pour atteindre 75 000 en 1938. Enfin, il faut préciser que cette évolution croissante des jardins bénéficie d'un contexte législatif plus affirmé en donnant à la ligue plus de moyens et de pouvoirs. En 1912, la loi avait autorisé la Ligue à bénéficier de prêts et aides des Communes, Départements, Caisses de Consignation. La loi Thoumyre du 25 janvier 1933 lui permet elle, par l'intermédiaire de la Société Centrale du Coin de Terre, de disposer de capitaux nécessaires pour l'achat de terrains. La ligue essaie alors de racheter un maximum de terrains qu'elle occupe.

3) Les jardins ouvriers traditionnels

a) Organisation générale des jardins

La ligue fédère au niveau national toutes les associations type « loi 1901 », les œuvres de bienfaisance ou autres sociétés quelconques qui mettent en place des jardins ouvriers. Ces dernières sont ainsi le reléguant de la Ligue au niveau local, qui s'organise autour de comités locaux et de tenanciers (qui ne sont pas des bénéficiaires de jardins mais dont le statut n'est pas clair, indemnisés ou bénévoles avec une gratification). Le tenancier, le gérant du jardin dans les termes de l'époque, a vocation d'entretenir l'organisation du jardin et à veiller au bon respect du règlement. Son dynamisme constitue le garant d'une ambiance agréable sur le jardin et de bonnes pratiques culturelles.

Le premier règlement était assez élémentaire, mentionnant que quelques principes : une mise en culture convenable du jardin, une participation à l'entretien des parties communes, une tenue respectable du jardin et l'entretien de bonnes relations avec les voisins. Puis au grès des comités locaux qui gèrent les jardins, ils seront plus ou moins étoffés. On peut citer l'obligation de mettre en culture certaines plantes, des fleurs par exemple ou au contraire l'interdiction de planter certaines cultures sur une trop grande surface, comme des pommes de terre. Mais il faut rappeler que pour la culture, il existe dans la théorie, une règle « du jardin bien ordonné », la culture de trois plantes : « celles qui nourrissent et dont l'adroite culture sera une cause de sérieux profits pour la maison, celles qui réjouissent, dont l'abondance floraison servira à orner le jardin et enfin les plantes qui guérissent, que l'on aura toujours sous la main pour calmer les indispositions passagères » (préceptes du terrianisme). Néanmoins, le règlement de la Ligue reste clair et affirmatif sur un point : dans tous les cas le jardinier doit se sentir « chez lui » dans sa parcelle.

À l'époque, leurs superficies étaient beaucoup plus avantageuses qu'aujourd'hui, les jardins pouvaient atteindre jusqu'à 400 m². Mais la moyenne générale se situait entre 300 et 250 m² pour les jardins aux abords des villes, intra-muros, les superficies étaient plus réduites. Ces jardins étaient fortement clôturés par des haies, des barrières, des fils de fers dentelés. Les « barraquements » ou cabanes servant à entreposer le matériel de jardinier, revêtent à l'époque un vocabulaire enjolivé : des tonnelles. Elles constituent l'élément emblématique du jardin et la fierté de son propriétaire. Elles sont plus ou moins élaborées, ornementées de rosiers, lierre, capucines. Dans tous les cas, elles représentent le substitut du foyer dans un semblant de maison de campagne parfois de véritables petites maisons avec fenêtres. C'est seulement dans les années 1930 que l'on va voir apparaître des équipements tels que jeux d'enfants, maison commune, statues ou objet d'ornementation. C'est à cette époque aussi, que les jardins remplissent une nouvelle fonction : toujours dans la logique nourricière, les jardins ouvriers accueillent des animaux de basses-cours, lapins, poules qui permettent de diversifier l'alimentation familiale.

À propos des cultures, on peut noter le rôle majeur qu'ont eu les jardins dans la réintroduction de légumes oubliés (giraumon, panais, topinambour, etc) et la diversification des cultures maraîchères (le melon est cultivé en 1902 à Sceaux). Diversification des cultures également permise, grâce à la rencontre de jardiniers d'origines diverses, contribuant à l'échange et au partage des habitudes alimentaires de chaque famille.

b) Des fonctions paternalistes et moralisantes

Concernant les conditions d'attributions, la règle requise, d'après les fondements de Lemire, reste la situation sociale et familiale : une famille modeste avec des enfants. Mais la ligue n'ayant pas formalisé ce point dans ces statuts, il en appartient également au tenancier d'appliquer la règle admise (ce qui est généralement le cas). Il est même courant que les familles les plus nombreuses soient prioritaires lors de l'attribution des jardins.

La famille qui bénéficie du jardin n'est en aucun cas propriétaire du terrain et elle ne peut donc ni céder ou sous-louer sa parcelle, ni en vendre le produit (il est peut être bon de rappeler que Lemire propose un accession à la propriété, mais collective où les jardins sont donc le bien de la Ligue, et encore que bien souvent les terrains sont loués). Dans ces conditions, la famille est parfois redevable d'une cotisation.

La question de la cotisation, est aussi un élément qui va différer selon les organisations locales. Elle est l'objet de vifs débats puisqu'il s'agit de quantifier la valeur que peut représenter un jardin. Certains réclament la gratuité tandis que d'autres estiment que le jardin n'est pas une aumône et que pour le bon fonctionnement et le sentiment d'implication dans l'œuvre, les familles doivent participer financièrement pour une somme modique mais symbolique. Dans certains cas, le montant de la cotisation sert à couvrir l'achat de graines, d'outils et plants distribués au jardinier. Après la Première guerre Mondiale, la cotisation, qui ne se veut pas un prix de location, se généralise.

Des problèmes vont par la suite se poser, d'ordre technique et humain. À l'époque Lemire se plaint déjà « des baraques incohérentes faites avec des débris innombrables, restant de caisses, vieux sacs, lambeaux de tapis, papiers goudronnés et paillassons en loque »²². Les problèmes humains sont du même ordre que de nos jours : dépravations, vols de légumes ou de bêtes, qui plus est en temps de pénurie alimentaire lors des deux guerres. En occupant les ouvriers au jardinage, la Ligue croyait empêcher la fréquentation des cafés et cabarets et le développement de l'alcoolisme ; et bien paradoxalement, le phénomène d'alcoolisme s'est retrouvé sur les jardins. Réunis en plein air, joyeux, l'effort physique donnant soif, l'alcool s'est parfois répandu sur les jardins ouvriers, dénoncé par certains tenanciers.

c) Des fonctions récréatives

Dans les années 1920, les jardins sont caractérisés par leurs fêtes. Organisées chaque année de 1920 à 1939, tant en province qu'en région parisienne, elles font la notoriété des jardins. La propagande et la publicité reprennent à cœur joie, toute la bonne humeur et le bon vivre que dégagent ces fêtes sur les jardins ouvriers, d'autant que les premiers moyens de médiation se mettent en place, le tournage de films (Pathé et Gaumont), des reportages dans la presse (Le Figaro, les Annales, L'Éclair, l'Illustration, le Petit Parisien) et tableaux photographiques.

Le modèle de ces fêtes est basé sur les « fêtes d'Ivry » remontant à 1909, qui connurent un véritable triomphe. Appelées aussi les fêtes de la Saint Fiacre, elles réunissaient le tenancier, les jardiniers. Le curé, ainsi que le vicaire de la paroisse étaient cordialement invités. Des personnalités étaient aussi invitées à y participer, Directeurs de l'Assistance publique et « du beau monde » : députés, capitaines des gardes républicaines... Une messe était célébrée donnant suite à gigantesque banquet de plein-air sur les jardins.

Ces fêtes sont l'occasion de distribuer des prix, en inspectant et contrôlant la bonne tenue et l'esthétique des jardins. Trois types de concours sont organisés, qui suscitent parfois des querelles,

²² Extrait *Les Premiers banlieusards*, p273, 199 ; in *Le coin de Terre* septembre 1908 p273-274..

ouvriers alors que les jardins familiaux ce sont des pères de famille qui réclament un jardin collectif.

À cette date, l'expression de jardins ouvriers va progressivement transgresser vers la notion de jardins familiaux.

Les jardins ouvriers perdent alors de leurs sens originel avec l'élargissement des classes sociales dans l'attribution de jardins. Les professions des jardiniers sont désormais diverses et non plus seulement ouvrières : de secteurs industriels ou des professions dites plus respectables comme, des employés de commerce, de petit fonctionnaire, des agents de police, des conducteurs de tramway, des gardes républicains. Les directeurs de jardins sont choisis parmi les jardiniers de chaque site, ce qui instaure une implication plus grande des jardiniers sur leurs sites et laissent moins le sentiment d'une gouvernance supérieure, d'une tutelle. La ligue diversifie ses actions.

- En 1945, un document traite des conditions de localisation (nature du terrain, etc) et recommande la localisation de jardins à proximité immédiate des habitations. Cette même année, une ordonnance assimile les jardins ouvriers à des exploitations agricoles sans commercialisation.

À la libération, le Gouvernement, satisfait des dispositions de 1941 concernant les jardins collectifs, en reprend les définitions et les complète. **Il codifie les jardins collectifs par la loi du 7 mai 1946.** Des prorogations d'occupation sont consenties jusqu'en 1948. En matière de financements, ces derniers sont conditionnés à l'association qui en fait la demande, et à condition que celle-ci possède des statuts conformes aux statuts types arrêtés par le ministère de l'Agriculture (de plus les statuts de l'association, doivent être agréés par le Ministre de l'Agriculture et par le Directeur des services agricoles départementaux). Les financements et subventions sont donc très fortement encadrés. **Mais les jardins possèdent enfin des statuts reconnus et qui font l'objet de subventions,** signe de prise en considération de la part des autorités supérieures.

On remarque que les jardins ouvriers ou jardins familiaux relèvent désormais de la compétence ministérielle de l'Agriculture, et non plus de celle du ministère du Travail.

Le contexte de reconstruction, met à mal une nouvelle fois les jardins ouvriers. Les jardins situés en cœur de ville sont expulsés pour libérer des terrains à bâtir. Il est alors question de repousser les jardins ouvriers aux limites des villes. Les conflits qui opposent l'état et les associations de jardins familiaux conduisent à la promulgation de :

- **la loi du 26 juillet 1952,** qui codifie la législation des jardins familiaux.

L'expression de jardins ouvriers a donc presque totalement disparu. La position de l'État a évolué puisque elle se déclare favorable à la création de jardins sur des terrains situés à la périphérie des villes et frappés de servitude non aedificandi. Les administrations souhaitent que les jardins familiaux participent à la mise en œuvre « d'un aménagement rationnel des espaces verts suburbains ». Si en 1945, le gouvernement avait encouragé la localisation de jardins à proximité des habitations, il les repousse par cette loi en dehors de la ville.

Dans son article 2, la loi définit deux catégories d'organismes de jardins familiaux :

- les œuvres sociales dénommées associations de jardins ouvriers, qui ont pour but de rechercher des terrains pour les aménager et les mettre à la disposition de chef de famille
- les associations qui ont pour but de grouper les exploitants de jardins familiaux pour faciliter l'exploitation de ceux-ci et de favoriser par une propagande éducatrice, le développement de jardins familiaux.

Par cette distinction, l'État oriente ses subventions en faveur des œuvres sociales. Cette disposition va bien évidemment faire naître des conflits entre la Ligue et la Société Nationale d'Horticulture de France représentante de cette deuxième classe de jardins. Enfin la loi prévoit diverses exemptions fiscales, comme la taxe foncière à laquelle ne sont pas soumis les jardins familiaux dans les communes de plus de 5 000 habitants, fixe le cadre des locations, la priorité est donnée aux jardins familiaux pour la location des terrains communaux et départementaux...

Dans les années 1940-1950, s'opère donc un tournant pour les jardins : au niveau de leurs vocations et fonctionnements. La loi de 1952 marque une première étape dans la **reconnaissance juridique et législative** des jardins ouvriers. Les jardins ouvriers deviennent officiellement des jardins familiaux.

b) L'agonie dans la deuxième moitié des 30 glorieuses (1945-1975)

Comme après 1919, un ralentissement de la création de jardins s'opère, dû au retour à des conditions de vie normale. Cependant ce « phénomène naturel » de croissance cyclique des jardins en relation avec les situations de conflit, de crise, va être accentué par un contexte économique et social de croissance. Les jardins vont alors connaître une lente agonie et les pouvoirs publics ne vont plus s'y intéresser pendant près de 25 ans.

Le retour à la normale impose la restitution des terrains privés, confisqués pendant la guerre, à leurs propriétaires (la dérogation prenant fin en 1948). Les dispositions de 1952 repoussent les jardins en périphérie et leur notoriété se dégrade. Les jardiniers se désintéressent de ces jardins trop loin de chez eux. La Ligue souffre de difficultés financières. Pour pallier à la disparition de jardins en ville, elle recherche sans cesse de nouveaux terrains à acheter qui grèvent le budget. Il y a donc peu ou pas de création de jardins ouvriers tandis que les jardins disparaissent peu à peu. D'autant que l'urbanisation accélérée, dans un contexte de reconstruction (besoin en logements, équipements collectifs, scolaires, sportifs, etc), ne laisse pas de foncier disponible pour des jardins. L'habitat et l'urbanisme se transforment dans les années 1970 avec le développement de la péri-urbanisation et des lotissements pavillonnaires. Les populations vivent à « la campagne » ou tout au moins en bordure, et/ou possèdent un jardin privatif. C'est aussi l'apparition des premiers espaces verts.

Le style de vie moderne, à l'américaine, imposé par la société de consommation n'attire plus les populations sur les jardins, qui s'opposent même à la mode du moment. Le jardin redevient synonyme de pauvreté, celui qui n'a pas les moyens de suivre la société de consommation. La baisse du temps de travail, le développement des loisirs organisés, l'augmentation de la mobilité grâce à la généralisation de la voiture, l'avènement de la télévision (sensée décontracter l'homme de son travail), sont autant de facteurs aggravants à la disparition des jardins.

L'économie est florissante, le taux de chômage est au plus bas, la société est en pleine prospérité. Les maladies épidémiques ont disparu, les courants hygiénistes n'ont donc plus raison d'être, ni les jardins ouvriers. En effet, le contexte d'expansion socio-économique de l'époque ne répond en rien aux valeurs et aux préoccupations dans lesquelles, les jardins ouvriers avaient connu le jour. Les jardins familiaux ont également souffert pendant cette période d'une protection juridique encore insuffisante malgré les dispositions législatives de 1952.

Au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, 600 000 jardins étaient comptabilisés, il n'en reste plus que 140 000 vers 1970.

c) 1976, un regain d'intérêt pour les jardins familiaux

En 1970, Jean Royer, Député-Maire de Tours, dépose un projet de loi pour répondre à ces difficultés que connaissent les jardins familiaux. Les années 1970 marquent l'entrée en matière de la prise en compte de l'environnement, de l'écologie dans les mentalités. Un ministère de l'environnement est même créé en 1971.

Dans ce projet de loi, Jean Royer propose trois grandes réformes : que les Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Aménagement Rural (SAFER) puissent exercer leur droit de préemption sur les terres agricoles en faveur des organismes de jardins familiaux ; que en cas de d'expropriation de jardins familiaux, des terrains équivalents soient mis à leurs dispositions ; et enfin que les jardins soient assimilés à des espaces verts.

Les instances de l'état vont s'intéresser aux problèmes des jardins familiaux. En 1976, ils légifèrent par la loi du 10 novembre **relative à la création et à la protection des jardins familiaux**. Les deux premières propositions législatives de Jean Royer sont adoptées :

- L'exercice du droit de préemption des SAFER et des collectivités locales pour l'acquisition de terrains destinés à la création de jardins familiaux.
- Le rétablissement de jardins familiaux ayant fait l'objet d'une expropriation ou d'une cession amiable dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique (DUP).

Par la loi de 1976, l'État relance en quelque sorte le devenir des jardins familiaux dont la pérennité semblait être mise en cause. Ainsi la fonction de la Ligue, d'utilité publique, est remise à l'ordre du jour. Elle bénéficie à présent « de poids » dans les négociations de mise à disposition de foncier.

Cependant il faudra encore attendre une dizaine d'années pour que les jardins familiaux soient considérés comme des espaces verts. Les raisons évoquées à l'époque relevaient du fait que les espaces verts n'étaient encore qu'une notion floue et ne faisaient l'objet que d'une modeste protection. Il convient également de rappeler que les jardins familiaux sont toujours rattachés au ministère de l'Agriculture à cette époque et que la considération espace vert relevait plus de du ministère de l'Environnement, nouvellement créé. L'état a donc estimé que il était plus judicieux de consacrer aux jardins familiaux, une nouvelle catégorie d'espaces urbains et des les inscrire aux règlements d'urbanisme. Ainsi, **l'article L123-1-6 du code de l'Urbanisme**, spécifie que « les documents d'urbanisme doivent localiser dans les zones urbaines, les terrains cultivés à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements éventuels qui les desservent ».

Les jardins familiaux suscitent l'intérêt des autres ministères. Le ministère de la Qualité de la Vie et de l'Environnement Rural et Urbain, par exemple avait souhaité connaître les besoins effectifs en jardins. Il commanda un recensement dans l'optique de leur faire bénéficier du Fonds Interministériel d'Action pour la Nature et l'Environnement (FIANE) en justifiant son intervention par le fait que les jardins familiaux présentent un intérêt sur le plan urbanistique et social. En 1978, c'est le Ministère de l'Environnement qui s'y intéresse en inscrivant les jardins familiaux dans la Charte de la qualité de la vie, document non opposable mais participant simultanément au programme politique et à la directive administrative. Parmi les 106 mesures adoptées, les jardins familiaux sont placés au 10^{ème} rang, un rang très honorable, sous la dénomination « encourager les jardins familiaux ». En 1979, la publication de la Charte conduit les ministères de l'Environnement et du Cadre de vie, de l'intérieur et de l'Agriculture à produire un fascicule sur les jardins familiaux dans la série « Améliorons notre cadre de vie ». La plaquette a pour vocation de (re)faire connaître les jardins familiaux aux collectivités locales en précisant les rôles de chacun : services techniques des communes, associations de jardins familiaux, etc. Les jardins familiaux y sont présentés comme des espaces

verts de loisirs, d'éducation, de rencontre et d'échanges. Une dimension sociale et d'éducation civique lui est attribuée. L'aspect technique est lui aussi abordé rappelant les conditions de bonnes esthétiques pour un cadre de vie plus agréable (l'organisation des clôtures, des abris,...). Cette brochure distribuée auprès d'un grand nombre de collectivités locales, va produire un impact considérable. À cette même date, les pouvoirs publics inscrivent dans les budgets des ministères de l'Agriculture et du Cadre de Vie, des subventions annuelles pour la création de jardins familiaux, à hauteur de 30 %.

L'intérêt de la part de l'État, des collectivités est donc manifeste. De nouveaux acteurs apparaissent dans l'octroi de subventions : le Crédit Agricole et les Caisses d'Allocations Familiales (CAF). Les actions des différents ministères et des acteurs locaux portent leurs fruits : la dynamique de création de jardins familiaux est relancée. Une enquête statistique²³ montre qu'au niveau national, 45 % des associations existantes ont été créées après 1975 contre 40 % avant 1975 et 15 % entre 1945 et 1970. Des années 1980 à nos jours, ils ne vont cesser de croître et de connaître un intérêt certain de la part de tous publics. Dans la deuxième partie, chapitre B, ils seront abordés en relation avec le contexte actuel.

Lemire a été qualifié d'utopiste, certes oui, mais ses principes les plus fondamentaux et des plus novateurs, ont été réalisés en majorité. Aujourd'hui la Ligue fête son 100^{ème} anniversaire, ce qui est le cas de peu d'associations loi 1901. Elle a été très influencée par les modes de vie et les mentalités et elle a su s'y adapter. Il ne semble pas que beaucoup d'autres aménagements issus du monde associatif soient parvenus à cette réussite non négligeable. Un bémol subsiste car ses statuts n'ont pas radicalement changés et son paternalisme octroyé de plein droit est critiqué. Cependant, les jardins ouvriers furent et restent, en tant que jardins familiaux, une véritable Institution.

Leur accompagnement croissant de dispositions politiques, jugées aujourd'hui insuffisantes, sont tout de même la marque d'une reconnaissance et d'une prise en considération, lente soit elle, de ces jardins et dont le développement accru a été rendu possible ces dernières années. Une évolution cyclique qui correspond au contexte économique et social de la société avec une explosion de l'intérêt pour les jardins dans les grandes périodes de crise et un ralentissement de leur croissance en temps de prospérité. Cette correspondance avec les périodes crise ou de dynamisme économique vaut autant pour le législateur (avec 2 grandes dates à retenir sont 1952 et 1976) que pour les usagers, comme nous allons le voir au cours de la période la plus récente dans un contexte de situation économique nationale difficile où le chômage sévit.

²³ Réalisée en 1993 lors de l'inventaire nationale de jardins familiaux pour le Ministère de l'Environnement.

2. Des jardins collectifs aux jardins partagés

Les expressions qualifiant le jardin collectif sont nombreuses : jardins familiaux, jardins solidaires,... De nouvelles vocations se sont créées ou sont en train de se créer. En même temps que l'on assiste, à nouveau, à un intérêt croissant pour le jardinage collectif depuis le début des années 1990, on découvre une grande diversité des expériences. Ces nouvelles formes de jardinage collectif s'apparentent parfois aux jardins familiaux dans leur conception spatiale, une division parcellaire, ou caractéristiques d'une autre appropriation de l'espace encore peu répandue. Ces expériences sont souvent rapportées de l'étranger et transformées à la française tandis que d'autres sont nées de l'implication militante de certains individus.

1) Vers une diversification des jardins familiaux

Les jardins familiaux tels qu'on les connaissait jusqu'alors avait déjà suscité depuis les années 1970, de nouveaux intérêts. La Ligue s'était orientée sur les questions de l'environnement et des jardins au sein des villes. Mais parallèlement d'autres associations ont œuvré pour la diversification du jardin et du jardinage.

a) La Société Nationale D'Horticulture de Valenciennes et le partage du jardinage

La Société d'Horticulture de Valenciennes, évoquée dans un chapitre précédent, avait été fondée à la fin du XIX^{ème} siècle, dans le but « d'organiser des expositions et de faire connaître les progrès de l'horticulture », comme indiqué.

Très vite la Société d'Horticulture s'était intéressée aux jardins d'entreprises et les avait fait participer à ses concours fleuris. Dès lors, elle prit le nom de Société d'Horticulture et des Jardins Ouvriers (en 1923), dont la finalité était de rassembler tous les jardiniers du Nord de la France. Une réussite puisque avant la Seconde Guerre mondiale, 700 000 adhérents de la Région étaient dénombrés, à la fois de grands industriels, des particuliers, des jardins d'entreprises (comme à l'époque les mines d'Anzin) et les jardins des cheminots. Son domaine d'action était similaire à celui de la Ligue avec laquelle elle entretenait des relations à l'époque (de 1921 à 1927, Lemire assistait aux assemblées générales en tant qu'invité).

Mais à la différence de la Ligue, la Société d'Horticulture va se consacrer par la suite à des orientations lucratives : actions techniques, publicitaires et commerciales. Elle s'intéresse au monde professionnel du jardinage. Pour aider l'ouvrier, elle centralise et redistribue « la matière première » du jardinier, les graines. Les jardiniers adhérents bénéficient de prix plus intéressants grâce aux commandes groupées.

La politique de la Société d'Horticulture s'éloigne donc fortement de celle de la Ligue et le fossé entre les deux associations va se creuser.

La Société d'Horticulture changera de noms à de nombreuses reprises en modifiant ses statuts ou ses orientations puisque en 1942, elle devient la Société d'Horticulture et des jardins populaires de France. Le changement de terminologie est rendu obligatoire par le fait qu'une grande majorité d'adhérents sont désormais des jardiniers individuels privés. Suite à la législation de 1941, la Société d'Horticulture ne peut plus prétendre à aucune subvention de la part de l'État. Les relations avec la Ligue sont dès lors affectées entraînant des conflits inextricables.

À cette date la Société d'Horticulture prend un nouveau tournant. Afin d'attirer le soutien des politiques, elle se voit dans l'obligation de se démarquer par le nombre. Elle étend son action à l'ensemble de la France.

Aujourd'hui, s'il est intéressant de parler d'elle, c'est que tout au long de ces années et encore aujourd'hui, elle est restée active dans le domaine du jardinage collectif. Après avoir changé une dernière fois ses orientations et ses statuts pour créer en 1991, les Jardiniers de France, elle œuvre maintenant aussi : « pour faire du jardin, un espace d'épanouissement pour tout publics, en faveur de la rencontre et l'échange entre jardiniers, pour transmettre le savoir-faire et respecter et protéger la nature et l'environnement ». Ces missions développées au travers des actions d'orthothérapie (aide aux handicapés à la pratique du jardinage par exemple ou l'insertion de personnes en difficultés sociales), « du jardins pour les autres » (des bénévoles offrant les récoltes à des associations caritatives) et les « enfants et le jardin » (apprentissage de la vie par le jardin), lui ont valu le titre d'utilité publique.

Il faut ajouter que son souci est de développer et d'encourager la pratique du jardinage sous toutes ces formes. Elle propose à ce titre des clubs enfants, animations d'ateliers (1 00 réunions de jardinage par an), édition de guides pratiques, campagnes d'actions (concernant l'environnement : sur le compostage par un fascicule le « sol milieu vivant » dans les collèges et lycées), formations et enfin, fidèle à ses origines, elle continue d'encourager le développement de jardins familiaux. Dans le but de développer l'informations et les expériences en la matière, elle n'a pas hésité à créer sur le site de son siège, des jardins familiaux en plein cœur de ville (14 parcelles sur 4 000 m², surfaces variants entre 50 et 260 m²) et un jardin pédagogique de 2 ha.

À la fusion entre jardins d'entreprises et jardins familiaux, les Jardiniers de France ont une action non négligeable dans l'incitation au développement du jardinage, incluant le jardinage collectif et la diffusion de pratiques et expériences, même si il est vrai que la moitié de ses adhérents (200 000) sont des personnes privées. Ces adhérents, par le biais de la revue bimestrielle « Pour nos jardins » sont régulièrement informés des expériences et sont incités à développer l'action de l'association en développant les délégations locales (6 000 à ce jour).

Contrairement à la Ligue, elle n'est pas absolument pas propriétaire de jardins, ce sont les jardiniers eux mêmes propriétaires ou non de leurs jardins, qui adhèrent à l'association. Des personnes privées autant que les personnes morales peuvent y adhérer comme c'est le cas de certaines associations de jardins familiaux.

Ses actions sont donc assez distinctes de celles de la Ligue mais toutes deux se complètent. D'ailleurs elles se doivent aujourd'hui de réfléchir ensemble à une nouvelle législation et terminologie des jardins collectifs.

b) De nouveaux jardins familiaux partagés avec le grand public

Le cas de la Fournilière à Nantes.

Le projet a débuté en 1992, dans un faubourg de Nantes, Chantenay. Des jardins familiaux en situation de « squat », d'occupation illégale, depuis quelques années ont suscité l'intérêt d'ethnologues et de sociologues au point que le ministère de l'Environnement a commandé une étude sur cet espace pour obtenir une analyse des mécanismes opérant sur l'appropriation illégitime d'un espace au sein de la Ville. Le choix pour ce terrain de recherche, a été favorisé par le fait qu'il permettait de travailler simultanément sur l'habitat et la ville, et sur les formes d'appropriation hors la propriété. C'est un véritable projet de recherche qui s'est organisé avec des ethnologues, des

sociologues et des architectes, qui pour un meilleur suivi des opérations ont suivi les jardiniers au jour le jour en tant qu'acteurs eux mêmes sur les jardins. Au delà de l'enquête sociologique pure, E.Pasquier s'est même insérée parmi les jardiniers en cultivant une parcelle. Cette étude formalisée par de la théorie et de l'analyse de terrain, a donné lieu à de nombreux écrits, rapports et ouvrages dont un journal de bord (de suivi) et en 1996, *la Fournilière, un espace atypique*, E.Pasquier et JY Petiteau.

La recherche a été rendue d'autant plus intéressante que la municipalité projetait un aménagement pour le quartier et souhaitait normaliser la situation de ces terrains en situation de « squat ». De nombreux enjeux étaient présents : faubourg périphérique de Nantes caractérisé par de nombreux HLM, avec des populations immigrées en nombre important et des populations en situation de précarité, jouxtant de l'habitat pavillonnaire résidentiel de classes moyennes.

Très vite des conflits entre le municipalité et les jardiniers, inhérents à l'incursion de débats publics sur le devenir des parcelles, a donné lieu à la création d'une association pour ne pas mettre en porte à faux les chercheurs : « l'Atelier expérimental de recherche sur la ville ». Les jardiniers faisaient partie intégrante de l'association pour faire ressortir leurs intérêts tandis que les chercheurs sociologues et architectes traitaient de la phase opérationnelle. La finalité de cet atelier était de réfléchir sur « l'intégration des jardins ouvriers comme partie prenante de l'espace urbanisé et d'envisager le retour à la loi à travers la réinstitutionnalisation ». La recherche s'est concrétisée par un projet de réaménagement du site en adéquation avec l'existant et avec les jardiniers présents.

La Fournilière a été pensée comme « l'invention d'un type d'espace public particulier ». Le projet retenu a laissé une large place aux jardins familiaux puisque une centaine de parcelles étaient prévues (échelonnées par phases de travaux) remplaçant les 12 parcelles squattées, dont les anciens tracés ont été conservés dans la mesure du possible. La partie d'espace public, associée aux jardins familiaux a été baptisée « le jardin des promeneurs ». Une certaine continuité a été recherchée entre l'espace de promenade et l'espace cultivé. « Le projet ne consiste pas à rationaliser et à fonctionnaliser des catégories d'usage mais à rassembler et à provoquer différentes manières d'être au jardin. « le jardin des promeneurs devant permettre de traverser le site, de voir les jardins sans mettre en cause l'intimité des jardiniers ». Le marcheur peut se promener le long des allées (traitées de façon spécifique : de largeur et de nature de sol différentes), innervant l'ensemble du site et/ou ainsi au cœur des potagers. Trois enclaves de prairies ont été plantées d'arbres fruitiers de haute tige où sont installés des tables et des jeux d'enfants. De nombreux bancs viennent ponctuer l'ensemble des promenades. Le nouveau jardin public de la Fournilière, ce sont « des espaces où l'on passe et des lieux où l'on peut séjourner »²⁴.

Il a donc été opéré un semblant d'espace public, pensé comme tel, par les différents services communaux, dans un souci de partage de l'espace. Le concept d'innovation a été poussé jusqu'à l'extrême avec l'introduction d'espèces fruitières comme ornementation du parc, afin que les promeneurs participent « à la culture du jardinage » en cueillant des fruits à leur grès. Ces plantations sont presque la marque d'une révolution dans le traitement des espaces verts par les services municipaux. En effet, il ne paraît pas imaginable par exemple que des citoyens aillent cueillir des fleurs dans les parterres de la ville.

La municipalité y a également vu là, une « transgression douce des interdits moraux » et une manière de le rendre le public, gestionnaire de son espace public. La cueillette, la pédagogie autour

²⁴ Extrait de *la Fournilière, le retour à la ville*, p52.

reste le jardin en pied d'immeuble qui de par son organisation spatiale s'apparente aux jardins familiaux classiques. Les jardins dits communautaires, eux font preuve d'expériences tout à fait nouvelles et récentes en France.

a) Les jardins en pieds d'immeubles

Les jardins en pieds d'immeubles sont nés à Lausanne au début des années 1990. C'est Éric Prédine, par le biais de l'association qu'il a créé en 1992 « Les jardins d'aujourd'hui » (dans le but de réinsérer des chômeurs de longue durée sur des jardins dits collectifs selon sa formule, et laquelle travaille avec un groupe encadré par un animateur)²⁵, qui les a réinventés en France. Parce que l'association avait du succès, en cherchant un nouveau terrain, il a saisi l'occasion qui s'offrait au milieu du grand ensemble des Aubiers à Bordeaux, en périphérie de la ville.

Le projet débuta en 1993, sur un terrain de 4 000 m² au pied d'un immeuble. Ce sont finalement 37 parcelles qui ont été mises à la disposition des habitants, avec en moyenne l'attribution d'une parcelle de 150 m² à vocation de potager productif. Très vite l'opération s'est révélée être une réussite à de nombreux niveaux : répondant aux objectifs fixés par l'association, un engouement de la population, une satisfaction générale des habitants du quartier pour l'aménagement de leurs espaces extérieurs,...

Ce type d'aménagement aux pieds des immeubles a connu une telle réussite, que l'expérience a été reprise par un certain nombre d'acteurs de l'aménagement (bailleurs sociaux, collectivités locales, etc) et renouvelée dans de nombreux grands ensembles en France. Le département du Val de Marne, notamment, très touché par la crise de ses grands ensembles, nombreux sur son territoire, a réalisé des jardins familiaux en pieds d'immeubles comme au Val-Fourré avec trente-trois parcelles. À Vénissieux, dans la banlieue de Lyon, dans le cadre de la refonte du quartier de La Darnaise, il a également été question de créer des jardins aux pieds des tours. A Mulhouse, c'est l'office HLM, propriétaire d'une cité-jardin en cours de réhabilitation, qui a souhaité réaménager des jardins familiaux aux pieds des bâtiments d'habitat collectif. L'office départemental d'HLM des Hauts-de-Seine s'est aussi lancé dans la rénovation des jardins de Châtenay-Malabry, du Plessis-Robinson, de Suresnes, trois cités-jardins dont il est propriétaire. Sur la Butte rouge (Châtenay-Malabry), 87 parcelles d'environ 150 m² ont été réalisées sur plusieurs sites avec l'aide du Conseil Général, très sensible à l'intérêt des jardins familiaux dans les grands ensembles. Enfin, Mulhouse, Sarcelles, Mantes La Jolie et Tourcoing, sont souvent cités à titre d'exemples. Ces dix dernières années, les réalisations de jardins en pieds d'immeubles se sont donc multipliées.

Si les jardins en pieds d'immeubles ont suscités un tel intérêt auprès de nombreux acteurs c'est qu'ils combinent de nombreux atouts tant sur les aspects socio-économiques qu'en terme d'aménagement. Ils ne nécessitent pas d'infrastructures lourdes ni d'aménagements coûteux. Ils permettent une occupation temporaire du sol sans geler définitivement les terrains. En effet, l'aménagement d'un jardin en pieds d'immeubles se veut modeste et fonctionnel, l'essentiel étant que le confort nécessaire à une bonne pratique du jardinage soit offert. Les jardins ne sont généralement pas clôturés ou très faiblement par des haies basses. On n'y trouve pas d'abris individuels, seulement des coffres de rangements communs ou un seul petit abri communautaire servant à entreposer le matériel d'appoint (la proximité des habitations permettant d'entreposer son matériel chez soi). Il va sans dire que cela freine tout acte de vandalisme. Cependant, malgré ce

²⁵ Se reporter au paragraphe suivant, qui traite exclusivement de l'association.

que l'on peut penser, ces jardins sont respectés de tous, même des plus jeunes. Les jardiniers en tant qu'habitants de la cité, qui plus de plus sont des adultes, ayant mis en culture un espace de leurs propres mains, inspirent une sorte de respect générationnel.

Les formes de jardins varient en fonction de la nature du terrain et de l'espace disponible entre les barres. Généralement, les jardins sont souvent portés à vue plutôt que dans un recoin d'espace isolé. Leur organisation parcellaire s'établit le plus souvent de manière très simple, alignés de façon rectiligne ou reprennent l'idée de parc évoquée précédemment, en laissant de larges allées pour le passage du public (c'est le cas à Hellemmes, banlieue de Lille, où les jardins en pieds d'immeubles sont disposés de part et d'autre d'une large allée centrale, servant de liaison entre les immeubles).

Ces jardins en pieds d'immeubles sont donc reconnus pour faciliter les relations entre les différentes communautés, souvent nombreuses au sein de ces cités d'habitats collectifs. Ils permettent aux populations inactives (chômeurs, étrangers arrivés récemment sur le territoire français), de se réinsérer. Ils offrent aussi la possibilité à ces habitants de logements exigus, un espace de verdure bien à eux, qu'ils mettent en valeur.

b) Les jardins communautaires

La conception du jardinage sous une forme communautaire est apparue, elle, sur le continent américain : aux États-Unis et au Canada, il y a une vingtaine d'années. Contrairement aux jardins en pieds d'immeubles qui s'apparentent dans leurs formes aux jardins familiaux, les jardins communautaires présentent une conception tout à fait nouvelle du jardinage qui jusque à ces dernières années, n'était ni connue en Europe ni en France.

Aux États-Unis, ils sont apparus vers 1975, sur des friches urbaines délaissées après la destruction de nombreux buildings, c'est à dire sur des îlots de terrain au sein des quartiers centraux. Ces terrains pourtant d'une qualité médiocre, couverts de gravats et de débris divers, sur d'étroites superficies, ont donné l'idée à des militants, « les Green Guerillas » de reconquérir ces espaces. Grâce à des dons matériels, l'association avec l'aide des riverains volontaires, a transformé ces terrains abandonnés en espace de proximité pour les familles des quartiers environnants.

Aujourd'hui, la ville de Montréal compte 72 jardins communautaires et New-York en concentre plus de 1 000, en plein cœur urbain. Un succès phénoménal, qui a permis d'établir une participation des habitants à leur cadre de vie en y intervenant directement eux-mêmes de leurs propres mains avec une matérialisation concrète de leurs actions. Un réel partenariat s'est instauré dans les discussions pour répondre aux aspirations de chacun sur ces jardins communautaires. Les jardins communautaires rassemblent, ainsi, autant d'adultes que d'adolescents, des plus âgés aux plus jeunes, des familles entières.

Ces jardins communautaires sont des espaces à vocations multiples : le jardinage peut y prendre ou non une large place, il dépend juste des volontés de chaque individu présent sur le site. Pour ces raisons, c'est aussi un espace de conciliation des intérêts de chacun.

Les fonctions qu'il remplit sont par exemple : un lieu d'apprentissage de la nature pour les plus jeunes, un espace de rencontre, ou bien un centre artistique, culturel, bref les jardins servent à tous types de fonctions, qui peuvent être pratiquées simultanément sur ce même site. L'aménagement de la parcelle, qui ne reçoit pas d'équipements lourds, peut être revu au grès des envies du moment. Tout ce qui est opéré sur le jardin communautaire, est le bien de la communauté. Si il y a production de fruits et légumes, ils ne sont pas la propriété de celui qui les a cultivé mais celle de la communauté. On retrouve donc le sentiment de fraternité présent sur les jardins familiaux mais à une échelle bien plus marquante. Mais cette communauté, il ne faut pas l'entendre au sens d'un

groupe fermé de personnes : le public, les habitants des autres quartiers sont invités à intégrer la communauté ou à seulement participer aux actions festives ou aux ateliers d'apprentissage par exemple.

En France, les jardins communautaires ont fait leur apparition très récemment sur ce modèle nord-américain. Les expériences restent encore disparates et peu connues, mais l'association des AJONC (Associations des Jardins Ouverts et Néanmoins Clôturés), basée à Lille, dont la renommée est en train de se diffuser à travers les régions, contribue à la diffusion du concept du jardin communautaire et à la multiplication des opérations.

Dans sa forme, le jardin communautaire est plutôt, ici, un terrain de loisirs qu'un espace de jardinage en soi. La notion de jardin est révélée par la présence de nature et seulement selon les jardins, par une mise en culture. Il décline à la fois des espaces individuels et des espaces collectifs, conduisant à un espace mixte. Chaque jardin présente un caractère identitaire : aucun jardin, ne se ressemble puisque il est l'émanation des volontés locales des habitants, d'âges et de classes sociales diverses, qui le pratiquent. Nés d'une volonté citoyenne, ils connaissent cependant parfois une précarité liée à la non propriété des terrains, bien souvent celle des municipalités. Il s'agit de négocier la pérennité de ces terrains en prouvant leur intérêt pour les quartiers. Ce qui donne un champs d'investigation supplémentaire aux habitants pour se rassembler et conforter leur implication dans ce bien, qu'ils ont constitué de toutes pièces.

3) Les jardins solidaires, un partage de valeurs

Face à la crise du travail, un taux de chômage encore assez élevé, à l'exclusion des personnes peu qualifiées du marché de l'emploi, et à la crise sociale, exclusion des immigrés, les tensions entre communautés ; le jardin est devenu un support d'insertion.

Les jardins solidaires ou dits d'insertion, expression plus explicite, ont donc comme vocation première de favoriser l'insertion des personnes : aussi bien par le retour à l'emploi que par la création de liens sociaux, l'insertion avec les habitants du quartier, avec la société. Les bénéficiaires de ces jardins sont généralement : des RMistes, personnes sans revenus, sans domicile, chômeurs longue durée, bénéficiaires d'allocations familiales ou d'ASSEDIC...

a) « Les jardins d'aujourd'hui »

En tant que pionnier dans ce domaine, l'association des « Jardins d'aujourd'hui » a souhaité œuvrer dans ce sens dès 1986. Aujourd'hui, elle possède une vingtaine de sites (en 1997, 13 sites et 6 en cours de réalisation). Elle regroupe environ 260 jardiniers de la région Aquitaine et particulièrement autour de Bordeaux. Ce qui distingue l'association, des jardins familiaux, c'est non seulement d'utiliser le jardin comme **support à une finalité particulière**, l'insertion, mais aussi d'employer à cet effet des formes variées de jardins. Elle gère aussi bien des jardins individuels que des « jardins collectifs »²⁶, aucun jardin n'est identique. Éric Prédine entend les jardins collectifs comme « une parcelle commune où les gens jardinent ensemble et partagent la récolte. Les objectifs suivis sont l'intégration sociale et la lutte contre l'exclusion d'un public très marqué par l'isolement. Il utilise donc la notion de jardins collectifs dans un sens bien précis dont il a lui même donné sa propre définition.

²⁶ Expression formulée par Éric Prédine (leader et fondateur de l'association), pour qualifier ces jardins collectifs qui s'apparentent aux jardins familiaux mais qui n'en sont pas véritablement.

Les « Jardins d'aujourd'hui » s'occupent de 5 jardins en régie directe (4 jardins collectifs et un jardin en pied d'immeuble, celui des Aubiers). Les autres jardins sont gérés par les jardiniers eux mêmes ou des structures comme le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS). L'équipe de l'association, animateurs et techniciens, permet un réel suivi de terrain, et d'accompagner les bénéficiaires de jardins dans la démarche et le projet de jardin. Il s'agit avant tout d'un long travail de mobilisation des populations visées (RMIstes souvent, immigrés sans ressources, toxicomanes, etc) en vue de la constitution d'un groupe de jardiniers, sous-entendu un groupe de travail. Une des règles de réussite réside dans la formation d'un groupe de jardiniers hétérogènes, c'est à dire présentant des problèmes personnels différents pour éviter la concentration de situations similaires et une mixité des sexes. En effet, c'est face à la diversité des problèmes des autres que l'individu établit ses repères dans la société (ils se comparent et se réaffirment). Dans ces jardins, les individus produisent quelque chose, ils peuvent palper la concrétisation de leurs efforts au travers de leurs productions. L'individu gagne en autonomie, tant sur le plan économique que social en acquérant une fierté de son travail.

« Les Jardins d'aujourd'hui », sont donc un travail d'accompagnement social dont le champs d'action privilégié est le retour à l'emploi, à la sociabilité et à la santé. Ces jardins d'auto-suffisance fournissent à des populations en forte précarité une auto-production. La structure de l'association mène donc le projet de « A à Z », depuis la recherche d'un terrain et la mise en place d'un projet, jusqu'à la réalisation et au suivi.

Les jardiniers sont adhérents de l'association dont la cotisation a une valeur morale et non pas d'engagement financier. Ils participent même à la vie de l'association, ce qui renforce l'insertion, en rédigeant un bilan d'activité annuel et en agissant sur les décisions au niveau du comité de pilotage.

b) « Les Jardins cultivons la solidarité »

En référence à leurs origine suisse (lieu de la première expérience), les jardins de Besançon créés en 1992, se sont appelés les jardins de Cocagne. Ils sont régis par une Charte dont les statuts les définit comme : « une formule de jardins biologiques collectifs à vocation d'insertion sociale, créée généralement à partir d'associations loi 1901 à but non lucratif, pouvant exister sous des formes multiples : entreprises d'insertion, chantier école, coopérative, activités au sein d'une association ». Ce sont donc des jardins à vocation d'insertion sociale qui produisent exclusivement de la culture biologique. Une trentaine de sites d'exploitation sont répartis dans toute la France avec une localisation dominante dans la vallée du Rhône, et à ce jour une quinzaine de projets sont en cours.

La dimension de l'insertion sociale est ici plus forte que dans les « Jardins d'aujourd'hui », ou tout au moins le concept est différent. La finalité de l'association est d'engager des personnes en difficulté dans une action économique : une activité de production de fruits et légumes qui soit rémunérée.

Ces jardins collectifs imposent de penser en même temps qu'à l'organisation du jardin et à l'insertion, à la création d'un circuit de distribution pour les productions. « L'action légumes » est vendue à un réseau d'adhérents. Elle correspond à une quantité annuelle de légumes pour deux personnes (demi-part) ou quatre (part entière). La quantité de légumes distribuée à chaque adhérent est basée sur les données INSEE de la consommation moyenne d'un ménage français. Quant au prix de référence des légumes, il est établi en fonction du prix de saison du marché en tenant compte de l'environnement local, selon la Charte de l'association.

Les fruits et légumes sont labellisés AB (issus de l'Agriculture Biologique) par un organisme extérieur. Ce label présente deux aspects valorisants. Tout d'abord, il permet d'élargir le cercle de

distribution à des consommateurs en demande de bio ou qui se soucient de plus en plus de la qualité de leur alimentation. Mais au-delà de l'aspect commercial, le label offre au jardinier une reconnaissance personnelle, qui prouve sa capacité à fournir un travail de qualité. L'insertion remplit ici pleinement son rôle, puisque le jardinier est reconnu de tous, des adhérents et des habitants, pour ses produits de qualité. Grâce à ces recettes, complétées par les subventions nécessaires pour couvrir le « surcoût social », c'est à dire le manque de productivité de certains jardiniers, un jardin « Cultivons le Solidarité » peut recruter du personnel et ainsi poursuivre le processus d'insertion par l'emploi : employer des personnes en Contrats Emploi Solidarité (CES) et en Contrat Emploi Consolidé (CEC) par exemple. Deux animateurs techniques gèrent les groupes sur le terrain et un agent technique aide dans les tâches spécifiques.

L'association semble atteindre ses objectifs fixés en matière de réinsertion professionnelle puisque en 1996²⁷, sur 175 personnes interrogées (sur un total de 319 contrats), 35 % ont trouvé un emploi, notamment dans ce secteur professionnel. 18 % se sont orientés vers une formation pré-qualifiante ou qualifiante dans les domaines horticoles, agricoles, de l'environnement ou du maraîchage. Sur les personnes interrogées, 19 % ont vu leurs conditions de vie s'améliorer (accès au logement, aux soins, contacts familiaux rétablis). Et enfin, 27 % n'ont pas trouvé de solutions à leurs difficultés. Ce sont donc 2/3 des personnes qui ont trouvé des remèdes à leurs conditions économiques et sociales. Un résultat assez honorable même si certains estiment que cela reste insuffisant.

Une limite subsiste : le réseau d'adhérents et la culture bio, imposent des conditions de rendement peu conciliables avec un projet d'insertion qui ne peut répondre à des contraintes économiques ou temporelles. Paradoxalement, les jardins « Cultivons la solidarité » se veulent des jardins d'insertion mais par les lois du marché et de la société, ils concourent à une autre forme d'exclusion, celle engendrée dans la sélection des meilleurs jardiniers employables.

4) La mise en réseau, le partage national des expériences

Toutes ces expériences aussi diverses soient elles, ont émergé ici et là en France et ont réussi à se faire connaître du grand public et des professionnels. Il faut dire que dans un premier temps, c'est grâce au « bouche à oreilles » que les informations ont été diffusées. Puis face au succès de ces expériences, porteuses d'atouts et de valeurs, et à la notoriété nationale, l'organisation de la diffusion de l'information a été rendue nécessaire.

Bien souvent les associations, fières de leurs réussite ont tout d'abord diffusé leurs idées dans les environs, dans les villes à proximité. Ce fut le cas pour les « Jardins d'aujourd'hui » de Bordeaux, qui petit à petit, se sont propagés à travers toute la région Aquitaine. Il s'agissait d'offrir à un maximum de populations, la possibilité de participer à ce type d'opérations. Éric Prédine a choisi de pratiquer « l'essaimage » de ses jardins collectifs d'insertion, c'est à dire de faire émerger la demande à travers de nombreux sites, de localisations et caractéristiques distinctes. Aujourd'hui, « l'essaimage » a pris une envergure nationale et il en est, à donner des conseils techniques dans toute la France pour faire naître de nouveaux jardins. Les jardins de Cocagne, ont eux envisagés différemment la diffusion de leurs jardins « Cultivons la solidarité ». Afin d'en préserver le concept et les préceptes, ils ont souhaité mettre en place un label. Ce label, garanti par une Charte que toute

²⁷ Selon une évaluation, élaborée par la FNARS, Fédération Nationale des Associations de Réinsertion Sociale en décembre 1996, in Laurence Baudalet, *les jardins associatifs en milieu urbain*, mémoire de DEA, institut d'Urbanisme de Paris, 1997, 45 p.

association désirant s'affilier aux jardins, se doit de signer, institutionnalise l'association et formalise son groupe de jardins. Le label est délivré par un Groupe d'Appui National, constitué de cinq jardins, du Secours Catholique et la FNARS dont les jardins sont adhérents. C'est donc un label porté par un multi-partenariat d'acteurs. La charte édicte quatre grands principes : une vocation d'insertion sociale et professionnelle de personnes en difficulté, la production de légumes cultivés en agriculture biologique, la distribution de ces légumes auprès d'un réseau d'adhérents et la collaboration avec le secteur professionnel. À partir de ce projet commun, se déclinent la spécificité et l'originalité de chaque jardin. Puis en 1999, le périmètre de rayonnement s'élargissant, l'association s'est orientée vers une mise en réseau. Le réseau Cocagne facilite ainsi, la « mutualisation » des informations, l'essaimage, la formation et la professionnalisation, la communication et la promotion des jardins. Le fait d'appartenir à un réseau constitué donne aussi crédit dans les négociations avec les partenaires institutionnels. Donc plus de poids dans les négociations mais aussi plus de facilités dans la création et dans la gestion puisque des interlocuteurs sont prêts à intervenir dans le montage de projet. En effet, dans un projet de jardins collectifs le plus difficile réside dans le montage en lui même de l'opération : les difficultés techniques, le coût financier, le « comment s'y prendre » décourage beaucoup de professionnels. L'association transmet des notes méthodologiques, organise des visites des sites les plus anciens, des formations destinées aux maraîchers ; et à titre onéreux des études de faisabilité ou des aides techniques sont fournies à la demande.

Enfin la forme la plus achevée de mise en réseau national, qui regroupe toutes les expériences de jardins collectifs et non plus seulement un type spécifique de jardins, a été concrétisée par « Le Jardin dans Tous Ses États », JTSE, en 1997. Il s'agit d'un partage national des expériences aussi diverses soient-elles, dans tous leurs états, par une mise en réseau de jardins d'où le JTSE. Ce réseau s'est constitué en partenariat avec 10 structures de jardins. « Le Jardin dans Tous Ses États », c'est donc un collectif de personnes morales, associations, privées, bailleurs sociaux, chefs de projets, etc, qui œuvrent pour la création ou la promotion de jardins collectifs selon des valeurs communes. Afin d'harmoniser les expériences du réseau, le JTSE s'est doté d'une Charte, qui stipule : les valeurs partagées, en quoi consiste un projet de jardin, et ce à quoi les jardins doivent répondre en terme de qualité (paysagère, d'animation, etc). Le réseau est très actif et mène de multiples actions comme la rédaction de documents d'information, de brochures pour les professionnels et institutionnels : l'organisation de sorties de terrain en France et à l'étranger sur des expériences intéressantes de jardins collectifs. Dans le cadre de la diffusion de l'information, elle est également très dynamique puisqu'elle rédige une Lettre mensuelle, dont elle transmet 2 000 exemplaires papiers et au moins autant par courrier électronique. Son site Web²⁸, constitue d'ailleurs la démarche la plus avancée, dans la médiation de l'information. Très bien organisé et réactualisé régulièrement (généralement mensuellement ou voir plus), il permet d'accéder à tous les types de jardins dans la France entière, en les déclinant sous plusieurs thématiques. Deux forums nationaux, ont été organisés le premier s'était déroulé à Lille sur le thème de « Jardinage et citoyenneté », en 1997 et le second a eu lieu à Nantes, en 1999. Ce sont 500 personnes et 650 à Nantes qui s'étaient réunies pour partager les expériences et les valeurs du réseau. De nombreux institutionnels et politiques étaient présents et ont affirmé leur soutien : Liliane Piot, chargée de mission en 1999 à la Délégation Interministérielle à la Ville (DIV), des élus et des personnalités étrangères (Canada, Belgique, Suisse). Les débats ont permis de prendre acte de l'intérêt des jardins collectifs.

²⁸ <http://www.jardinons.com>.

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE

La mise en réseau de ces nombreuses expériences de jardins collectifs exposés précédemment est donc la finalisation complète d'un processus en nette expansion.

Nous n'avons pas développé ici les jardins d'entreprises comme l'institution des jardins du cheminot, car même si ils sont encore nombreux en France (3 000 jardins), il semble qu'il y ait peu d'actions notables en faveur de pratiques nouvelles ou innovantes. De plus leur localisation et leur système de fonctionnement ne répondent pas aux problématiques traitées (ils ne s'attachent qu'à une pratique « pure » du jardinage et dont le public, les jardiniers sont exclusivement des cheminots).

Si la France a été le berceau des jardins familiaux, aujourd'hui ce sont les expériences venues de l'étranger qui font réussite sur nos territoires. La Ligue après avoir connu une longue période d'association unique reconnue d'utilité publique n'est plus seule à promouvoir les jardins collectifs. Au cours de ces dix dernières années, les expériences de jardins collectifs se sont démultipliées œuvrant dans des domaines, aussi variés soient ils avec une application accrue dans le domaine de l'insertion sociale. Ce champs d'investigation n'est en soi pas nouveau mais connaît aujourd'hui une investigation encore plus aboutie que celle proposée par les jardins familiaux. Des associations aussi diverses qu'il est impossible d'en présenter la globalité, bien d'autres exemples sont intéressants comme « Côté jardins » à Villeurbanne ou encore « Les Jardins du Resto du cœur », « Terre vivante » pour la promotion des techniques du jardinage biologique. Les jardins prennent donc des formes très variées dont nous n'en avons évoqué ici que les exemples les plus marquants (il ne s'agissait pas dans le cadre de la recherche de relever toutes les associations et types de jardins collectifs, mais simplement de dresser un tableau des situations les plus récurrentes en ville). Au niveau spatial, de nouvelles formes d'organisations sont apparues : l'association aux parcs de loisirs, jardins en plein centre urbain sur des friches, jardins en pied d'immeuble. Tous ces types de jardins semblent faire état d'expériences novatrices réussies dont la diffusion est en cours à l'échelle nationale. Il faut reconnaître que les jardins collectifs connaissent aujourd'hui une recrudescence fulgurante s'accompagnant d'une notoriété d'ordre national et international. Ce déploiement d'intérêt pour les jardins collectifs repose notamment sur le militantisme des associations, de certains travailleurs sociaux et des pouvoirs publics qui s'impliquent de plus en plus.

Les jardins collectifs dans leur ensemble forment donc une gamme hétérogène de jardins se présentant sous une diversité impressionnante, ce qui donne une complémentarité des plus aboutie. Un partage qui se réalise selon les vocations des associations à différentes échelles et un partage entre tous les types de jardins. Les points forts à retenir : lien social, convivialité, partenariats, participation au développement local. Le jardinage collectif est alors promu dans toutes ses formes, ce qui en fait là tout son intérêt et aussi sa complexité. C'est en autres pour ces raisons que le jardinage dépasse la simple pratique culturelle et fait figure d'instrument au service de certains enjeux de la Ville. Ces jardins collectifs ne sont pas des solutions miracles aux problèmes d'exclusion par exemple mais des solutions opportunes pour traiter certains enjeux de la ville.

II. Les jardins collectifs au sein de l'aménagement urbain

A. L'intérêt porté aux jardins ces 10 dernières années en matière d'aménagement

Pour rappel, la dernière loi en date consacrée aux jardins familiaux remonte à 1976 ne concernant alors qu'exclusivement les jardins familiaux et non pas d'autres jardins collectifs. Or c'est véritablement depuis cette date, vers les années 1980, que sont apparus les méfaits de la crise urbaine et coïncidence, les jardins collectifs ont connu à nouveau depuis cette époque un regain d'intérêt et ont repris de leur ampleur. C'est alors que sont apparus de nouveaux concepts de jardins comme nous l'avons vu en fin de première partie. Mais cette recrudescence du concept de jardinage collectif suscite également depuis, un intérêt marqué sur le plan de l'Aménagement.

1. Un parallèle entre l'intérêt des Politiques et les problèmes sociétaux

En 1981, le Ministère de l'Économie évoque pour la première fois la possibilité d'utiliser l'outil jardins familiaux dans la politique des banlieues. Il envisage de subventionner les jardins dans le cadre d'OPAH ou dans le cadre d'opérations HVS, habitat et vie sociale, prédécesseurs des actuels contrats de villes. La décentralisation constitue une sorte de rupture de l'action de l'État pour les jardins familiaux et comme dans bien d'autres domaines, l'interlocuteur privilégié devient les collectivités locales. Suite aux réflexions menées depuis 1981 sur la politique des banlieues, la Loi du 31 décembre 1986 confère la possibilité de financer et d'aménager des jardins familiaux dans le cadre des opérations de construction ou de réhabilitation de logements. La LOV de 1991 consacre, elle, un droit au jardin comme un droit à la ville. Progressivement les jardins familiaux sont donc insérés à la Politique de la Ville. Depuis une dizaine d'années, c'est plus d'une centaine de groupes qui ont été fondés dans les quartiers dits difficiles dans le cadre des procédures DSU (Développement Social des urbains), DSQ (Développement Social des Quartiers) et plus récemment dans les Contrats de Ville depuis 1994. Le Contrat de Ville est intéressant car il permet de mettre en relation les 3 piliers que sont l' élu, le technicien et l'habitant avec la participation des associations, des CCAS (Centre Communaux d'Action Sociale), les régies de quartier, les écoles et bien sûr les mairies. Ces 3 piliers sont d'ailleurs essentiels à la réussite d'une opération de jardins collectifs, le contrat de ville devient alors un atout essentiel qui de plus permet de cumuler la participation de l'État aux financements locaux (seules procédures actuellement autorisées à le faire).

Des projets de jardins intégrés à des opérations de requalification de grands ensembles urbains se multiplient, souvent de concert avec les organismes HLM ou des centres sociaux. Ainsi, à Vénissieux, près de Lyon, dans le cadre de la refonte du quartier de La Darnaise, il était question de créer des jardins au pied des tours, à Mulhouse, l'office HLM, propriétaire d'une cité-jardin en cours de réhabilitation souhaitait réaménager ses jardins familiaux.

En plus de cette prise en compte prépondérante des jardins collectifs, il est vrai plus particulièrement des jardins familiaux, dans la Politique de la Ville, l'État s'est engagé vers de nouvelles avancées législatives en considérant aujourd'hui les jardins dans une conception plus large que ceux dits familiaux. Ces avancées se sont tout d'abord traduites par la signature de la

Charte nationale²⁹ des jardins ouvriers, familiaux et sociaux en 1993, avec les associations de jardins (350 associations et collectivités locales l'ont ratifié à ce jour) et le Ministère de l'environnement. Ce dernier dans un même temps a commandé un inventaire national des jardins familiaux auprès de la LNJF. À la Charte a succédé la volonté de l'État de revoir les dispositions législatives en matière de jardins familiaux. Une mission d'expertise sur l'état des textes législatifs et réglementaires a ainsi été confiée à René Breton et Xavier Buyer, ingénieurs généraux du génie rural, en commande du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Il s'agissait d'apprécier si les textes en la matière devaient être simplement actualisés dans leur forme ou plus fondamentalement révisés dans leur contenu. Suite à la présentation du rapport en 1998, il est apparu que de nouveaux jardins prenaient de l'ampleur, les jardins d'insertion, et l'État a décidé de reconduire la mission à la fois sur les jardins familiaux et les jardins d'insertion. Messieurs Buyer et Breton ont ensuite élaboré des propositions législatives émanant d'un consensus de la part de toutes les associations consultées qui développent des activités de jardins collectifs. Ces associations intégrées à la mission sont nombreuses³⁰ : les 2 principales, la LNJF et la Société d'Horticulture, toutes celles citées dans la première partie, les Jardins d'aujourd'hui, les Jardins d'Amélie, les Jardins de Cocagne et d'autres...

Dans les grandes lignes : « il est apparu que le travail effectué pour les seuls jardins familiaux, devrait être simplement élargi et adapté au cas spécifique « des jardins d'insertion » et qu'il n'y avait pas lieu d'élaborer une réglementation particulière ». Pour ne citer que les propositions les plus bouleversantes :

- ✓ La partie législative du code rural, l'article L561-1, mentionnerait les jardins familiaux et les **jardins d'insertion**. « Les jardins familiaux et les jardins d'insertion, facteurs d'intégration sociale, de convivialité, de développement et d'équilibre, incitent au respect de l'environnement et constituent des équipements collectifs nécessaires à la cité moderne ».
- ✓ Deux alinéas seraient ajoutés stipulant les vocations distinctes de ces jardins. L'article L561-2 ne dispenserait plus seulement la Ligue d'œuvrer pour le jardin en ouvrant la possibilité de trois orientations possibles pour des associations déclarées Loi 1901 :
 - soit de rechercher, aménager ou gérer les terrains nécessaires à la réalisation de leur objet social tel qu'il est défini à l'article L561-1,
 - soit de grouper les affectaires de jardins familiaux et d'insertion pour faciliter l'exploitation et l'animation de ceux-ci,
 - ou de favoriser par des actions de vulgarisation horticole, le développement des jardins familiaux et d'insertion.

En adoptant ces principes, le législateur autoriserait et donnerait force de valeurs aux organisations comme la Société d'Horticulture qui est concernée par la deuxième proposition et toutes les associations tels que Chantier Nature ou le Jardin dans Tous Ses États qui participent eux à la diffusion du concept jardins d'insertion.

- ✓ En matière d'urbanisme, la section II de l'article L562-2 offrirait aux collectivités locales l'exercice d'un droit de préemption pour la réalisation de jardins. Une avancée législative qui pourrait permettre aux collectivités d'anticiper une démarche en faveur des jardins avec l'accompagnement de moyens juridiques à cet effet.

²⁹ La charte figure en annexe.

³⁰ La liste complète et les acteurs associés figure en annexe.

- ✓ Le chapitre III, lui dans l'article L563-1 donnerait un poids aux associations et aux jardiniers, en stipulant « l'obligation aux collectivités, de rétablir des jardins familiaux et les jardins d'insertion évincés dans le cadre d'une intervention foncière publique ou d'une opération d'aménagement foncier d'initiative publique ». La location minimale prévue serait de 3 ans renouvelable par tacite reconduction. Cependant l'association pour pouvoir occuper le terrain devrait remplir un cahier des charges approuvé par le Conseil Municipal et répondre aux dispositions de l'article réglementaire R422-2 auquel l'article n serait apposé : une hauteur maximale fixée à 2,50 m à hauteur du sol et une surface hors œuvre nette de 15 m²/unité (les abris communs eux sont fixés à 2,70 m et 35 m² pour la surface).
- ✓ Concernant le code de l'urbanisme l'intégration de l'article L123-1 ferait apparaître les jardins familiaux et les jardins d'insertion afin d'attirer l'attention des élus locaux sur la nécessité de les prévoir dans les POS.

Si ces propositions devaient être adoptées dans leur intégralité, la prise en considération des jardins collectifs en matière d'aménagement serait notoire tant sur le plan de l'urbanisme réglementaire que sur le plan de nouveaux outils juridiques. On peut juste apporter un bémol concernant cette mission dans le fait que les jardins d'insertion après la signature de la Charte de 1993 n'aient pas été inclus ipso-facto dans le champ de réflexion. De plus, il est difficile d'évaluer dans les définitions proposées si les jardins dits communautaires peuvent rentrer dans les champs définis. Leur apparition étant plus récente, la mission ne s'est peut-être pas attachée à les traiter.

Les conflits entre certaines des associations et qui perdurent depuis des décennies contribuent largement à ralentir la dynamique de l'État qui s'installe à peine : les propositions de la mission lancée en 1997 n'ont vu le jour qu'en Mai 2000, et à l'heure actuelle leur présentation à l'assemblée parlementaire n'est pas encore fixée. Néanmoins depuis 1993 on peut retenir l'implication forte des pouvoirs publics en faveur des jardins collectifs pris dans leur extension et non plus les jardins familiaux isolément. La dernière mesure en date correspond à la Loi SRU qui prévoit la possibilité d'inscrire les jardins dans les zones Urbaines, U comme des zones spécifiques propres sous la nomenclature jardins familiaux ou collectifs (bien souvent ils étaient seulement prévus en Zone NC ne leur donnant aucune légitimité ni de caractère constructible).

2. Un foisonnement d'acteurs

Depuis la seconde Guerre Mondiale, nous l'avons vu dans la première partie, les jardins familiaux ont suscité l'intérêt de nombreux ministères. Aujourd'hui, les jardins collectifs dans leur ensemble soulèvent un engouement tel que le nombre d'acteurs publics et privés, de compétences et de responsabilités diverses, est à la hauteur de la croissante évolution du nombre de jardins.

1) L'État, un rôle prépondérant de longue date

L'État a toujours été parti prenante dans les jardins collectifs et ce tout au long du XX^{ème} siècle. Avec les lois de décentralisation, il semble que l'État se soit un peu plus désintéressé, en laissant également aux collectivités locales la liberté d'action dans ce domaine. Néanmoins, on constate que les différents Ministères qui s'étaient intéressés à la question des jardins familiaux, s'y intéressent toujours, et de plus en plus en intégrant d'autres jardins collectifs comme notamment en 1993 la signature de la Charte avec le Ministère de l'Environnement. En 1995, ce dernier a financé une

étude, *les jardins familiaux : enjeux sociaux, environnementaux, paysagers et fonciers*³¹. Le ministère de l'Agriculture, qui possède toujours la compétence légale des jardins familiaux, a souhaité lui, obtenir une étude sur la situation des expériences de jardins familiaux. C'est le cabinet d'études, urbaniste et paysagiste, Roumet-Guitel, qui a réalisé cette étude en 1995, *De friches en jardins*.

Des Ministères insoupçonnés se sont également intéressés à la question comme le Ministère de la Culture en 1992, qui a fait réaliser un rapport de recherche pour la mission du patrimoine ethnologique, *Les jardins populaires : pratiques culturelles, usages de l'espace, enjeux culturels*. En 1996, il avait été envisagé par la Direction de l'Architecture et de l'Urbanisme au Plan Urbain, une mise en patrimoine des jardins familiaux, un projet qui finalement n'a pas été retenu (mais il faut savoir que quelques jardins figurent dans l'inventaire des jardins historiques entrepris par le Ministère de l'Équipement et de la Culture, il y a quelques années, c'est le cas des jardins de la Riche à Tours où la DRAC de la Région Centre a obtenu un classement au même titre que les monuments historiques.). Actuellement, c'est la Délégation Interministérielle à la Ville (DIV), qui se déclare favorable à l'intégration des jardins dans la Politique de la ville, étant donné leur utilisation dans la recomposition urbaine et leur aspect social. Lors du dernier forum de Nantes en 1999, Liliane Piot chargée de mission à la DIV et porte parole pour le forum rappelait que « le développement d'une ville équilibrée devait permettre l'intégration harmonieuse de toutes ses composantes, les jardins familiaux deviennent bien un enjeu de la Politique de la ville, un outil de valorisation des personnes ». La DIV établit actuellement la liste des projets de jardins familiaux à inscrire dans des contrats de ville. À ma connaissance les contrats de ville qui viennent d'être signés il y a deux ans n'ont pas reçu de dispositions particulières dans ce sens, les réalisations n'en sont certainement qu'à leur début.

Enfin l'État est aussi présent par le biais de ses relais, comme la Bergerie Nationale de Rambouillet, qui sert à mener une politique de vulgarisation interne auprès du Ministère de l'Agriculture. Les services déconcentrés de l'État comme les Directions Régionales de l'Environnement (DIREN) sont incitées par leur Ministère à participer au développement des jardins familiaux (mais cela reste, une incitation et non une obligation). Elles peuvent cofinancer la création de jardins dans le cadre des chartes d'environnement.

2) Les collectivités locales et leurs conseils

Chez les élus locaux, les avis sont partagés et dépendent des convictions personnelles de chacun. Cependant de nombreux maires ont impulsés ou accompagnés la dynamique de jardins familiaux, on peut notamment rappeler l'action de Jean Royer à Tours, Robert Poujade, Maire de Dijon et Michel Crépeau³², Maire de La Rochelle, dans les années 1970. De plus en plus, les élus ont pu profiter des campagnes d'informations de la part des Ministères ou des services de l'État. Ils ne peuvent plus ignorer à l'heure actuelle l'emprise des jardins collectifs sur leurs terrains communaux, qu'ils soient sauvages ou autorisés. Quant à leur développement, pour Jean-Bernard Robert de l'association de Sarcelles : « finalement, tout est une question d'hommes. Quand le Maire ou l'adjoint aux espaces verts est convaincu de l'intérêt des jardins familiaux, le problème foncier est facilement résolu ».

³¹ Étude réalisée par Elisabeth Pasquier et Jean-Yves Petiteau.

³² Tous deux, furent les premiers titulaires du ministère de l'Environnement.

Les Conseils Régionaux et Départementaux peuvent s'intéresser aux jardins d'autant qu'ils sont des financeurs potentiels. Les SAFER, les CAUE et en particulier celui du Rhône très reconnu pour la diffusion des jardins collectifs, jouent eux un rôle dans l'aide aux collectivités pour mener à bien leur projet de jardins. L'Agence Régionale des espaces verts d'Île de France par exemple, dont l'une des actions est centrée sur les jardins collectifs s'intéresse à la question depuis 1981 et remplace ainsi l'action du Ministère en apportant un soutien important et en légitimant les jardins collectifs sur le plan environnemental.

3) Le militantisme du monde associatif et d'acteurs engagés

Le regain d'intérêt est aussi très visible au regard de la multiplication des colloques, études et recherches : en 1996 par exemple les associations Terre Vivante, Ligue du Coin de Terre ou Foyer, Les jardins d'aujourd'hui, Jardiniers de France, Chantier Nature ont participé aux rencontres de l'AGGA à Montréal sur le thème « *s'enraciner dans la communauté* » ; cette même année, la Région de l'Île de France a réuni les collectivités autour de « *jardins familiaux : un nouveau projet social* » avec trois thématiques, le jardins familiaux comme espace d'insertion sociale au service de la politique de la ville, les jardins familiaux dans l'aménagement du territoire et les aménagements dans les jardins familiaux ; fin 1997 le forum « *Échanger, réfléchir et témoigner d'une planification partagée au sein du jardin* » ; colloque « *le jardin et la nature dans la cité* » en date du 7 et 8 Juin 2001, organisé par l'Institut Claude Nicolas Ledoux avec le concours de l'association Acanthe et la DIREN de Franche-Comté ; une campagne fédérale européenne a été lancée en 2000 : « *jardins propres* » dont la devise est de créer des jardins pour tous ; et bien d'autres que je n'ai certainement pas eu l'occasion de relever sans oublier les deux forums du JTSE de Lille et Nantes. Les articles figurant dans les revues spécialisées sont aussi nombreux et les titres évocateurs en disent long : *comment redonner vie aux jardins familiaux ?*, *Études foncières, de la cité jardins aux jardins dans la cité*, les articles dans la lettre de la DIV...

Soit, la liste est déjà très longue et on ne peut que constater la diversité des débats abordés par des acteurs engagés, avec un intérêt particulier pour le domaine de l'Aménagement sous sa forme globale.

Le rôle des fondations dans l'aide financière aux projets n'est pas négligeable. La Fondation de France encourage l'innovation dans le domaine des jardins collectifs depuis 10 ans. Deux appels à projet avaient été lancés : « *Territoires dégradés, vers un développement local* », « *De nouvelles natures à cultiver ensemble* ». La fondation de France attribue des subventions chaque année et des prix parmi les projet subventionnés pour cinq actions des plus intéressantes (diversité sociale et culturelle, originalité et pluralité des objectifs, participation-implication du public, écologie-biodiversité, liens ville-campagne). La Fondation Charles Léopold de Mayer, fondée en 1982, contribue elle à la recherche avec notamment Daniel Cérézuelle, sociologue et philosophe, responsable du programme de recherche en 1999 « *auto-production et développement social* ». En moyenne les deux tiers de son budget sont consacrés à des subventions, et le reste à des actions directes. Les subventions sont allouées dans le cadre de conventions entre la Fondation et un partenaire, 150 à 200 conventions sont passées chaque année.

Comme nous l'avons vu en fin de la première partie les associations militantes sont nombreuses à s'être impliquées pour le développement des jardins malgré les difficultés juridiques, financières et les hostilités rencontrées avec les collectivités publiques.

3. Un intérêt des professionnels de l'aménagement

Enfin, ce qui a fondamentalement changé depuis ces 10 dernières années, c'est l'intégration des jardins collectifs à des plans d'aménagements³³ que se soit dans des parcs, pour des aménagements paysagers d'ensemble, des aménagements de quartier, de zones résidentielles : un intérêt de la part des architectes, aménageurs, concepteurs paysagers...

Les exemples sont variés et répartis dans toute la France, *De friches en jardin*, en cite quelques uns : Colmar, Aubervilliers, Villejuif, Brest. Les 111 parcelles de jardins familiaux à Brest (Kérual) sont insérées dans un aménagement paysager avec un parcours sportif, des terrains pour les manifestations sportives et des jeux pour enfants. À Villejuif des jardins familiaux ont été intégrés à un parc public en 1991. Vincent Bernard, alors paysagiste à la Direction des Espaces verts départementaux réalisa une organisation nouvelle des jardins (au total 85 jardins), disposés en position centrale d'un vaste parc paysager. L'architecte Renzo Piano fut convié à réaliser les abris de jardins, de conception très moderniste. En 1992, le fort d'Aubervilliers en région parisienne a lui aussi bénéficié d'une action jardins collectifs dans le cadre d'une opération globale de projet de quartier urbain et de la réalisation d'une « Cité des Arts », un équipement culturel. L'aménagement était une mission d'État co-pilotée par le Ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports, le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Culture et le ministère de la Ville et les collectivités locales Aubervilliers, Pantin et le département de la Seine-Saint-Denis.

Les jardins familiaux mais aussi les jardins collectifs connaissent donc « une ouverture au public » et un traitement similaire aux espaces publics avec l'intervention de véritables professionnels de l'aménagement. La qualité paysagère, architecturale, etc, sont à présent de rigueur. Comme pour l'espace public une attention particulière est portée sur le choix du mobilier urbain spécifique (espaces de détente avec bancs, jeux pour enfants, aires de repos). Ces aménagements sont réalisés dans certains cas par des architectes de renom. Comme pour d'autres aménagements de même type, un jeu sur les formes est opéré pour lesquelles les aménageurs et urbanistes s'en donnent à cœur joie : spirales, forme d'escargot, entrelacement des voies de circulation...

On ne peut donc que constater le renouveau des jardins collectifs chez les acteurs institutionnels et les professionnels de l'aménagement. De plus, cet intérêt notable pour les jardins porté depuis une dizaine d'années maintenant se révèle à nouveau être en adéquation avec une période de difficultés économiques au niveau national.

Dans ces conditions il s'agit d'évaluer comment et dans quelle mesure les jardins collectifs peuvent être des moyens au service de l'aménagement urbain. Pour ce, il est utile de rappeler les nombreux enjeux de la ville actuelle pour que leur prise en compte aboutissent à un projet d'aménagement global.

³³ Exemple de plan d'aménagement en annexe.

B. Les enjeux actuels de l'aménagement urbain

Les villes ont un fonctionnement de plus en plus complexe. Aucune ne se ressemble et ne peut prétendre à servir de modèle. Les éléments qui la composent sont extrêmement nombreux et de plus en plus interconnectés. « Elles ont, de tous temps, été des symboles de civilisation et sont apparues par opposition au monde rural, comme des havres de sécurité, d'hygiène et de confort, au service de ceux qui y vivent et veulent y prospérer. Mais certaines villes sont aussi devenues des lieux de souffrance, des espaces de grande concentration où les hommes, sont tour à tour habitants, travailleurs ou sans emploi, soumis aux nuisances et aléas de la circulation. Ils cherchent à s'en évader pour éviter le cycle abrutissant du « métro-boulot-dodo ». Ce tableau s'assombrit encore si l'on songe aux situations de misère et d'insécurité qui envahissent d'immenses quartiers du centre et de la périphérie des grandes métropoles des pays riches comme des pays pauvres »³⁴.

Ces conditions conjoncturelles et structurelles, obligent aujourd'hui l'aménagement urbain à répondre à une multiplicité d'enjeux et de critères : économiques, sociaux, urbanistiques, etc, difficiles à maîtriser et en assurer la réussite malgré toutes les précautions prises, tant ces facteurs sont interdépendants de la sensibilité humaine.

1. Œuvrer pour le devenir de la ville et de la société

1) La croissance urbaine

Depuis tout temps, la cité a toujours existé quelque soient les civilisations. Les époques gréco-romaines en restent les plus marquantes dans nos sociétés occidentales. Plus proche de nous, c'est au XIX^{ème} siècle que l'on a pu assister à une explosion des villes et dont la croissance a été poursuivie jusqu'à aujourd'hui.

Le développement des grandes industries manufacturières et extractives ont fait venir des campagnes, parfois de l'étranger, un nombre important de personnes par besoin de main-d'œuvre. Ces personnes en s'installant sur le lieu ou à proximité des entreprises ont contribué à l'accroissement de la taille des villes ou à la constitution ex-nihilo de nouvelles cités, industrielles organisées autour de l'entreprise. Vers la fin du XIX^e siècle, de nombreuses agglomérations européennes et nord-américaines avaient doublé de taille en seulement vingt ans.

Depuis 1950, la croissance urbaine est un phénomène mondial. Comme les villes sont éparpillées un peu partout à la surface du globe, avec chacune sa géographie et son histoire propres, il est difficile d'expliquer leur croissance par des facteurs qui seraient valables pour toutes. Mais trois facteurs expliquent en général l'expansion des villes : l'essor économique, l'accroissement naturel et l'exode rural. Les « flux migratoires » expliquent aussi la croissance des villes. L'exode rural a été pour partie responsable de la croissance urbaine depuis la révolution industrielle et ce jusque dans les années soixante-dix. Aujourd'hui, la migration internationale amène beaucoup d'individus dans les grandes villes. Les gens s'installent en ville pour diverses raisons mais la principale est économique, le mythe de la ville prospère subsiste toujours. La perspective d'un emploi, le confort,

³⁴ Choay, p 8.

les distractions et les spectacles « attirent » beaucoup de monde. D'autres facteurs interviennent comme la crise agricole qui dépeuple les campagnes. Cependant, les promesses d'une nouvelle vie ne se réalisent pas toujours pour les population immigrées. L'afflux de population n'est pas facile à gérer : la pauvreté urbaine, la crise du logement, les difficultés d'insertions liées à la langue, à la culture sont des obstacles.

Il n'est pas facile de dire ce que seront les villes de demain mais on prévoit qu'en 2025, 61 % de la population mondiale vivra en ville. Il y a deux cents ans (vers 1800), Londres était la seule ville de la planète à avoir plus d'un million d'habitants. Au début de ce siècle, on en comptait trois, aujourd'hui il y en a 281.

En France comme dans les pays développés, les grandes agglomérations vont elles aussi continuer à croître mais pour d'autres raisons : entraînées dans un processus de métropolisation, de densification des aires urbaines au détriment des petites et moyennes villes dépourvues de fonctions économiques, politiques, etc. Il faut donc envisager la Ville dans une perspective d'éternelle croissance.

2) L'étalement urbain

L'étalement urbain est l'un des corollaires de la croissance urbaine. Il est directement lié au phénomène de péri-urbanisation apparu dans les années 1900. La croissance démographique couplée avec les changements de mentalités a engendré un départ des populations urbaines vers la périphérie de la ville, c'est-à-dire dans l'espace péri-urbain.

La volonté d'aller s'installer hors la ville traduit tous les maux de la société. Le manque d'espace tout d'abord, les urbains se sentent enfermés dans la ville, dense. La contiguïté avec les autres habitants est y forte, que se soit en logements collectifs (là où elle est la plus forte³⁵), qu'en habitat individuel. La pénurie foncière au sein de la ville ne permet pas une large place à la nature et les espaces vierges de toutes constructions sont de plus en plus rares. L'espace libre qu'il soit vert ou non s'efface donc au profit de la construction, du développement de la ville. Les urbains « ont le sentiment de ne subir que les côtés néfastes de la ville ». Il faut dire que la ville présente de nombreux avantages (proximité du domicile-travail, accès aisé aux services et loisirs, concentration d'équipements culturels, etc) mais elle est aussi minérale, polluée et polluante. La concentration automobile engendre une pollution de l'air, une population sonore. À cause de sa densité, la ville n'arrive pas à évacuer les gaz d'échappements et elle pollue ainsi l'atmosphère en participant à l'effet de serre.

De plus la société moderne pousse à la « dédensité » : une faible densité conduirait au bonheur avec un gain d'espace et une vie sociale plus développée pour l'individu. Cette forte valeur ancrée chez les Hygiénistes, après avoir disparue, est revenue en force à la fin du XX^{ème} siècle. Certains phénomènes comme la criminalité, les abus sexuels sont d'ailleurs mis en relation avec la densité. À la densité et ses conséquences, les urbains voient l'espace péri-urbain, ou du moins la campagne pour eux, comme remède. Ils opèrent donc une sorte de « rurbanisation », en quittant la ville vers la campagne, pour l'accession à un cadre de vie plus agréable. Cet état d'esprit participe notamment à l'étalement urbain. Cependant il faut également rappeler que la plus part des français sont des urbains, la ville se doit d'accueillir les populations et de répondre aux besoins en logements sans

³⁵ Même si parfois la densité y est plus faible car le rapport de densité de logements est atténué par le rapport à l'espace extérieur laissé libre.

cesse croissants. Par nécessité la ville se voit s'étendre au-delà de ses limites pour trouver du foncier disponible : en péri-urbain.

Pendant longtemps on ne s'est pas soucié de l'extension de la ville, les terrains périphériques, même en pleine campagne, sont apparus comme des solutions pour le moins évidentes face à la pénurie foncière. C'est seulement récemment que l'on a constaté les préjudices causés et surtout sur le plan environnemental. L'étalement urbain consomme de l'espace naturel à outrance. Il favorise massivement l'utilisation de l'automobile comme seul moyen de transport pour les déplacements de la vie quotidienne (travail, courses et les loisirs). Le choix du transport routier en lui même entraîne une surconsommation de l'espace : par l'importance des emprises routières, les dessertes réalisées exclusivement pour desservir les zones péri-urbaines ou le développement des réseaux pour dé-saturer l'existant. L'impact sur l'air est lui aussi très néfaste et d'ailleurs se répercute autant à la campagne qu'à la ville, et bien plus qu'on le croit³⁶.

En s'étendant, la ville n'a fait que déplacer et transposer ses problèmes à la campagne voire même les aggraver dans un milieu fragile jusque là vierge de toute urbanisation. À terme le péri-urbain présentera les mêmes désagréments et il ne sera alors pas possible d'envisager d'autres territoires lorsque la totalité de l'espace disponible aura été consommé. Le but ici n'est pas de discuter du grand débat sur les théories des villes compactes ou de leur étalement car toutes présentent des atouts et des contraintes, mais plutôt de traiter l'un des facteurs qui concourt à l'étalement urbain. Aujourd'hui l'aménagement possède les moyens de répondre aux volontés des urbains en leur offrant ce qu'ils recherchent dans cette campagne tant adulée : la dédensité, la verdure, l'air pur. En réponse à l'utilisation massive de la voiture, sont adoptés des modes de transports collectifs et de « déplacements doux », vélo, marche à pieds, roller, etc. Mais pour une action encore plus tangible sur la réduction de l'utilisation de la voiture, on pourrait imaginer une action sur un type de déplacements, ceux liés aux loisirs.

3) La vie dans les grands ensembles

Dans les années 1950-1960, la politique des « grands ensembles » révolutionne la société. Ils sont à l'époque les symboles du progrès, de l'hygiène, de l'accès de la classe ouvrière à des conditions de vie dignes et honorables. Les valeurs chères aux théoriciens : lumière, hygiène, la collectivité, deviennent réalité avec l'architecture des barres et des tours.

Les grands ensembles permettent ainsi, d'offrir du logement à ceux qui ont tout perdu pendant la Guerre, de reloger les habitants des quartiers anciens insalubres, de résorber les bidonvilles. Dans un contexte d'après Guerre, ils sont édifiés à la hâte comme « des cités d'urgence de transit ».

Aujourd'hui, les grands ensembles sont le reflet d'une société en crise, trop souvent décriés comme responsables de tous ses malheurs.

Cependant il faut rappeler qu'à l'époque, les populations qui accèdent ces logements bénéficient d'un certain confort par rapport à leur ancienne habitation. Il est vrai que très vite, ces logements

³⁶ D'après des études menées par l'INRETS, il y aurait une corrélation entre les impacts environnementaux de la mobilité en fonction de la densité. Il s'avère que la quantité et la longueur des déplacements automobiles dans les zones à faible densité ont indéniablement des conséquences sur plan environnemental, voire plus graves que dans les zones à forte densité (en revanche, se sont les habitants des zones à forte densité qui en subissent les conséquences les plus mesurables : pollution et bruit).

sont apparus désuets et non fonctionnels mais parce que la société évoluait. Dans les années 1970, la crise économique et sociale surgit et entre autres l'ascension sociale est stoppée. Les habitants de ces grands ensembles souffrent de la réduction de l'emploi et se retrouvent sans revenus. Ces phénomènes corrélés les uns avec les autres, aggravés par la multiplication d'autres facteurs, entraînent les grands ensembles dans une spirale infernale. Leur côté transitoire devient permanent. Il ne s'agit pas ici de faire le « mea culpa » des grands ensembles ou bien d'analyser les causes réelles, qui ont abouties à des graves dysfonctionnements, car le problème est bien trop complexe³⁷ (une corrélation forte avec l'économie et notamment le fort taux de chômage mais la diversité des situations exigent un traitement au cas par cas). Néanmoins par un constat sommaire des problèmes rencontrés actuellement, il est possible de détecter les plus graves dysfonctionnements.

Premièrement, la localisation des grands ensembles, à la périphérie, a contribué au sentiment d'exclusion. Hors de la ville, loin du centre-ville et de ces fonctions de services, et parfois enserrés entre les infrastructures de transport, les habitants ont eu le sentiment d'être enclavés dans leur cité sans posséder de réels moyens de se déplacer. Il a été prouvé que la motorisation dans ces quartiers avait été plus faible que pour les autres urbains. Les liaisons de transport en commun ont pendant longtemps été oubliées ou sont souvent mal organisées. Les déplacements étant rendus difficile voire médiocres, les habitants se sont enfermés dans leurs cités.

Les formes architecturales, invoquées comme la cause majeure des problèmes actuels, ont empêché la réalisation d'une centralité au sein de ces espaces. Les choix urbanistiques modernistes, d'urbanisme sur dalle (Le Corbusier,...), ont engendré une absence d'urbanité. Les voiries de dessertes des différents immeubles sont largement surdimensionnées. Les espaces laissés libres de toutes constructions représentent en général environ 70 % du quartier, et sont recouverts uniformément de pelouse. L'uniformisation des immeubles collectifs, alignés les uns à côté des autres, entraînent une absence de repères visuels. Tout conduit l'habitant à vivre reclus dans son logement et encore plus aujourd'hui avec la montée de l'insécurité.

Enfin, la présence d'équipements collectifs, de type récréatifs ou des commerces, est véritablement déficitaire sur ces sites. Les équipements récréatifs n'ont par exemple pas été pensés, il a fallu attendre longtemps pour voir apparaître les équipements sportifs que l'on connaît aujourd'hui (plateau de basket ou buts de football, grâce à la Politique de la ville). Il a été considéré que de vastes surfaces vertes allaient permettre aux habitants de pratiquer à leurs souhaits des activités d'extérieur. Cependant il faut bien se rendre compte que des infrastructures sont nécessaires pour le déroulement de loisirs : aires de jeux, squares pour les rencontres... De tels espaces, aussi vastes et dépourvus d'humanisation, n'encouragent pas l'appropriation des espaces extérieurs par les habitants, qui encore une fois trouve refuge dans leur habitation. Même de leurs fenêtres, les espaces extérieurs ne leurs inspirent pas à un cadre de vie agréable, ce ne sont pas des espaces verts mais des surfaces vertes à l'infini, sans vie. C'est un cadre de vie statique, qui enferme l'habitant dans son logement en lui rappelant qu'il est loin de toute civilisation. L'insuffisance des équipements récréatifs vient rappeler le monofonctionnalisme que l'on a attribué aux grands ensembles, une fonction unique de résidence d'habitat.

³⁷ En effet, je n'ai pas la prétention ici, de traiter la situation des grands ensembles, que nos politiques s'exercent en vain, depuis 20 ans de résorber (procédure Habitat et Vie Sociale, HVS, de 1976, « Banlieues 89 », politiques de Développement Social des Quartiers, DSQ, Développement Social Urbain, DSU, en 1988, Contrats de Ville).

Les facteurs majeurs que nous retiendrons : l'absence de repères visuels, de centralité, de fonctions récréatives, conduisent à un malaise chez les habitants. La communication entre habitants ne peut alors se réaliser dans ces conditions.

Les réponses proposées par la Politique de la Ville, s'attachent à l'embellissement et l'amélioration physique, à la recomposition des espaces au niveau des formes architecturales et des espaces extérieurs, en modulant ces deux aspects vers un projet global. Il est évident que seul un projet global de restructuration profonde peut aboutir à une réussite. Devant l'ampleur des dysfonctionnements et des phénomènes à traiter, le projet global doit répondre à ces nombreux critères, évoqués précédemment.

Il donc faut recréer un cœur de ville, une centralité qui se positionne à partir des pôles déjà existants. Or on sait que les cages d'escalier et l'entrée des immeubles, soit le pieds des immeubles, font l'objet de squats et de lieux de rassemblement. En quelque sorte ce sont des pôles de centralité même si ils sont uni-générationnel (jeunes, adolescents). Le traitement des surfaces vertes, généralement la création d'espaces verts (en tant qu'espaces traités) n'est pas un problème en soi mais ce sont plutôt la gestion et le fonctionnement ultérieur : coût d'entretien exorbitant à cause du vandalisme, des destructions gratuites. En effet dans ces cités, l'ampleur du malaise humain conduit souvent à un refus de la part de certains, d'embellissements, d'améliorations esthétiques qu'ils ne considèrent pas suffisantes pour améliorer leurs conditions de vie.

4) L'absence de culture collective

Les grands ensembles mais certainement autant les autres quartiers de la ville, sont aussi caractéristiques d'une absence de culture collective, liée au mode de vie moderne : société individualiste, chaque citoyen aspire à pouvoir se retrouver dans son intimité, les habitants des grands quartiers collectifs eux se retrouvent reclus dans leurs logements par la force des choses.

Il faut dire que le cas des grands ensembles est assez particulier, en effet ces quartiers ont été créés ex-nihilo sur des sites ne présentant aucun intérêt patrimonial, historique ou autre du même ordre. L'histoire du quartier est donc encore très récente, voire trop pour des lieux de vie où une somme d'ethnies différentes est venue s'installer. Il est vrai que la présence de populations d'origines très différentes ne concourt pas à faciliter les échanges. La langue ou les coutumes constituent des barrières notables aux relations sociales et encore plus à la construction d'une histoire commune. D'autant que la majorité de ces populations ont immigrées, de leur plein grès ou non ou, pour des raisons économiques et/ou sociales en quittant leur propre passé pour s'installer en France. Un fait qui fragilise déjà ses populations et auquel s'ajoute le clivage avec notre histoire occidentale, distincte à certaines périodes. Tous ces facteurs inhérents au contexte de construction des grands ensembles n'encouragent donc pas véritablement le partage d'une histoire commune, relevant d'interrelations plus complexes.

Mais pour autant, dans les vieux quartiers d'habitat résidentiel, la culture commune a parfois disparu. Les générations vieillissantes, quittant le quartier laissent place aux plus jeunes qui ne sont pas forcément imprégnés de l'histoire du quartier et la culture commune est mis à mal, voire disparaît progressivement.

L'histoire d'un quartier est un phénomène qui se traduit dans le temps, et sur une longue période. Pour que l'histoire marque un quartier, il faut des circonstances, des événements heureux ou plus tristes qui marquent les esprits, soudent les populations face à un fait, etc... Cependant l'état de la

société aujourd'hui (individualiste, basée l'ascension sociale) permet plus difficilement malgré les événements historiques, l'aboutissement à une histoire commune. « L'obsession du démarquage interdit un sentiment d'appartenance populaire. La solidarité locale ou la culture populaire étant impossible, les gens se désolidarisent. Le problème c'est que l'intervention politique se veut toujours de les civiliser, de les ramener à leurs problèmes ». Par sa dernière phrase, François Dubet³⁸ exprime le fait que les politiques sont plus coercitives face à cette désolidarisation qu'incitatives. Puisque la culture collective n'émane pas d'elle-même, il est peut-être nécessaire d'orienter, d'encourager les habitants des quartiers, de la ville vers la culture collective en leur en donnant les moyens.

La participation, les débats publics, le partage d'expériences avec des professionnels semblent bien fonctionner à ce niveau, à condition que les initiatives et les décisions appartiennent aux habitants. Les politiques et acteurs ne doivent jouer qu'un rôle d'accompagnement et d'encouragement.

Les exemples de réussite à la constitution d'une culture collective sont nombreux. On pourrait citer dans un grand ensemble le cas remarquable de l'opération de réhabilitation des logements collectifs Tony Garnier à Lyon. Après un long travail d'informations des habitants sur la richesse de leur patrimoine bâti et en les associant fortement au projet de mettre en valeur la cité par la reconnaissance de son architecte-fondateur, les stratégies d'actions ont directement été proposées par les habitants eux-mêmes. Ces habitants sont aujourd'hui fiers d'avoir contribué à ce projet et participent à la transmission de leur culture collective en expliquant aux touristes, qui viennent visiter la cité tant la renommée est grande, le déroulement de leurs travaux et leur participation active.

La culture collective semble donc un fait essentiel au bon développement de l'individu, de la société et de la ville. Alors qu'un constat semble décrier que l'anonymat du citoyen croît avec la taille de la ville, il est nécessaire de l'encourager à participer à son environnement ambiant si cette action n'est plus de son initiative.

Sans tomber dans le piège des valeurs collectives, communautaires à l'extrême telles les utopies urbaines, la notion de patrimoine collectif permet d'aboutir à un épanouissement personnel au sein de la société.

2. Améliorer le cadre de vie

Le cadre de vie, c'est notre environnement sensible, au sens imagé notre décor. L'homme a besoin de s'identifier à l'espace dans lequel il vit, d'établir des repères et c'est pour ces raisons que le cadre de vie génère autant d'applications que pour l'habitation.

L'intérêt qui lui est porté, se ressent par exemple par l'action des pouvoirs publics au travers des nombreuses politiques mises en œuvre à son égard : plan paysage, charte architecturale, charte environnementale..

1) Le besoin de nature en ville³⁹

Comme nous l'avons décrit dans le premier chapitre, la place du végétal dans la ville, a largement été abordée par les théoriciens et les professionnels de l'aménagement, tout au long du XVIII^{ème},

³⁸ Professeur en Sociologie à l'Université de Bordeaux II et chercheur au Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologique (CADIS), extrait de l'article « qui sont les habitants des banlieues populaires », *Les débats sur la ville 2*, p 203.

³⁹ La nature est volontairement ici abordée selon le point de vue des urbains et le paysage n'est décrit que de façon très minimaliste dans le but uniquement de fournir les éléments essentiels à la compréhension du point de vue des urbains. Bien-entendu, le Paysage revêt bien d'autres aspects.

XIX^{ème} et XX^{ème} siècle, lui accordant des valeurs et fonctions aussi diverses soient elles. À présent cette « société paysagiste »⁴⁰, s'est réorientée vers de nouvelles préoccupations écologiques, sociales, esthétiques,...

Le besoin de nature, tel qu'il est énoncé, est apparu en réaction à l'urbanisation de masse : la croissance urbaine et ses corollaires, ont contribué de plus en plus à la disparition du végétal au sein et à la périphérie de la ville. Le Corbusier énonçait déjà dans la Charte d'Athènes, article 11, la croissance de la ville qui « dévorait les surfaces vertes limitrophes ». La ville, est devenue presque exclusivement minérale, le moindre interstice d'espace libre étant voué à la construction en temps de pénurie foncière. Non seulement un grand nombre d'espaces verts ont disparu mais il est apparu difficile de pouvoir en reconstruire de nouveaux. Aujourd'hui, les théoriciens, les chercheurs, autant que les citoyens eux-mêmes, s'aperçoivent des conséquences dommageables de l'absence de végétal dans la ville et prônent un retour de la nature.

Tout d'abord, il faut préciser que les habitants de la ville sont pour la plupart de nouveaux citoyens, partagés entre le fonctionnalisme de la ville et les fonctions récréatives de la campagne. Cette opposition entre Ville et Campagne révèle à la fois le caractère nostalgique de la ruralité et les commodités que l'urbain offre. De là est née la volonté d'accéder à un espace de vie conciliant toutes ces caractéristiques, d'où un besoin de nature en ville (la population étant à 80 % urbaine). Un besoin de nature qui peut se définir comme un besoin de campagne de la part des urbains. « La société paysagiste » est donc surtout urbaine et que l'on peut qualifier d'hédoniste : en recherchant à proximité de son milieu de vie, un maximum de bienfaits.

Parce que la ville est à la fois le lieu de la qualité (pour les fonctions et services qu'elle offre) et source de pollutions (visuelles, sonores, etc), la politique d'espaces verts est devenue emblématique. Toute opération d'aménagement est sujette à un aménagement paysager. Pour quasi toutes les municipalités, la question des espaces verts est tout autant cruciale que celle du logement. Le besoin de nature a édifié « une nouvelle pierre philosophale de l'aménagement urbain »⁴¹.

En effet, depuis environ 5 ans, les espaces verts ont acquis le statut d'outil de planification et de composition urbaine. Intégrés aux Politiques de la ville comme un moyen d'intervention à part entière, ils sont déclinés dans les documents d'urbanisme (PLU et SCOT). On assiste de plus à une rhétorique des politiques référantes à l'espace vert et à l'apparition d'un jargon spécifique : plan vert, trame verte avec des branches sous-jacentes de ceinture verte, coulées vertes, vallées et liaisons vertes... Il semble que les Chartes d'environnement ou plan vert, soient devenus des outils incontournables pour l'amélioration de la qualité de la ville. Les grandes agglomérations se dotent de ces schémas de perspectives : comme la Charte d'écologie du Grand Lyon, la trame verte de Rennes par exemple, au point que toutes les villes les imitent. Il s'agit là de prendre garde aux risques d'effet de mode (comme pour les plans lumière par exemple) qui pourraient dénaturer ces schémas de leurs fonctions écologiques, pour un territoire donné.

Soit, l'adjectif vert et la multiplicité des politiques transcendent la nature au sein de l'espace urbain.

⁴⁰ Expression de Pierre Donadieu : il qualifie de société paysagiste, cette société qui depuis que la ville existe a toujours idéalisé la nature en lui attribuant des valeurs hygiénistes, de délectation, etc, au travers des parcs publics, des campagnes et des forêts pittoresques.

⁴¹ Selon Christian Calenge, p13.

Les documents d'urbanisme répertorient et identifient la nature en ville mais aussi impliquent une dimension nouvelle de protection d'un patrimoine. La notion de patrimoine naturel urbain était apparue dans les années 1975-1980 à l'initiative de ministères, engageant des études sur la nature dans la ville, la végétation et le paysage urbain. De ces recherches, un « manifeste pour la nature en ville »⁴² avait été signé en 1986 lors de IV^{ème} congrès de l'Académie Nationale des Arts de la rue. « Parcs, prairies, bois, collines, vallons, étangs, rivières, promenades, jardins, cours plantées, potagers, arbres isolés, ou simples végétations interstitielles, avec leur faune et leur flore associées, sont les éléments d'un patrimoine qui doit être mis en valeur, protégé, développé en tant que tel ». Ce traité évoquait : « le rôle symbolique, psychologique, poétique de la nature en ville. Elle produit une infinité de sensations colorées, formelles, olfactives, tactiles. Elle se fait décor, repère visuel, animation, mesure des saisons et du temps qui passe. Elle peut exercer des vertus hygiéniques-épuration de l'air et des eaux, atténuation du bruit et de nuisances diverses et participe en tout état de cause au confort urbain. Elle joue un rôle fondamental dans la régulation du cycle urbain de l'eau. De multiples formes de vie y palpitent et s'y réfugient. Elle est le lieu et l'objet d'une multitude de pratiques individuelles et collectives de détente, de loisirs, de production domestique, de médiation, d'échanges, de rencontre, de découverte, d'apprentissage. Elle porte les marques de l'histoire et de notre culture. Repenser les relations complexes entre l'Homme et le Nature dans l'univers des villes, c'est aussi porter un nouveau regard sur la civilisation urbaine que nous vivons, c'est proposer des éléments de création pour une société en devenir ».

Le volet patrimonial rend donc la nature signifiante et lui confère une vraie valeur comme c'est le cas pour les monuments historiques par exemple.

Au-delà de la nécessité de protection, en tant que patrimoine, la nature apparaît comme un besoin pour le corps et l'esprit. Les vertus que la nature offre, évoquées ci-dessus, sont autant de bienfaits nécessaires à l'épanouissement de l'homme dans son milieu. De plus, si à l'époque contemporaine, l'importance de l'air, du soleil et de l'espace dans la ville, étaient des valeurs essentielles, la société moderne les impose encore plus. L'urbanisation croissante a réduit les espaces de vie mais les modes de vie ont en plus changé. Le « métro-boulot-dodo » caractérise un rythme de vie assez soutenu. Les déplacements domicile-travail prennent une large place dans la vie quotidienne. L'homme doit pouvoir trouver en ville, sur son lieu de résidence, des moyens de se divertir et d'évacuer le stress du travail. La nature semble la plus à même de remplir ces fonctions. Il est vrai que ce sont majoritairement les classes sociales élevées ou actives qui sont en demande de nature car ce sont des personnes qui attachent beaucoup d'intérêt aux loisirs. Avec la mise en place des 35 heures ces classes sociales sont d'autant plus en demande d'occupation de leurs temps libres. Mais si il est vrai que les populations au chômage ou les classes moyennes et les plus pauvres expriment peu cette demande car on s'en doute, leur préoccupation première est la recherche d'un emploi ou la tenue du budget, elles n'en sont pas moins opposées à prendre des loisirs. C'est juste qu'elles ne sont pas habituées à prendre du plaisir, se considérant exclus de la société, elles ne s'y autorisent pas, puis intervient la barrière financière. La nature offre donc ces possibilités de divertissements pour toutes les classes sociales confondues sans contraintes financières et en accès libre.

La nature, l'arbre entre autres a ainsi repris sa fonction royale du XVIII^{ème} siècle, pour rehausser la qualité urbaine. Dans les grandes métropoles, elle constitue un véritable capital urbain en rapport à sa dimension quantitative et qualitative. Paris est souvent cité à titre d'exemple pour ses espaces

⁴² Retranscrit dans *Les annales de la recherche urbaine* n°74, p158.

verts couvrant un quart de la surface de la ville (2530 ha), répartis en 403 parcs, jardins et promenades. Pour évaluer ce capital, les municipalités établissent des taux de végétalisation en rapportant les surfaces d'espaces verts au nombre d'habitants et classifient ces espaces végétalisés. L'Institut des Villes de France a établi une typologie de ces espaces mais dont l'adéquation et la pertinence sont parfois à discuter. Treize types d'espaces verts sont ainsi répertoriés en ville sur des critères fonctionnels : parcs, jardins et squares ; accompagnement des voies, accompagnement des bâtiments publics ; accompagnement d'habitations ; accompagnement des établissements industriels et commerciaux ; espaces verts des établissements sociaux et éducatifs ; sports ; cimetières ; camping ; **jardins familiaux** ; établissements horticoles ; espaces naturels aménagés et arbres d'alignement.

L'idéalisation en soi de la nature par la « société paysagiste » ne peut être profitable que si elle n'est pas vue sous un angle fonctionnaliste. Face aux divers besoins de nature exprimés ou non, l'aménagement des espaces verts, de la nature en ville, se doit donc prioritairement un objectif qualitatif. La dimension quantitative, bien que fonctionnelle ne peut suffire : un taux de végétalisation ne peut permettre à lui seul, et c'est une aberration, de qualifier les espaces verts d'une ville. Les intérêts de chacun doivent être conciliés, celui des individus issus de classes sociales distinctes, des pouvoirs publics, de l'écologue, du paysagiste, et voir quand c'est possible celui du naturaliste. D'après Donadieu c'est le jardin qui a fondé la culture paysagiste, donc pourquoi ne pas revendiquer un besoin de nature en ville comme un besoin de jardins.

2) L'espace public, un lieu de vie délaissé

L'espace public, de toute évidence désigne l'espace qui est public, c'est à dire ouvert et accessible à tous. Si il s'oppose à l'espace privé, il n'en est pas pour autant la propriété de tous les citoyens. Ces derniers n'en sont que les usagers, la collectivité en est le propriétaire et responsable légal.

Le traitement de l'espace public forme l'un des champs majeurs de l'action publique. Dans notre société occidentale, l'espace public revêt en attention particulière issue d'une longue tradition historique. Au temps de l'antiquité grecque et romaine, l'agora chez les grecs et le forum chez les romains, jouaient un rôle central dans la vie de la cité. Depuis l'espace public a toujours usé de ces fonctions de lieu de réunions des citoyens et de rassemblement des fonctions urbaines.

À l'heure actuelle, à la différence du besoin de nature, le besoin d'espace public est beaucoup moins exprimé voire très peu. Il émerge à la fois des pouvoirs publics, qui estiment devoir œuvrer pour l'intérêt général et qui s'attachent à produire de l'espace public et des professionnels de l'aménagement, de la recherche, qui voient dans l'espace public des remèdes à la crise sociale et urbaine. Finalement le besoin d'espace public exprimé par les citoyens eux mêmes apparaît plus comme une demande en équipements spécifiques et fonctionnels (terrains de sports, de jeux, etc) mais peu en tant que mise à disposition d'espaces libres dans la ville. Fort de ce constat, se dégage donc un premier enjeu dans la production d'espace public : au niveau de l'adéquation entre les réalisations et les besoins. En effet les municipalités n'hésitent pas à dépenser de gros budgets pour améliorer l'espace public mais ces aménagements ne sont pas toujours bien perçus par les habitants. Un surcoût budgétaire qui leur apparaît parfois inutile ou qu'ils préféreraient voir attribuer à l'emploi ou à la sécurité de la ville. Encore plus lorsque ces aménagements sont très coûteux et dont l'utilisation n'est pas très bien mesurée, comme c'est le cas de certains aménagements conceptuels ou relevant de l'architecture moderniste (la place de la gare à Tours, réalisée par Chémétouff, « un glaçon posé au milieu de la nature » est un bon exemple de non reconnaissance de

la conception artistique). Les habitants éprouvent des difficultés à se familiariser avec un tel environnement dont le sens est peu lisible, au point que certains espaces subissent un usage dérivé. On pourrait citer à titre d'exemple, les places minérales dont les nouveaux revêtements sont esthétiques mais aussi très commodes pour la pratique du roller. Il faut voir là une forme d'appropriation de l'espace public avant tout. Les pouvoirs publics ont parfois du mal à comprendre ces phénomènes et pourtant ce qui reste primordial dans l'aménagement urbain c'est le critère d'appropriation. Pour que cette appropriation soit à son maximum, il s'agit dans un premier temps de répondre à la demande et aux besoins des citoyens.

Puis parce que l'espace public est le constituant de notre cadre de vie et qu'il recouvre diverses fonctions, il mérite d'être valorisé et orné. Depuis ces origines, l'espace public occupe une fonction de centralité. La place centrale, rassemblant des fonctions urbaines : économiques, politiques, juridiques et religieuses, a constitué pendant une longue période la seule matérialisation de l'espace public. Il a fallu attendre le XVIII^{ème} siècle pour voir se diversifier l'espace public avec l'apparition des parcs et promenades ouverts au grand public (cf chapitre 1^{er}). C'est alors que l'espace public a été orné de végétal. Aujourd'hui les parcs, jardins et squares sont de véritables espaces publics à part entière et dont ils constituent des éléments majeurs. Mais encore trop souvent, à l'image de la ville, l'espace public reste assez minéral. Néanmoins, quels que soient les formes que l'espace public revêt, il est important qu'il occupe des points centraux dans l'espace urbain. Le traitement paysager ne doit pas bénéficier qu'au centre-ville ou à certains quartiers bourgeois. L'ensemble de l'espace urbain, c'est à dire à l'échelle de chaque quartier, l'espace public doit jouer le rôle d'espaces centraux car c'est la centralité qui détermine les fonctions occupées et la fréquentation des lieux.

L'espace public est également chargé d'identité et de symbolique. Il est le reflet d'une civilisation à un moment donné, c'est à dire de notre société actuelle. L'espace public est fédérateur des populations qui l'occupent et dont les pratiques relèvent d'un caractère identitaire par l'appropriation de l'espace. L'image que l'on se fait d'un quartier, d'une ville est directement liée à l'espace public : l'ambiance qu'il se dégage dans les rues, l'animation, l'aspect esthétique... L'espace public possède donc une identité, une âme à la fois historique et porteuse de valeur patrimoniale.

Enfin l'espace public est porteur d'une fonction sociale. En tant que lieu de rassemblement, la rencontre et le partage se réalisent à plusieurs échelles : au niveau des générations, des origines ethniques et culturelles, des milieux professionnels, des langues parlées, des coutumes et habitudes, des religions. Autant d'échelles de partage qui en font un espace spécifique à son quartier et à ses habitants. À l'heure où on parle beaucoup de mixité sociale avec la loi Solidarité et Renouvellement Urbain, l'espace public apparaît comme l'un des fondements majeurs de la mixité. En effet celle-ci ne peut se réaliser, à priori, qu'à l'extérieur par confrontation des catégories sociales.

Si l'espace public a pour vocation de favoriser les rassemblements, la fonction de socialisation n'est pas forcément réalisée puisque elle dépend des utilisateurs eux-mêmes. L'homme par nature est égoïste et individualiste, il se préoccupe peu de l'avenir des autres individus. Pourtant l'homme ne peut vivre seul. Pour se développer intellectuellement et s'épanouir personnellement, l'homme a besoin de s'ouvrir au monde et de faire partager ses connaissances et expériences avec celles des autres. L'espace public remplit donc ce rôle de partage, implicite, car si le partage était rendu visible, l'Homme s'enfermerait dans son espace privatif. Il est vrai que l'espace privatif constitue

majoritairement notre lieu de vie mais par la force des conditions de vie (travail, loisirs, courses, etc), nous sommes amenés à fréquenter l'espace public. Prolongement vers l'extérieur, l'espace public est le lieu de vie avec les autres, avec la communauté. Il permet ainsi, de rompre avec la peur de l'étranger, de pousser les citoyens à échanger et à communiquer, rencontrer d'autres individus que l'on aurait peut être pas rencontrer ailleurs. Il constitue l'un des seuls éléments à concourir au sentiment d'appartenance collective : à la ville, à son quartier. Propriété de tous, il doit aussi normalement faire naître un sentiment de respect car c'est le respect d'autrui.

Malheureusement de nos jours, on assiste malgré les efforts de pouvoirs publics pour les entretenir à des dégradations gratuites ou à des appropriations exclusives. Parfois, l'espace public est occupé à titre privatif par quelques individus ou sociétés (les galeries commerciales, les trottoirs ou places appropriés par les restaurateurs et cafetiers à usage commercial).

Il est donc essentiel que l'espace public retrouve sa fonction originelle et intrinsèque d'espace de citoyenneté, de lieu d'échanges et de libre expression. Recomposer la ville à partir de l'espace public, est un élément crucial pour le devenir de la ville et de la société. Si les espaces publics, tels que nous les connaissons, sont devenus obsolètes car trop vétustes dans leur conception ou leur utilisation, alors il est nécessaire de tendre vers de nouveaux types d'espaces publics.

La ville se veut aujourd'hui un lieu d'échanges, de solidarités et d'épanouissement,... Pour ce faire, elle a intérêt à gérer l'espace public sous une forme de partage équilibré de l'espace urbain en concertation avec ses usagers. Il appartient aux autorités de faire émerger cet intérêt et la participation des habitants à une action sur leurs espaces publics.

3. Répondre au Développement Durable

1) Généralités

Si aujourd'hui l'expression de « Développement Durable » est complètement passée dans la langue française après un grand effet de mode, elle relève d'une longue histoire qui s'est forgée au travers des années et dans le monde, afin d'assurer la pérennité de l'humanité.

Tout commence dans un document rédigé par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature¹ où le terme de développement durable apparaît pour la première fois en tant que traduction de l'expression anglaise « sustainable development », en 1980.

Le concept prend véritablement son essor avec le rapport Brundtland établi au nom de la Commission des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement, CNUED, en 1987, présidée par Mme Gro Harlem Brundtland, alors Premier Ministre de Norvège : « le genre humain a parfaitement les moyens d'assumer un développement soutenable, de répondre aux besoins du présent sans compromettre la possibilité pour les générations futures de satisfaire les leurs. Il ne s'agit pourtant pas de limites absolues mais de celles qu'imposent l'état actuel de nos techniques et de l'organisation sociale ainsi que la capacité de la biosphère à supporter les activités humaines ». Ce sont ainsi les propos de Mme Brundtland qui ont servi à définir dans son acception courante le Développement Durable : permettre le développement de la planète sans mettre en cause les besoins des générations futures. Il faut tout de même rappeler que le processus de réflexion pour l'écodéveloppement et le devenir de la planète est plus ancien et remonte au début des années 1970 avec notamment en 1971 la Conférence de Stockholm, première conférence de la CNUED avec une déclaration sur l'environnement humain dont 107 pays étaient signataires à l'époque.

Il faudra ensuite attendre la conférence du Sommet de la Terre en 1992 à Rio pour que l'expression soit solennellement consacrée. La CNUED y réaffirme la déclaration adoptée à Stockholm avec l'intention d'en assurer le prolongement. Le but est alors d'établir un partenariat mondial sur une base nouvelle et équitable :

- en créant des niveaux de coopération nouveaux entre les États, les secteurs clés de la société des peuples ;
- œuvrant en vue d'accords internationaux qui respectent les intérêts de tous et protègent l'intégrité du système mondial de l'environnement et du développement ;
- reconnaissant que la Terre, foyer de l'humanité, constitue un tout marqué par l'interdépendance.

27 principes ont donc été proclamés dans ce sens. Le premier pour référence cite « les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable. Ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature ». Ce principe réunit enfin les préoccupations de chacun : la crainte des économistes de voir s'éteindre les stocks énergétiques, celle des écologistes partisans d'un écodéveloppement et les militants humanitaires pour le Tiers Monde, afin que le fossé cesse de se creuser. Le troisième principe de la déclaration reprend bien, lui, la définition qui avait été pressentie dans les propos de Mme le Premier Ministre de la Norvège « le droit au développement doit être réalisé de façon à satisfaire équitablement les besoins relatifs au développement à l'environnement des générations futures ».

Dans ces 27 principes, l'expression de Développement Durable est donc largement reprise, en particulier dans les principes, 1, 4 et 27. Enfin elle est également reprise dans l'Agenda 21 Mondial, que la Conférence a entériné et qui propose un cadre d'action et des recommandations aux gouvernements, aux collectivités locales, à la société civile,...

Aujourd'hui, les experts s'accordent à reconnaître que les enjeux essentiels du développement durable portent sur trois points fondamentaux : les problèmes environnementaux majeurs liés aux effets des pollutions et des nuisances accumulées depuis plus de deux siècles, les inégalités engendrées par le développement économique et dans le cas de la réduction des ressources naturelles, ces inégalités seraient d'autant plus fortes ; et la nécessité de mettre en place des instruments et des politiques qui soient couplés entre eux avec des lieux de débat démocratique, une participation accrue du public et une concertation de tous les acteurs dans les processus décisionnels. Les trois piliers du développement durable pour œuvrer dans ce sens recoupent donc le domaine de **l'économique**, du **social** et de **l'environnement** en interrelation pour un développement équitable, vivable et viable, sorte de « cercle vertueux » (expression proposée par le Gouvernement).

*Pour que cette « bulle de la durabilité » puisse se réaliser trois objectifs inséparables et d'égales valeurs semblent primordiaux : **la croissance, le partage et la protection**. Entre autres on peut citer pour la croissance les besoins fondamentaux (boire, se nourrir, se loger, se déplacer, travailler) et les besoins immatériels (lire, écrire, communiquer, s'informer, s'instruire). Le partage lui, doit maintenir la cohésion sociale et préserver les liens sociaux contre toutes les formes d'exclusion et de discrimination sociale. Et la protection est envisagée dans son sens le plus large, la protection de notre environnement de vie : autant les biens environnementaux (matières premières, paysages, etc) que les biens humains, car ces derniers fondent l'identité des territoires, des peuples et des cultures dans la perspective de tenir compte des liens qui unissent le couple « nature/culture ».*

2) Durabilité de la ville

Les villes et agglomérations sont encore plus que les territoires en général, soumises à la fragilité des ressources naturelles et du partage équitable des richesses, non seulement parce qu'elles sont le lieu de la consommation d'espace, de la concentration d'activités économiques polluantes mais aussi le lieu où les inégalités sociales et de pauvreté sont aggravées. Comme les villes concentrent plus de 70 % de la population mondiale, elles représentent donc un lieu stratégique sur lequel reposent tous les espoirs pour le développement durable de la planète, de nos territoires.

La durabilité de la ville remonte à la période où les débats sur le développement durable sont apparus, c'est-à-dire dans les années 1970. La question des villes, est elle apparue un peu plus tardivement que la première conférence de la CNUED en date de 1971. C'est en 1976 que la première conférence des Nations Unies sur les villes, dite « Habitat I », a lieu à Vancouver au Canada pour traiter du devenir des villes et du développement durable auquel elles se doivent de participer. Avec entre temps Rio en 1992, ce n'est seulement qu'en 1996 que les débats seront repris lors de la deuxième conférence « Habitat II », à Istanbul. Sommet politique et non pas séminaire technique, « Habitat II » a permis de prendre conscience de l'ampleur du mouvement mondial d'urbanisation et de l'importance des défis qui s'y attachent. Cette conférence s'est conclue par une déclaration politique des chefs d'États et de gouvernement, accompagnée d'un Plan Mondial d'action, appelé Habitat Agenda, traduit fréquemment comme Programme pour l'Habitat. Dernièrement, fin 2001, une conférence intermédiaire s'est tenue à New York pour évaluer « Habitat II +5 » afin que toutes les nations pressentent un rapport national décrivant les progrès accomplis et les obstacles rencontrés dans la mise en œuvre du Plan Mondial adopté à Istanbul. En France, quatre ministères ont été associés à la rédaction du rapport national : celui des Affaires Étrangères, le Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, celui de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement et le Ministère délégué à la Ville.

Tout au long de ces débats et de ces programmes d'actions mondiales, des engagements ont été pris à l'échelle européenne avec notamment : le « Livret vert » en 1991, initiative sur l'environnement urbain, puis en 1994, la Charte d'Aalborg (Danemark, conférence des villes européennes) en faveur des villes durables signée par 276 villes européennes dont 15 françaises. Avec cette Charte, l'Europe s'est engagée vers une action ancrée pour la durabilité des villes européennes et n'a cessé depuis de mener les débats et les dispositions nécessaires. Ainsi, une seconde conférence s'est déroulée en 1996 à Lisbonne, prise comme référence pour son Agenda 21 et la dernière à ce jour, celle de Hanovre en 2000 s'est attachée à la mise en œuvre des Agendas 21 locaux : redéfinition des enjeux, débats sur les problèmes rencontrés,...

Après une vingtaine d'années de réflexion sur le sujet, il ressort que la dimension urbaine du développement durable se présente sous deux aspects essentiels :

- la **contribution des villes à la durabilité de la planète** (couche d'ozone, effet de serre,...)
- la **nécessité de conduire au sein de chaque agglomération une démarche de développement équilibré** du point de vue **économique, social et écologique**. Et en effet, c'est à l'échelle des groupements territoriaux⁴³ (syndicats, agglomérations, aires urbaines) que peuvent être mises en place des démarches globales, traduisant dans un projet cohérent et intégré, des stratégies à long terme : portant à la fois (et la liste est longue) sur les perspectives d'urbanisation, la politique de peuplement, les politiques de déplacement, les infrastructures de transport, la promotion d'un cadre de vie de qualité,

⁴³ Selon l'avis de directeur de la fondation Charles Léopold Mayer, in *Villes et environnement, de l'écologie urbaine à la ville durable*, et dont l'avis est unanime, partagé par de nombreux urbanistes, aménageurs d'après les écrits évoqués dans cet ouvrage.

l'alimentation en eau, le traitement des déchets, la lutte contre les pollutions, l'économie de l'espace et des ressources naturelles, le développement des services aux citoyens, le partage des moyens et la solidarité avec les plus défavorisés.

Ces deux aspects de la durabilité de la ville sont largement repris dans les Agendas 21 locaux, qui présentent 21 entrées (pour le XXI^{ème} siècle) :

1. promouvoir le relais des générations ; 2. allonger les horizons d'analyse ; 3. économiser les ressources, recycler ; 4. réduire les rejets et tendre à la pollution zéro ; 5. décliner le principe de précaution ; 6. créer des emplois durables pour une activité durable ; 7. prendre appui sur les ressources locales et les valoriser ; 8. aménager le territoire ; 9. porter attention aux zones fragiles ; 10. maintenir la diversité ; 11. développer l'agriculture raisonnée ; 12. aménager le temps ; 13. gérer la cité dans la durée ; 14. lutter contre la pauvreté ; 15. assurer une pleine participation ; 16. éviter le suréquipement ; 17. consommer mieux ; 18. recourir à de nouvelles technologies appropriées ; 19. se situer en international et pratiquer la multicitoyenneté ; 20. concevoir des plans de gestion intégrée et enfin assurer le suivi ; 21. observatoires et indicateurs ».

Le développement durable s'établit donc selon une échelle multidimensionnelle. L'écologie en ville concerne évidemment bien plus que la simple protection de l'environnement ; elle inclut la gestion de l'eau, des déchets, des transports, l'aménagement de l'espace public et privé, l'environnement industriel, la dépollution, l'habitat, l'énergie, l'architecture, les loisirs... et bien plus encore. Ce constat renvoie aux débats virulents sur la réalité et la force de valeur de l'écologie urbaine en tant que Science.

Bientôt les nations se réuniront dans quelques semaines, du 26 Août au 4 Septembre 2002 à Johannesburg en Afrique du Sud pour un nouveau Sommet Mondial du développement durable, de la Terre. On attend beaucoup de ce sommet qui, il faut espérer donnera les moyens de nouvelles avancées en la matière et une participation accrue des Nations ...

L'habitant-citoyen doit pouvoir aujourd'hui profiter des avantages de la ville autant que de ses inconvénients. Certes, la ville est décrite sous tous ces aspects négatifs mais elle présente aussi l'avantage d'offrir de nombreux atouts. Pour que le besoin de se rendre à la campagne ne soit pas éprouvé, des lieux de loisirs, des espaces publics de qualité, des espaces libres, de l'air pur, de la verdure doivent être mis à disposition des urbains. Autant d'aménagements qui pourront de plus développer des valeurs induites essentielles comme la culture collective, l'encouragement aux initiatives, la prise de conscience personnelle du patrimoine. Ces valeurs sont des facteurs fondamentaux dans le processus de Développement Durable.

En effet, pour œuvrer dans le sens de la durabilité il faut avant toutes choses que les citoyens se reconnaissent dans leurs territoires, leurs villes pour s'intéresser ensuite au développement durable qui n'est ni plus ni moins pour eux qu'un vaste projet assez flou et incompréhensible au-delà de leur réalité très concrète et de leurs attentes (des conditions de vie difficiles, problème du manque d'emploi, inconfort de leur logement, manque d'espace libre, etc). Il semble donc plus cohérent de régler les problèmes au niveau local et de viser seulement ensuite l'avenir vers une échelle plus globale, vers le développement durable.

C. Méthodologie et organisation de la réponse

Après un tel constat sur l'état de la Ville, de ses « maux » et des besoins de notre société, il semble que les jardins collectifs se présentent comme un moyen de corrélérer simultanément ces enjeux par leur action sur de nombreux champs. D'autant plus que leur évolution cyclique correspond à une croissance marquée avec les périodes de crise et que leurs valeurs et fonctions apparaissent fondamentales pour gérer l'avenir de la Ville et de notre société. Voyons dans quelle mesure les jardins collectifs peuvent être considérés comme un moyen d'aménager la ville.

1. Des fonctions et valeurs en accord avec celles de l'aménagement

Loin de la pensée de Lemire⁴⁴, à l'époque « jusqu'à la dernière guerre les jardins ouvriers ont été présentés comme une réponse moderne à la question sociale. A question plurielle, urbaine et sanitaire (les taudis), politique (le cabaret), morale (la vie en garnis ou en foyers de sans-famille), une réponse unique, à la fois hygiéniste (le grand air contre les miasmes), diététique (les légumes contre l'alcool), économique (un passe-temps qui rapporte), politique et morale (un groupe de familles ouvrières contre un groupe d'hommes ouvriers). » les jardins, familiaux n'offrent plus seulement un moyen d'améliorer la condition physique et le moral de la famille en créant un espace de liberté, différent du monde de l'usine, un semblant de propriété et une ouverture sur la nature. Aujourd'hui bon nombre de ces questions ont disparu, qui étaient liées avec leur temps (l'hygiénisme des jardins, l'instrument politique pour contenir les ouvriers,...). De plus les jardins familiaux ne sont plus les seuls à même de répondre à de nombreux rôles mais les jardins collectifs dans leur ensemble présentent des rôles majeurs dans des domaines diversifiés.

Suite à l'analyse historique de l'évolution des jardins collectifs, on peut à présent définir leur rôle :

♦ Rôle éthique

Les jardins collectifs redonnent le sens du temps à travers le rythme des saisons, tant pour le jardinier que pour celui qui le regarde. Ils permettent de retrouver la valeur du geste ainsi que les sens de l'effort et du travail. Ils remettent ainsi les citoyens en contact avec la réalité du monde vivant.

♦ Rôle paysager

Les jardins collectifs sont une occupation originale de notre espace urbain, en comblant les interstices en cœur d'îlots, en aménageant des friches ou des délaissés urbains. Ils offrent des lieux de respiration dans des zones d'habitat très dense. Ils ont dans leur ensemble, au fil du temps perdu leur aspect de bidonville pour connaître une bonne intégration paysagère. Par une réappropriation des lieux de vie de l'habitant, en valorisant le paysage par une action directe sur celui-ci, ils participent ainsi à la rupture de la monotonie de l'espace urbain minéral en mettant en valeur parfois le patrimoine architectural environnant. Ils sont devenus des espaces de respiration et de repos visuel nécessaires à tous.

⁴⁴ Propos F. Weber, *L'honneur de jardiniers*, p62.

♦ Rôle social

Lieux de convivialité et d'échanges, les jardins collectifs créent et renforcent des liens sociaux dans les quartiers des villes. Ce sont des lieux de rencontre et de cohabitation de personnes d'origines diverses, les jardins collectifs contribuent alors à la politique d'insertion et d'intégration sociale. Ils mettent en œuvre une véritable solidarité inter-génération et constituent une école de citoyenneté. F. Weber parle d'un « complément de l'habitation et dans le cadre d'une sociologie de la famille : les avantages du jardin sont destinés au groupe domestique : les enfants...plutôt qu'au ménage stictosensu ».

♦ Rôle économique

Ils permettent une économie importante des dépenses alimentaires et peuvent éventuellement être une source de revenu ou d'échanges de services. Ce soutien est lié à la production et non à la commercialisation (interdite) des fruits et des légumes car en règle générale 80 à 90 % de la production des jardins sont des denrées comestibles. Une parcelle de 200 m² fournit en moyenne une famille de 4 personnes en légumes pour une année... Un apport alimentaire et un complément des ressources qui n'est pas négligeable. Les estimations financières sont nombreuses mais aussi très variables à ce sujet : concernant seuls les jardins familiaux, le GNIS annonçait 6 000 F d'économie par an au début des années 1990 contre 680 F pour l'INSEE, en 1991.

♦ Rôle environnemental

Les jardins collectifs réinstallent la nature dans le cœur de la cité. Ils requalifient les espaces délaissés par une ré-appropriation créative. La mise en culture d'un milieu contribue à la renaissance de la vie végétale, et dont cette mise en culture est aujourd'hui abordée sous l'angle d'une « agriculture urbaine ». Ils redonnent un lien direct aux habitants des villes, des logements collectifs, un lien à la terre. Ils les responsabilisent quant à la gestion du sol, de l'air et de l'eau et encouragent ainsi des méthodes respectueuses de l'environnement. Ils demandent également un attention à vie de la faune et de la flore, aux saisons et aux conditions météorologiques pour la culture du jardin. Enfin avec la montée du bio, les jardins sont un moyen de répondre à cette demande en fournissant des fruits et légumes plus sains.

A travers et au-delà de ces rôles, les jardins collectifs présentent aussi des valeurs : vertus, des qualités particulières qui les rendent propres à produire certains effets.

Ces valeurs :

▪ Éducatives et pédagogiques

notamment avec les enfants en partenariat avec les structures scolaires, suivi de jardin, apprentissage à la nature mais aussi avec les adultes en difficultés car c'est un support qui est facile à adapter à ces types de public : les plus jeunes ou les handicapés par exemple.

▪ Artistiques

L'art d'aménager des parterres de fleurs, de bricoler au jardin, de peindre. C'est un lieu de créativité qui participe à l'Art du jardin.

▪ Culturelles

Éveil scientifique des plus jeunes sur la germination, le jardin et ses saisons, la nature, la vie végétale.

▪ Thérapeutiques

Éducation psychomotrice pour les handicapés par exemple sur la gestuelle de l'outil, la coordination manuelle, la perception « motrice » : sensorielle.

▪ Socialisantes

Les jardins collectifs contribuent à la participation des habitants aux affaires de leur cité en partenariat étroit avec leurs élus locaux et l'ensemble des acteurs de la vie économique et

commun de tous, de la communauté. Ces jardins présentent la particularité d'être auto-gérés par un groupe d'habitants, organisés généralement en association, qui se sont appropriés cet espace par volonté propre. La communauté est représentée à la fois par le groupe d'habitants du quartier : les membres fondateurs du projet et les habitants qui se sont greffés au projet de vouloir créer un jardin communautaire. Le jardin communautaire est donc un véritable projet de quartier.

Sa vocation n'est exclusivement pas réservée au jardinage, d'où l'expression d'un espace géré et non pas cultivé. A titre d'exemple, le jardin communautaire sert autant d'espace festif, que de lieu d'apprentissage de savoirs, de lieu de réunion... Il peut accueillir d'autres équipements à usage communautaire tels qu'un préau, une mini scène, etc.

Le jardin communautaire est donc par définition un jardin non clôturé en son sein, cependant fermé sur lui même. Il est à l'usage prioritaire de ceux qui l'entretiennent. Néanmoins, il est ouvert à tout public lorsque un membre de la « communauté » est présent sur le site. Le jardin communautaire est avant tout un lieu d'animation et de proximité.

Dans l'espace urbain, ce type de jardin est localisé préférentiellement en cœur d'îlots, dans d'anciennes courées ou en extrémité de parcelles, présentant un abandon manifeste ou à l'état de friche urbaine suite à une démolition d'un ensemble d'habitations par exemple.

3) Les « jardins en pied d'immeuble »

La définition des jardins en pieds d'immeubles, est beaucoup plus contrastée de part leur aménagement spatial et leurs vocations. Tout d'abord, ces jardins sont dits en pieds d'immeuble car à l'évidence même, ils sont localisés exclusivement aux pieds des immeubles des bailleurs sociaux. D'autres expressions sont utilisées comme : jardinets ou plantages en pied d'immeuble. La notion de plantage est directement issue de l'expérience des « Plantages de Lausanne ». Au terme Suisse, l'expression française en « pieds d'immeubles » a été préférée, plus explicite et plus fréquemment utilisée.

Les jardins en pieds d'immeubles sont en fait des espaces à la jonction entre le concept de jardins familiaux et de jardins communautaires. Au premier abord, de part leur aspect visible, ils s'apparentent en effet aux jardins familiaux. L'espace disponible est découpé en un certain nombre de petites parcelles individuelles. Cependant mis à part l'organisation spatiale, le jardin en pied d'immeuble se distingue des jardins familiaux pour de nombreuses raisons.

Les parcelles, contrairement à l'organisation courante des jardins familiaux, ne sont pas délimitées par des clôtures ou barrières. Les délimitations sont peu ou pas visibles : soit une délimitation basse, à hauteur maximum de 50 cm, ou totalement absente et dans quel cas, la distinction entre les parcelles se fait par l'organisation des cultures. De même, ces espaces ne sont pas fermés en soi, puisque le portail d'entrée est à faible hauteur, donc facilement franchissable ou même parfois laissé ouvert. Un jardin en pied d'immeuble présente également la particularité de renoncer à l'installation de tout élément construit. Enfin, les parcelles cultivées sont de tailles plus restreintes : entre 10 et 50 m² comparées aux 150 et 200 m² pour les jardins familiaux.

Ces jardins se distinguent ainsi des jardins familiaux par le fait qu'ils soient aménagés de façon plus rudimentaire : présentant un caractère « nomade », non clôturé et une spatialisation spécifique en pied d'immeuble.

3. Les critères d'évaluation

Le thème général de la recherche, « *les jardins collectifs sont ils un moyen d'aménager l'espace urbain ?* » s'oriente donc plus précisément vers « *les jardins familiaux, les jardins communautaires et les jardins en pied d'immeuble, sont ils un moyen d'aménager l'espace urbain ?* ».

En introduction les hypothèses qui avaient été formulées pour répondre à cette thèse générale, en considérant la définition de l'aménagement, s'articulaient autour de deux échelles, l'une locale et l'autre à une échelle globale, à savoir :

- ✓ Les jardins collectifs comme un moyen d'améliorer le cadre de vie,
- ✓ Les jardins collectifs comme un moyen de participer à la durabilité de la ville.

Après avoir largement abordé dans les faits les enjeux de l'aménagement urbain et les problématiques rencontrées, les critères d'évaluations de ces deux hypothèses découlent de ce constat.

1) Le cadre de vie

Le cadre de vie est lui assez difficile à préciser car le paysage tout entier en lui même constitue notre cadre de vie. Formé de multiples emboîtements, nous manquons de vocabulaire, de lexique pour le définir dans sa complexité, dans l'interdépendance des champs qui le constituent ou qu'il crée, et là réside toute son ambiguïté. En terme d'amélioration du cadre de vie en Ville, il me semble essentiel de traiter à la fois de l'espace public, des espaces verts et des espaces de loisirs qui permettent de répondre à un optimum dans la gestion du cadre de vie urbain et aux facteurs vitaux au bon développement des individus.

L'espace public est considéré « comme la partie du domaine public non bâti, affectée à des usages publics. L'espace public est donc formé par une propriété et par une affectation d'usage »⁴⁶. La « compétence » de l'autorité publique tend d'ailleurs à détruire son caractère intrinsèque d'espace produit spontanément dans ses usages et ses fréquentations. En effet, l'espace public naît de fonctions sous-jacentes qui à priori ne sont pas établies : il appartient aux habitants-citoyens de le faire vivre, le jardinage collectif leur apporte une possibilité de s'auto-approprier l'espace.

L'affectation se ressent au niveau des divers traitements : il peut être minéral ou végétal, à usage de place piétonne ou de lieu de stationnements... Lorsque l'espace public est végétalisé il est assimilé à « l'espace vert », qui est une idéologie assez réductrice de l'urbanisme. Il s'agit d'ouvrir ce concept aux habitants et de l'utiliser en vue d'un espace vert « qui soit cultivé ». Les surfaces vertes existantes nécessitent d'être entretenues et valorisées. Les espaces verts ne doivent donc pas être analysés seulement sur le plan quantitatif mais aussi sur leur aspect qualitatif : au-delà de la touche verte dans la ville qu'ils peuvent apporter, les espaces verts doivent présenter des fonctions, des activités utiles aux habitants.

⁴⁶ Dictionnaire de l'aménagement et de l'urbanisme, Merlin-Choay, 1996.

Les critères⁴⁷ qui apparaissent ainsi nécessaires à l'appropriation de l'espace public par les habitants :

- ✓ une volonté participative des habitants d'améliorer leur cadre de vie,
- ✓ une participation à la vie locale et sociale,
- ✓ un espace qui propose une mixité du public,
- ✓ l'échange,
- ✓ une fréquentation diffuse,
- ✓ la lisibilité de l'espace et son statut,
- ✓ et la pérennité du lieu et la sécurité du lieu doivent être assurés.

La refonte de l'urbanité doit donc passer me semble t-il par la participation des habitants à leur cadre de vie tant au niveau de l'espace public que des espaces verts pour en constituer des espaces de loisirs. Ces espaces de loisirs peuvent être évalués en fonction du type détente offert et sur les modes d'accès à ce loisir.

L'analyse des jardins collectifs selon une typologie de localisation spatiale⁴⁸ permet également d'évaluer la dimension d'amélioration du cadre de vie :

- Associés à un parc
- Dans un quartier d'habitat collectif de type « grands ensembles »
- En cœur d'îlots, espaces clos, dents creuses, franges délaissées, interstices
- En limite de quartier
- Le long des axes de communication
- En limite périphérique ou communale

L'étude de terrain a donc été formalisée par l'analyse d'une typologie de jardins collectifs, les jardins familiaux, les jardins en pied d'immeuble et les jardins communautaires en croisant une typologie de localisation spatiale.

2) Le développement durable

Après avoir montré en introduction les champs obligatoires d'investigations d'un projet d'aménagement : l'économique, le social et l'environnement, on s'aperçoit que la définition de l'aménagement urbain se fonde avec la définition du développement durable et ses 3 piliers incontournables que sont l'économique, le social et l'environnement. Afin de montrer que les jardins collectifs sont un moyen d'aménager la ville, il est nécessaire de les évaluer sous les critères dits de durabilité.

Les Agendas 21 se proposent de répondre à 21 actions par le biais d'actions multiples. Pour mesurer l'intérêt des jardins collectifs, avec un seul champs d'entrée que sont les jardins nous allons montrer à quels principes durables et combien, les jardins sont susceptibles de répondre parmi les 21 proposés dans les Agendas. Pour rappel 1. promouvoir le relais des générations ; 2. allonger les horizons d'analyse ; 3. économiser les ressources, recycler ; 4. réduire les rejets et tendre à la pollution zéro ; 5. décliner le principe de précaution ; 6. créer des emplois durables pour une activité

⁴⁷ Selon mon appréciation personnelle à partir de lectures telles que F.Choay, *le dictionnaire de l'urbanisme*, Donadieu, *la société paysagiste*, Habermas *l'espace public*.

jardins d'entreprises, les jardins thérapeutiques et les jardins pédagogiques. En outre, il semblait des plus intéressants d'étendre la recherche aux nouveaux concepts de jardins et non plus seulement aux jardins familiaux, en menant une étude comparative.

Dans ce sens, le postulat sur les types de jardins collectifs susceptibles de répondre aux enjeux de l'aménagement urbain a été basé sur leurs fonctions, leur prédisposition pour l'aménagement urbain, leur récurrence en milieu urbain, leur localisation spatiale en centre urbain et à proximité des habitations et suivant les expériences réussies. Ainsi par exemple les jardins d'insertion malgré leur réussite n'ont pas été pris en considération en raison de leur vocation majeure et voire unique d'insertion, qui induit ses autres fonctions comme alternes.

Trois types de jardins sont apparus en fonction de ces critères : les jardins dits, **familiaux, communautaires et en « pieds d'immeubles »**.

Le choix de ces trois jardins collectifs se justifie également par le fait qu'ils soient porteurs de valeurs communes et non pas pris comme cas spécifique et que tout oppose.

1) Les jardins familiaux

Le **jardin familial** se définit comme une « parcelle de terre, cultivée personnellement par celui qui en dispose, pour les besoins de sa famille, à l'exclusion de toute commercialisation des produits »⁴⁵. En tant qu'espaces culturels groupés, ils prennent la dénomination courante au pluriel, de **jardins familiaux**. Définition qui est directement issue de la Réglementation du 26 Juillet 1952 : « une exploitation personnelle d'une parcelle de terre par le chef de famille en vue de subvenir aux besoins de son foyer à l'exclusion de tout usage commercial ».

Ce sont des jardins exclusivement gérés par des associations déclarées d'utilité publique et les seuls à être régis par le législateur en l'occurrence sous le Code Rural. L'appellation jardin familial est en règle générale liée au respect de ce cadre juridique précis et spécifique qui est à la fois source de droits et d'obligations. Seulement, plusieurs cas de figures se présentent car la loi en instaurant ces prescriptions laisse en fait la seule autorisation aux associations loi 1901 mais de nombreux jardins n'adhèrent pas à ces associations comme la Ligue ; ils peuvent être indépendants, en simple gestion avec la collectivité ou dans les cas extrêmes en totale illégalité.

Nous prendrons donc ici la dénomination de jardins familiaux au sens de leur organisation spatiale et de leur caractère non marchand en dépit des règles législatives.

On considère en moyenne qu'un jardin familial doit regrouper au minimum 50 à 100 parcelles d'une surface moyenne chacune de 200 m². Chaque parcelle est délimitée et bien souvent ornementée par le jardinier qui la cultive. Les jardins familiaux sont des espaces clos où l'accès au public est limité lorsqu'ils sont la propriété privée de l'association qui les gèrent, aux jardiniers adhérents à l'association. Bien sûr toute personne invitée par un jardinier lui même, peut entrer visiter le jardin. Et nous l'avons vu, de plus en plus des aménagements récents laissent la possibilité de circulation du public.

2) Les jardins communautaires

Ils se distinguent fondamentalement des jardins familiaux par leur organisation spatiale : une vaste parcelle, souvent à l'origine, une friche, qui est gérée collectivement sans indivisions possibles pour chaque individu. L'adjectif communautaire prend ici tout son sens : un espace partagé, bien

⁴⁵ Dictionnaire de l'aménagement et de l'urbanisme, Merlin-Choay, 1996.

commun de tous, de la communauté. Ces jardins présentent la particularité d'être auto-gérés par un groupe d'habitants, organisés généralement en association, qui se sont appropriés cet espace par volonté propre. La communauté est représentée à la fois par le groupe d'habitants du quartier : les membres fondateurs du projet et les habitants qui se sont greffés au projet de vouloir créer un jardin communautaire. Le jardin communautaire est donc un véritable projet de quartier.

Sa vocation n'est exclusivement pas réservée au jardinage, d'où l'expression d'un espace géré et non pas cultivé. A titre d'exemple, le jardin communautaire sert autant d'espace festif, que de lieu d'apprentissage de savoirs, de lieu de réunion... Il peut accueillir d'autres équipements à usage communautaire tels qu'un préau, une mini scène, etc.

Le jardin communautaire est donc par définition un jardin non clôturé en son sein, cependant fermé sur lui même. Il est à l'usage prioritaire de ceux qui l'entretiennent. Néanmoins, il est ouvert à tout public lorsque un membre de la « communauté » est présent sur le site. Le jardin communautaire est avant tout un lieu d'animation et de proximité.

Dans l'espace urbain, ce type de jardin est localisé préférentiellement en cœur d'îlots, dans d'anciennes courées ou en extrémité de parcelles, présentant un abandon manifeste ou à l'état de friche urbaine suite à une démolition d'un ensemble d'habitations par exemple.

3) Les « jardins en pied d'immeuble »

La définition des jardins en pieds d'immeubles, est beaucoup plus contrastée de part leur aménagement spatial et leurs vocations. Tout d'abord, ces jardins sont dits en pieds d'immeuble car à l'évidence même, ils sont localisés exclusivement aux pieds des immeubles des bailleurs sociaux. D'autres expressions sont utilisées comme : jardinets ou plantages en pied d'immeuble. La notion de plantage est directement issue de l'expérience des « Plantages de Lausanne ». Au terme Suisse, l'expression française en « pieds d'immeubles » a été préférée, plus explicite et plus fréquemment utilisée.

Les jardins en pieds d'immeubles sont en fait des espaces à la jonction entre le concept de jardins familiaux et de jardins communautaires. Au premier abord, de part leur aspect visible, ils s'apparentent en effet aux jardins familiaux. L'espace disponible est découpé en un certain nombre de petites parcelles individuelles. Cependant mis à part l'organisation spatiale, le jardin en pied d'immeuble se distingue des jardins familiaux pour de nombreuses raisons.

Les parcelles, contrairement à l'organisation courante des jardins familiaux, ne sont pas délimitées par des clôtures ou barrières. Les délimitations sont peu ou pas visibles : soit une délimitation basse, à hauteur maximum de 50 cm, ou totalement absente et dans quel cas, la distinction entre les parcelles se fait par l'organisation des cultures. De même, ces espaces ne sont pas fermés en soi, puisque le portail d'entrée est à faible hauteur, donc facilement franchissable ou même parfois laissé ouvert. Un jardin en pied d'immeuble présente également la particularité de renoncer à l'installation de tout élément construit. Enfin, les parcelles cultivées sont de tailles plus restreintes : entre 10 et 50 m² comparées aux 150 et 200 m² pour les jardins familiaux.

Ces jardins se distinguent ainsi des jardins familiaux par le fait qu'ils soient aménagés de façon plus rudimentaire : présentant un caractère « nomade », non clôturé et une spatialisation spécifique en pied d'immeuble.

3. Les critères d'évaluation

Le thème général de la recherche, « *les jardins collectifs sont ils un moyen d'aménager l'espace urbain ?* » s'oriente donc plus précisément vers « *les jardins familiaux, les jardins communautaires et les jardins en pied d'immeuble, sont ils un moyen d'aménager l'espace urbain ?* ».

En introduction les hypothèses qui avaient été formulées pour répondre à cette thèse générale, en considérant la définition de l'aménagement, s'articulaient autour de deux échelles, l'une locale et l'autre à une échelle globale, à savoir :

- ✓ Les jardins collectifs comme un moyen d'améliorer le cadre de vie,
- ✓ Les jardins collectifs comme un moyen de participer à la durabilité de la ville.

Après avoir largement abordé dans les faits les enjeux de l'aménagement urbain et les problématiques rencontrées, les critères d'évaluations de ces deux hypothèses découlent de ce constat.

1) Le cadre de vie

Le cadre de vie est lui assez difficile à préciser car le paysage tout entier en lui même constitue notre cadre de vie. Formé de multiples emboîtements, nous manquons de vocabulaire, de lexique pour le définir dans sa complexité, dans l'interdépendance des champs qui le constituent ou qu'il crée, et là réside toute son ambiguïté. En terme d'amélioration du cadre de vie en Ville, il me semble essentiel de traiter à la fois de l'espace public, des espaces verts et des espaces de loisirs qui permettent de répondre à un optimum dans la gestion du cadre de vie urbain et aux facteurs vitaux au bon développement des individus.

L'espace public est considéré « comme la partie du domaine public non bâti, affectée à des usages publics. L'espace public est donc formé par une propriété et par une affectation d'usage »⁴⁶. La « compétence » de l'autorité publique tend d'ailleurs à détruire son caractère intrinsèque d'espace produit spontanément dans ses usages et ses fréquentations. En effet, l'espace public naît de fonctions sous-jacentes qui à priori ne sont pas établies : il appartient aux habitants-citoyens de le faire vivre, le jardinage collectif leur apporte une possibilité de s'auto-approprier l'espace.

L'affectation se ressent au niveau des divers traitements : il peut être minéral ou végétal, à usage de place piétonne ou de lieu de stationnements... Lorsque l'espace public est végétalisé il est assimilé à « l'espace vert », qui est une idéologie assez réductrice de l'urbanisme. Il s'agit d'ouvrir ce concept aux habitants et de l'utiliser en vue d'un espace vert « qui soit cultivé ». Les surfaces vertes existantes nécessitent d'être entretenues et valorisées. Les espaces verts ne doivent donc pas être analysés seulement sur le plan quantitatif mais aussi sur leur aspect qualitatif : au-delà de la touche verte dans la ville qu'ils peuvent apporter, les espaces verts doivent présenter des fonctions, des activités utiles aux habitants.

⁴⁶ Dictionnaire de l'aménagement et de l'urbanisme, Merlin-Choay, 1996.

Les critères⁴⁷ qui apparaissent ainsi nécessaires à l'appropriation de l'espace public par les habitants :

- ✓ une volonté participative des habitants d'améliorer leur cadre de vie,
- ✓ une participation à la vie locale et sociale,
- ✓ un espace qui propose une mixité du public,
- ✓ l'échange,
- ✓ une fréquentation diffuse,
- ✓ la lisibilité de l'espace et son statut,
- ✓ et la pérennité du lieu et la sécurité du lieu doivent être assurés.

La refonte de l'urbanité doit donc passer me semble t-il par la participation des habitants à leur cadre de vie tant au niveau de l'espace public que des espaces verts pour en constituer des espaces de loisirs. Ces espaces de loisirs peuvent être évalués en fonction du type détente offert et sur les modes d'accès à ce loisir.

L'analyse des jardins collectifs selon une typologie de localisation spatiale⁴⁸ permet également d'évaluer la dimension d'amélioration du cadre de vie :

- Associés à un parc
- Dans un quartier d'habitat collectif de type « grands ensembles »
- En cœur d'îlots, espaces clos, dents creuses, franges délaissées, interstices
- En limite de quartier
- Le long des axes de communication
- En limite périphérique ou communale

L'étude de terrain a donc été formalisée par l'analyse d'une typologie de jardins collectifs, les jardins familiaux, les jardins en pied d'immeuble et les jardins communautaires en croisant une typologie de localisation spatiale.

2) Le développement durable

Après avoir montré en introduction les champs obligatoires d'investigations d'un projet d'aménagement : l'économique, le social et l'environnement, on s'aperçoit que la définition de l'aménagement urbain se fonde avec la définition du développement durable et ses 3 piliers incontournables que sont l'économique, le social et l'environnement. Afin de montrer que les jardins collectifs sont un moyen d'aménager la ville, il est nécessaire de les évaluer sous les critères dits de durabilité.

Les Agendas 21 se proposent de répondre à 21 actions par le biais d'actions multiples. Pour mesurer l'intérêt des jardins collectifs, avec un seul champs d'entrée que sont les jardins nous allons montrer à quels principes durables et combien, les jardins sont susceptibles de répondre parmi les 21 proposés dans les Agendas. Pour rappel 1. promouvoir le relais des générations ; 2. allonger les horizons d'analyse ; 3. économiser les ressources, recycler ; 4. réduire les rejets et tendre à la pollution zéro ; 5. décliner le principe de précaution ; 6. créer des emplois durables pour une activité

⁴⁷ Selon mon appréciation personnelle à partir de lectures telles que F.Choay, *le dictionnaire de l'urbanisme*, Donadieu, *la société paysagiste*, Habermas *l'espace public*.

durable ; 7. prendre appui sur les ressources locales et les valoriser ; 8. aménager le territoire ; 9. porter attention aux zones fragiles ; 10. maintenir la diversité ; 11. développer l'agriculture raisonnée ; 12. aménager le temps ; 13. gérer la cité dans la durée ; 14. lutter contre la pauvreté ; 15. assurer une pleine participation ; 16. éviter le suréquipement ; 17. consommer mieux ; 18. recourir à de nouvelles technologies appropriées ; 19. se situer en international et pratiquer la multicitoyenneté ; 20. concevoir des plans de gestion intégrée et enfin assurer le suivi : 21. observatoires et indicateurs ».

Le champs de la participation locale me semble le critère le plus fondamental parmi les objectifs à atteindre pour un développement durable. En effet, faire participer la population à son cadre de vie local est un grand pas, certainement et de loin le plus enclin à diriger les populations vers la compréhension et l'action pour le développement durable. La notion de participation, l'invention au niveau local d'alternatives constituent une satisfaction indéfinissable pour les individus qui ont le sentiment de participer au développement de leur milieu de vie et dans une perspective plus large alors, ils sont à même de contribuer au devenir de la planète.

3) L'approche par les enquêtes sociologiques et de discours

Dans le but de conforter les idées reçues sur l'évaluation des jardins collectifs comme moyen d'aménager l'espace urbain, des enquêtes de terrain ont été menées en présentant à la fois des questions ouvertes semi-directives et directives concernant les 3 piliers de l'aménagement urbain et du développement durable. Ces enquêtes ont été dirigées selon trois orientations :

- Les questions sociales ont été traitées avec un questionnaire dirigé vers les jardiniers qui a permis à la fois d'évaluer l'amélioration du cadre de vie. En effet la diversité volontaire des questions posées avait pour objet de traiter simultanément le côté social, l'aspect environnemental (appréciation orale et visuelle sur les jardins) et l'aspect économique. Soit les 3 piliers du développement durable. Questionnaire C
- Les relations avec les collectivités locales ont été vues par le biais des gestionnaires et des présidents de jardins afin d'estimer le positionnement des opérations de jardins au sein du jeu des acteurs et de la politique d'aménagement. Questionnaire B.
- L'avenir des jardins et le positionnement des collectivités a été vu par la rencontre directe des personnes ou élus concernés. L'interrogation de ce public avait pour but d'évaluer et de clarifier le rôle des acteurs à ce jour, et de déterminer la prise en compte ou non des jardins en aménagement. Ce questionnaire a également été proposé aux « experts », professionnels œuvrant pour les jardins. Questionnaire A.

Les questionnaires A, B et C, figurent en annexe.

La liste des personnes rencontrées :

✓ Collectivités :

- Mairie de Lille : Gaëlle Coquais, service environnement.
- Mairie de Roubaix : Christian Musial, service environnement.
Madame Bouchet, déléguée adjointe à l'écologie urbaine
et Maire adjointe quartier nord (élue vert).
- Mairie de Tourcoing : Madame Delsinne-Rensard, adjointe à l'environnement.

⁴⁸ Recoupement de la typologie proposée par Herbert/Bernier concernant les jardins familiaux et des relevés personnels de terrain.

- Conseil Régional : Florent Lamiot, service environnement.
- Conseil Général : Pascal Hossepied, service environnement.
- ✓ Experts :
 - Chantier Nature : Régine Pattyn, chargée de mission.
Caroline Vangheluwe, agent technique.
 - La maison du Jardin Célia Paulak, responsable.
 - Les animateurs de l'environnement : Fabien Laude, directeur.
 - Naturalille : Aurélien Baggiot, chargé de mission.
- ✓ Acteurs gestionnaires, présidents :
 - AJONC à Lille : René Penet, président.
 - Jardins de la Citadelle à Lille : M Molle « président informel ».
 - Comité de quartier de Roubaix : le gestionnaire des jardins au Pile et le gestionnaire de Moulin-Potennerie, M Bouillet.
 - Centre social de l'Alma : la gestionnaire remplaçante.
 - Roubaix : Président de l'association Solidarité.
 - Tourcoing : Monsieur Lefebvre, , trésorier, ex-président depuis plus de 15 ans.
- ✓ Animateurs :
 - Lille : Jérôme Ségard pour les AJONC.
Et un animateur de l'environnement.
 - Roubaix : M^{elle} Badaoui pour l'association Solidarité.

Entretiens téléphoniques :

- ✓ Experts :
 - Bureau d'études de la Fédération des Jardins Familiaux : Jérôme Clément chargé de mission.
 - Les jardiniers de France, Isabelle Walczak, chargée de mission jardins collectifs et organisatrice de réunions publiques.

Réunions/colloques :

Assemblée Générale de l'association des jardins familiaux de Tourcoing.

En ce qui concerne les jardiniers voici l'échantillonnage opéré :

Jardiniers interrogés par rapport au nombre de sites	LILLE	ROUBAIX	TOURCOING
Jardins familiaux	4 personnes pour 7 sites	3 personnes pour 11 sites	8 personnes pour 25 sites
Jardins communautaires	2 personnes pour 3 sites	1 site	
Jardins en pied d'immeuble	2 personnes pour 1 site	1 site	
Nombre total de personnes interrogées	7	3	8

Les jardiniers interrogés à Tourcoing sont exclusivement des jardiniers de jardins familiaux car les autres types de jardins n'y sont pas représentés. Pour le cas de Roubaix, le jardin en pied d'immeuble étant peu accessible et le jardin communautaire en arrêt de fonctionnement, la rencontre avec des jardiniers n'a pas été possible. Pour Roubaix également, un autre problème s'est posé au niveau des jardins familiaux car ces jardiniers sont majoritairement des personnes en situation d'exclusion et ne parlant généralement pas le français. Il m'a donc été déconseillé de les rencontrer. Leur point de vue a ainsi été abordé lors des entretiens avec les gestionnaires ou acteurs sociaux. Compte tenu de la diversité des territoires et des situations au cas par cas, il était impossible d'interroger l'ensemble des jardiniers par type de jardins et par commune. Malgré tout, on peut considérer les enquêtes de Lille et de Tourcoing assez représentatives car sur Lille tous les types de jardins ont été traités. Sur Tourcoing, le fait que tous les jardiniers soient adhérents à la même association et de plus, la LNJF, l'enquête auprès d'une certaine partie d'entre-eux révèle les habitudes de chacun. Étant donné l'impossibilité d'établir un échantillonnage stratifié en complète adéquation avec le milieu pour cause d'un trop grand nombre de jardins, les enquêtes ne sont volontairement pas traitées sur un plan statistique mais plutôt du point de vue qualitatif du discours. En effet il me paraissait plus cohérent d'affirmer des pourcentages sur un plus grand nombre de jardins que sur les appréciations tirées de mes propres enquêtes, plus réductrices à la vue de l'étendue de mon terrain de recherche. C'est à ce titre que j'ai utilisé l'étude commandée par le Conseil Général en accord avec l'organisme, *les jardins familiaux dans le département du Nord*, Novembre 2001⁴⁹, pour avancer des statistiques. D'autant que le questionnaire qui avait été réalisé s'assimile à celui que j'ai moi-même proposé. Les seuls chiffres qui figurent donc dans le cas d'étude, sont tirés de cette étude et ne concernent uniquement que les jardins familiaux.

Avant de présenter le cas d'étude il est important de revenir sur quelques points de la méthodologie. L'analyse historique des jardins collectifs sur le cas de Lille Roubaix Tourcoing a été estimée en comparaison de mon relevé personnel en date d'Avril 2002 et de l'étude qui avait été menée dans les années 1980 par M. Bonneau et alii, *Les jardins familiaux dans l'aménagement, le cas de la communauté urbaine de Lille*, rapport collectif de 5 étudiants de 2^{ème} d'IUP ENVAR, Université des Sciences et Techniques de Lille (USTL), étude commandée par la Communauté Urbaine. L'évolution des jardins a été analysée plus sur le plan qualitatif que quantitatif compte tenu de l'incertitude des informations portées à l'époque.

Les limites de la méthodologie portent principalement sur le volet esthétique qui n'a volontairement pas été abordé car de manière générale c'est un sujet largement traité pour le cas des jardins ouvriers et qui plus est un sujet à polémiques. Il est vrai que la notion du beau est une définition en aménagement difficile à argumenter et à qualifier. L'expression consacrée de « bidonvilles verts », il est vrai, est encore parfois utilisée. Mais en terme d'aménagement il me semblait plus intéressant de faire primer l'éthique des jardins sur leur esthétique même si il faut reconnaître que ce champs doit être intégré à l'aménagement au même titre que les autres. Réaliser des statistiques fiables pour chaque type de jardins collectifs aurait permis une comparaison des plus abouties pour la détermination de leurs véritables actions. Cependant l'étendue de l'analyse, au niveau spatial et pour les nombreux critères d'évaluations, ne le permettait pas.

⁴⁹ L'étude n'est pas insérée en bibliographie à la demande du commanditaire pour cause de complément d'informations commandé par le Conseil Général en début d'année 2002.

III. Le cas de l'agglomération de Lille

A. Présentation du contexte

1. Présentation générale de l'agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing

1) Données socio-démographiques

Dans la récente étude réalisée par l'INSEE, portant sur 23 aires urbaines « capitales régionales » du territoire français, Lille Métropole appartient avec Lyon et Marseille, au groupe des trois aires urbaines dont la population est supérieure à 1 000 000 d'habitants, l'aire urbaine de Paris restant bien évidemment la plus importante.

Lille Métropole se différencie des autres aires urbaines françaises par la petite surface qu'elle occupe et se classe ainsi en avant dernière position des métropoles régionales pour sa superficie de 865 km². Elle couvre ainsi 7 % de la superficie du territoire régional.

L'aire urbaine est caractérisée par une myriade de petites communes, soit un total de 118 communes qui concentrent exactement 1 108 447 habitants (au recensement de 1999). Trois villes centres dominent l'aire urbaine : Lille, Roubaix et Tourcoing formant une conurbation par la continuité de bâti.

Elle est organisée au sein d'une grande entité intercommunale, la Communauté Urbaine de Lille Métropole, CUDL, forte de l'adhésion de 86 communes pour un poids démographique de 1 091 438, soit la quasi totalité de l'aire urbaine.

Sur le plan socio-démographique, un ralentissement de la croissance démographique se fait sentir depuis 40 ans cela dit elle reste parmi les aires plus denses des capitales régionales, et de loin, avec 1280 hab/ km² (pour référence Paris 1100 hab/ km² et seulement 650 et 630 pour Marseille et Lyon).

Lille Métropole est caractérisé par un chômage élevé, supérieur à la moyenne nationale : 13,1 % pour la zone d'emploi de Lille et 17, 3 % pour Roubaix et Tourcoing (moyenne nationale de 11,3 %). Le chômage de très longue durée touchait 16 600 personnes à la fin 1998) et en particulier les jeunes et les populations étrangères. Les étrangers demandeurs d'emplois sont surreprésentés avec une évolution importante depuis 1990, de 7 % ils sont passés à 14 % en 1998. Les difficultés sociales se traduisent également par une forte propension RMIstes : 29 000 personnes, soit 2,45 % de la population, notamment réparties sur le bassin d'emploi de Roubaix-Tourcoing où les RMI concernent 2,8 % de la population du secteur contre 2,3 à Lille. L'émigration y est très forte, à l'instar des grandes métropoles régionales : 80 000 personnes se déclaraient de nationalité étrangère en 1990. On peut estimer aujourd'hui la population à 10 % de la population totale de l'aire urbaine.

2) La dynamique métropolitaine

Aujourd'hui, l'agglomération de Lille-Roubaix-Tourcoing affiche 10 ans d'efforts d'insertion dans une dynamique de métropolisation et de ville renouvelée. Une dynamique de grands projets urbains tournés vers les pôles d'excellence à vocation européenne et de renouvellement urbain. Le projet

urbain d'Eurallille et l'œuvre architecturale de Koolhaas en est une réalisation phare. Lille Métropole tend ainsi à devenir une place financière en position de carrefour au sein de l'Europe et tournée vers l'Europe du Nord-Est et dont le bassin d'emploi draine l'ensemble du Département voire de la région. Mais surtout les transformations récentes de la politique urbaine inscrivent l'agglomération dans une perspective de développement durable. La ville de Lille comme la région NPdC est signataire de la charte d'Aalborg et participe au réseau des villes durables européennes. La CUDL participe elle, au réseau eurocités.

Lille Métropole comme territoire dynamique tourné vers l'excellence se traduit également par la désignation de « Lille, capitale européenne de la culture » en 2004. À cette occasion le concept de « maisons folies, maisons en ville » va fleurir dans toute l'agglomération.

La loi relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, doit permettre à Lille Métropole de se doter d'un pouvoir d'agglomération renforcé dans le domaine économique notamment. La LOADT (loi relative à l'aménagement et au développement durable du territoire) en proposant aux agglomérations de se doter d'un projet d'agglomération, support d'une contractualisation pour 2000-2006, a permis à Lille Métropole de s'inscrire dans un contrat d'agglomération. Il s'agit d'une opportunité de mettre en pratique, un plan stratégique bâti en concertation avec les acteurs qui vont être réunis au sein d'un conseil de développement. Elle avait déjà su tirer bénéfice par le passé d'un premier contrat expérimental de ce type. La période 2000-2006 est aussi marquée par une transition de l'usage des fonds structurels européens vers le développement urbain.

Sur le plan opérationnel, l'arrondissement de Lille s'est doté en 1997 d'un schéma directeur de développement et d'urbanisme avec 4 objectifs majeurs :

- préserver les ressources et les éléments naturels l'eau, l'air, le sol, le sous-sol et la faune et flore,
- prévenir et résorber les pollutions, les nuisances et toutes les atteintes existantes ou potentielles portées au milieux naturels et urbains,
- améliorer l'ensemble des paysages et développer la biodiversité,
- privilégier le renouvellement urbain à l'extension périphérique.

Enfin, la CUDL s'est doté en 2000 d'un PDU et vient de recevoir au 1^{er} Janvier 2002, les compétences économiques des économies dont l'aboutissement est la passage à la Taxe Professionnelle Unique. Depuis 1992, la CUDL menait des réflexions sur un projet de Schéma Directeur, actuellement en concertation publique jusque Septembre 2002. Le schéma Directeur devrait être définitivement adopté avant le 31 décembre 2002.

3) Le patrimoine public de l'agglomération

L'agglomération présente un patrimoine naturel très modeste comparé aux grandes agglomérations françaises. Le déficit est évalué à 10 000 ha de zones vertes. L'arrondissement de Lille est cependant couvert à 3 % par de la forêt et par une ZNIEFF de 1400 ha. Les espaces verts sont dispersés au cœur de l'agglomération et sans liaisons entre eux.

Une trame verte métropolitaine est en cours d'élaboration : composée de grands espaces et parcs périurbains à vocation écologique et récréative, des bases de loisirs avec de vastes plans d'eau, des liaisons et des coulées vertes et des espaces verts urbains de proximité. Le plus grand manque est ressenti au niveau des espaces récréatifs de plein air qui ne répondent pas suffisamment aux besoins des habitants. Actuellement la surface d'espaces naturels récréatifs par habitant est de 15

m², l'objectif ambitieux annoncé est de 80 m² par habitant de l'ordre des situations que l'on rencontre dans les grandes agglomérations européennes. Le Schéma directeur prévoit la création de 8 000 ha d'espaces verts d'ici 2015. Un syndicat mixte va même être créé à l'occasion pour la fin de l'année 2002 se substituant ainsi à 7 structures existantes : le syndicat mixte « espace naturel métropolitain ». Sa tâche consistera à transformer chaque année 500 ha en espace naturel contre 80 ha à l'heure actuelle. Il s'agit de noter que la CUDL, depuis 2001, a obtenu les compétences de la politique environnementale.

Jusqu'à présent Lille Métropole était en retard sur en matière de requalification de l'espace public, tant pour les espaces centraux que pour ceux des quartiers. Mais depuis que la dynamique de métropolisation est enclenchée : les efforts de requalification se font remarqués, il est vrai notamment en faveur des espaces centraux. Lille et depuis peu Roubaix en sont les représentants majeurs : dernier réaménagement à Lille, la place de l'Opéra et la réalisation d'un mail à Roubaix reliant la place centrale à un quartier en renouvellement (de la Grand place au centre Mac Arthur Gleen).

Région de longue tradition industrielle (usines de filatures, de tissage, etc), la fermeture de ces immenses entreprises ont laissé des « cicatrices » dans la paysage urbain. Ces nombreuses friches industrielles, faute de moyens sont difficilement traitées. La solution la moins coûteuse qui ait été envisagée est de les traiter en pelouse verte. Aujourd'hui bon nombre « d'espaces verts » au sein de l'agglomération sont issus de ces friches, qui constituent des espaces publics. Roubaix et Tourcoing sont les villes les plus concernées par ce phénomène.

Un choix opportun pour la démonstration de la recherche avec une agglomération qui présente les caractéristiques essentielles des enjeux de la Ville.

2. Évolution historique des jardins collectifs dans l'agglomération, une présence ancienne

Le Nord de la France, très marqué au XIX^{ème} siècle par l'industrialisation sidérurgique, métallurgique et notamment textile dans le bassin Lillois, a connu très tôt les jardins d'entreprises. A la fin du XIX^{ème} siècle, ce sont les collèges ecclésiastiques qui sont à l'origine de jardins comme c'est le cas à Lille et Tourcoing. La formule des jardins ouvriers proposée à l'époque par l'Abbé Lemire, qui plus est originaire du Nord (Député Maire d'Hazebrouck pendant 50 ans et sénateur), surnommé « la mémoire des Flandres » ; a donc très vite pris racine chez une population déjà familiarisée par la pratique du jardinage collectif. Selon la recherche de F.Cabedoce, le département comptait en 1906, 2783 jardins, soit le premier département français par le nombre de jardins représentant 23 % des jardins au niveau national. L'exemple de l'époque le plus remarquable dans le département était justement localisé au niveau de Lille-Roubaix-Tourcoing (dont on ne peut encore parler de conurbation) : Lille 351 jardins, Roubaix 262 et Tourcoing 212 jardins, sans compter les jardins situés sur les communes environnantes comme à Haubourdin et Wasquehal. À l'époque l'agglomération lilloise représentait ainsi 49 % de la superficie des jardins ouvriers du Nord. Une association fut fondée en 1906 pour la gestion de ces jardins en grand nombre « l'œuvre Lilloise des jardins ouvriers ». Les archives montrent que l'association en 1926 dénombrait 2 000 jardins, les jardins ont donc doublé sur une période de 20 ans. Puis l'œuvre connaît une augmentation fulgurante du nombre des jardins ouvriers jusqu'à la fin des années 1940, où elle connaît son

apogée avec 6 000 jardins. En effet, au début des années 1950, estimés à 1 400, ils chutent à 783 rien qu'en 6 années. Puis dans le contexte général français, leur nombre est en chute libre pendant les « trente glorieuses ». Pour le cas de Lille, la dynamique des jardins semble s'être réamorcée vers 1975 avec l'arrivée de nombreux immigrés en demande de jardins. Pendant cette période, la plupart des jardins ouvriers sont d'occupation sauvage et disposés de façon anarchique principalement le long des remparts et à proximité de la Citadelle. Il semble également que la relance des jardins ouvriers ait été facilitée par l'attribution de jardins sur des communes voisines comme Marcq-en-Baroeul, gérés par l'association de Lille. Puis rapidement la croissance urbaine, la construction de HLM, de la rocade périphérique, les extensions d'usine l'implantation d'une station d'épuration, la création d'une plaine de jeux et la prolongation de la voie ferrée près des abattoirs, détruisent un grand nombre de jardins.

3. Une évolution spatiale et de types de jardins collectifs, différenciée selon les communes

1) Le cas de Lille

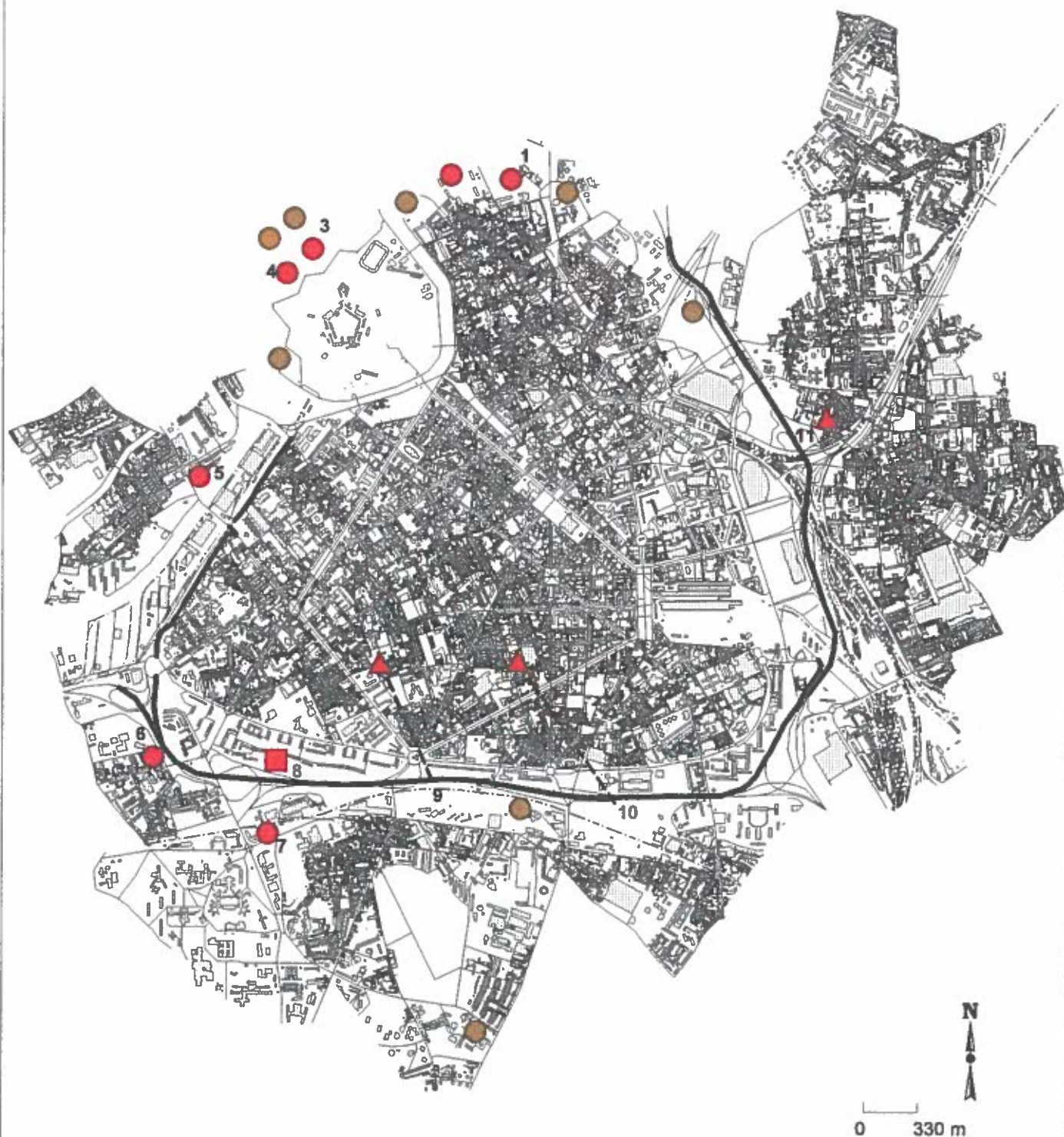
Les jardins familiaux de Lille ont la particularité de s'être installés très tôt et dans les années 1950 sous forme d'occupation sauvage. Cette occupation non contrôlée a généré des formes hétérogènes et une certaine opposition de la municipalité, en place à l'époque. Monsieur Mauroy, Député (puis Sénateur) Maire de longue date, a toujours adhéré au discours de certains élus considérant les jardins familiaux comme des bidonvilles dégradants pour la ville. Monsieur le Maire, a ainsi contribué à la propagation de cette mauvaise image des jardins familiaux qui s'est accompagnée d'une volonté forte de les « éradiquer ». Seulement malgré cette opposition, les jardins familiaux se sont développés, leur localisation sur les franges ou au niveau des délaissés urbains en est peut-être une explication, et aujourd'hui ils sont beaucoup plus nombreux qu'il y a 20 ans. Selon le relevé établi par l'étude Bonneau et alli en 1981, 5 sites avaient été relevés comme accueillant des jardins familiaux, localisés au niveau des franges Nord et Sud (voir carte page suivante). D'après ce relevé on peut constater l'effort de la ville de voir disparaître ces jardins avec la localisation de 6 sites antérieurs à ce relevé. Depuis, les sites en date de 1981 ont également disparu, soit une disparition d'une dizaine de site sur plus de 20 ans. Les jardins familiaux Churchill ont par exemple disparu avec l'emprise foncière suscitée par le projet Eurallille. Aucune compensation n'avait été alors proposée aux jardiniers. Seule une portion des jardins familiaux dits de la croix St André associés aux jardins de la Corne de Gand à l'époque, a subsisté tandis que de nouveaux jardins sont apparus en d'autres endroits de la ville.

Pour rappel, la commune de Lille concentre aujourd'hui 11 jardins répartis en 7 jardins familiaux, 1 jardin en pied d'immeuble et 3 jardins communautaires dont les logiques de localisation spatiale sont fonction du type de jardin. En grande majorité les terrains appartiennent à la ville et n'ont pas l'objet de convention légale entre les jardiniers et la ville en particulier pour le cas des jardins familiaux.







- Les jardins familiaux

Le site n°1 dit de St André ne concentre plus que 25 parcelles environ, divisée en deux îlots. Sur le site de la Poterne ou du Vieux-Lille (n°2), des jardins familiaux sont venus se réimplanter à la fin des années 1980 et se sont constitués en association en 1992. Leur localisation se situe en limite de l'échangeur autoroutier au sein de l'espace fortifié dans un cadre boisé.

LOCALISATION SPATIALE DES JARDINS COLLECTIFS À LILLE



Légende

- | | | | | | |
|---|----------------------------|---|------------------------|---|---------------------------|
|  | Jardins familiaux disparus |  | Jardins familiaux |  | Voie urbaine périphérique |
|  | Jardins en pied d'immeuble |  | Jardins communautaires |  | Voie ferrée |

source: base de données Agence d'Urbanisme de Lille et relevé étudiants en 1981

réalisation personnelle

Devenu il y a quelques années un site d'insécurité, la municipalité a envisagé un réaménagement complet du site et dont les jardins familiaux. L'aménagement de la zone est intervenue dans le cadre de la réalisation d'une première tranche de « la Promenade du Maire et du Préfet ». Ce projet a vu le jour en 1996 dont le but était de valoriser les espaces verts de Lille en réalisant un circuit périphérique aux limites de la ville à travers ces derniers. La ville a baptisé ce projet « la Promenade du Maire et du Préfet » en souvenir du préfet wallon, qui au siècle dernier, parcourait à cheval un chemin longeant les murs de Vauban, la porte de Roubaix et la citadelle. Dans la partie Nord de l'agglomération, la promenade s'est donc concrétisée en 1998 par une vaste ceinture verte de 20 km autour de la citadelle, reliant les parcs et jardins situés sur les anciennes fortifications. C'est dans ce cadre de réaménagement de la zone que les jardins de la Poterne ont bénéficié d'une requalification. Les jardins sont disposés en 3 îlots séparés par de larges allées et ornementées d'arbustes. Le réaménagement des jardins est très visible de par leur caractère géométrique très rigoureux, sorte de « carrés de parcelles juxtaposés ». Ce sont au total 63 parcelles de 200 m² qui sont organisées autour du site.

Au sein du bois de Boulogne de 52 ha, deux sites de jardins familiaux sont aussi présents où l'on peut établir une tradition ancienne d'installations sur le site d'après la carte de 1981. L'un est en état d'abandon manifeste celui dit du bois de Boulogne (n°4) et dont la plupart des parcelles ne sont plus cultivées. Il y a environ une quinzaine de parcelles mais dont l'absence d'organisation est notoire et révélatrice d'une appropriation sauvage. Certaines parcelles sont en lanières couvrant à peine 50 m² et ne sont pas cultivées tandis que certains exploitent plus de 400 m² en s'appropriant au fur et à mesure les parcelles des autres. Par contre, les jardins familiaux n°3, dits de la Citadelle sont eux occupés dans leur ensemble et présentent un caractère beaucoup plus entretenu. Aucune parcelle n'est d'ailleurs inexploitée et leur nombre est plus important, atteignant environ 25 parcelles.

D'autres jardins familiaux se sont installés sur de sites encore jamais investis dans les parties Sud et Sud-Ouest de la ville. Les jardins familiaux des Bois-Blancs (n°5) sont installés sur le site dit des vachers au bord du canal de la Deûle et en contrebas du pont routier. Le site est assez restreint et ne contient qu'un petite quinzaine de jardins mais qui sont de tailles assez honorables d'environ 150 m². Les jardins familiaux de Bazinghien (n°6) sont installés au Sud du boulevard périphérique et les jardins du faubourg de Béthune eux, sur les emprises de la voie ferrée. Ces deux derniers sites sont d'étendue un peu plus vaste que ceux de Bois-Blancs avec un environ une trentaine de parcelles de même taille. Ils ont reçu récemment une requalification avec la disposition de nouveaux abris, de bacs à récupération et des clôtures neuves de jardins mais les aménagements restent assez modestes et non finis, ce dont se plaignent les jardiniers.

L'ensemble des sites de jardins dits familiaux (que se soient les n°1,2,3,4,5,6 ou 7) correspond à la même localisation spatiale multi-critères :

- en bordure de voies de communications,
- associés à un parc
- et en limite communale et/ou périphérique.

Mais il faut distinguer que si, ils sont en limite communale ils n'en sont pas moins à proximité évidente d'un tissu urbain dense, jouxtant le Vieux-Lille et en limite des communes de St André et Lambersart pour ceux de la frange Nord. Ce sont les jardins de Bazinghien et des Bois-blancs qui sont le plus insérés dans la trame urbaine. Concernant les jardins familiaux, c'est le site de la Poterne qui concentre le plus grand nombre de jardins et qui semble le mieux organisé, alors qu'au niveau du Bois de Boulogne les deux extrêmes se côtoient par exemple.

À ces jardins familiaux sont apparus sur la commune de Lille les nouveaux concepts de jardins collectifs comme le jardin en pied d'immeuble et le jardin communautaire, qui eux se sont localisés au cœur de la trame urbaine.

- Le jardin en pied d'immeuble

Sur la commune de Lille, initiatrice d'un tel programme d'actions, un seul jardin en pied d'immeuble à ce jour, a été réalisé. Les jardins de l'immeuble Concorde sont issus en 1996 d'une démarche de la ville de mener une Charte de développement durable sur le quartier même, du faubourg de Béthune. Menée avec les multiples partenaires et en réponse à la volonté d'expérimenter les plantages de Lausanne, une des actions s'est concrétisée par la réalisation d'un jardin en pied d'immeuble en 1999. Il faut rappeler le contexte : un quartier exclusivement constitué d'habitat collectif construit en 1960 (d'une superficie de 20 ha) abritant 2 300 habitants généralement en grandes difficultés sociales et culturelles, et défavorisés. Dans un premier temps 42 parcelles avaient été aménagées puis étant donné l'intérêt suscité le site a été agrandi à 58 parcelles en 2001. Ce sont 1 500 m² qui sont cultivés avec des parcelles comprises entre 35 et 50 m², c'est à dire des parcelles de petite taille. Les bénéficiaires sont donc 58 foyers logeant dans les immeubles du faubourg de Béthune, aussi bien l'immeuble en vis à vis, que les autres immeubles à proximité. Le site est assez ombragé et rendu visible pour les résidents de l'immeuble Concorde. Dans son organisation le jardin est établi sous formes de terrasses, entourées dans leurs limites extérieures par des clôtures basses de bois mais dont les parcelles ne sont divisées que par de petites séparations à 50 cm du sol. Le jardin en pied d'immeuble de la Concorde a reçu en 1999 un prix de la Fondation de France dans le cadre du programme évoqué précédemment, « de nouvelles natures à cultiver ensemble ». Pour information le site même où sont implantés les jardins avaient été prévus dans la ceinture verte de la ville (ou promenade du Maire et du Préfet) de par sa vaste superficie de zone verte. Aujourd'hui le fait que cette zone ait été mise en valeur s'inscrit doublement dans la démarche de ceinture verte d'espaces verts diversifiés.

De par leur définition le jardin en pied d'immeuble de Concorde est localisé dans un quartier d'habitat collectif mais aussi à proximité d'une voie de communication.

- Les jardins communautaires

Les jardins communautaires sont nombreux sur la ville de Lille, il faut préciser que le concept est né à Lille. Depuis peu ils sont au nombre de trois : le jardin des Retrouvailles (n°10) dans le quartier de Moulins, le plus ancien, et le jardin des Maguettes dans le quartier de Fives (n°11) (créé en 2000) ont été rejoints, officiellement depuis Août 2002 par le jardin de Wazemmes (n°9). Le terrain du jardin communautaire de Wazemmes vient d'être acquis à la fin de l'été par la municipalité qui a utilisé son droit de préemption. La clôture a été apposée en symbole à la convention qui a été signée. C'est bien évidemment l'association des AJONC⁵⁰, qui est l'auteur de cette réussite, issue d'un travail de longue haleine mené depuis 1995-1996. En 1998, les AJONC ont élaboré une Charte, à l'époque pour la constitution du jardin des Retrouvailles, et sont devenus une association de droit commun pour la ville de Lille. Le mérite de leurs actions a également été récompensés par un prix de la Fondation de France pour le même programme que celui du faubourg de Béthune.

Les jardins communautaires de Lille couvrent en moyenne une parcelle de 1 000 m² : le jardin des Retrouvailles couvre 930 m², les Maguettes environ 650 m² et celui de Wazemmes atteint 1 100 m². une réussite donc dans l'appropriation de l'espace qui se veut toujours plus grande. Aucun de ces trois jardins ne se ressemblent, leur aménagement étant non seulement fonction d'une concertation

⁵⁰ Pour rappel, l'association des jardins néanmoins clôturés.

entre les participants locaux aux jardins mais finalement on s'aperçoit que les attentes de ces quartiers ne sont pas les mêmes. Le jardin des Retrouvailles est par exemple investi en son centre d'une sorte de place centrale qui crée la fusion au sein du jardin (auparavant une scène et aujourd'hui depuis l'été d'un vaste préau en dur) et est caractérisé par une marre. Le jardin des Maguettes se présente lui plus sous la forme d'une mini-forêt tellement la parcelle est boisée (à la fois par de grands arbres assez âgés et des plantations nouvelles) et le jardin de Wazemmes en cours d'élaboration (car les participants occupaient jusqu'à récemment le jardin en toute illégalité) semblent se diriger vers une affection plus large de parcelles jardinées. **Les jardins communautaires se distinguent aussi par leur localisation spatiale différente** : tous sont en cœur d'îlots mais les Retrouvailles est localisé à proximité d'un quartier d'habitat semi-collectif et semi-individuel comme celui de Wazemmes tandis que les Maguettes est inséré dans un quartier d'habitat individuel ouvrier type maisons de courées.

2) Le cas de Roubaix

Les jardins familiaux sont également présents à Roubaix depuis plusieurs décennies liés aux nombreuses manufactures de textile. En 1981 les jardins familiaux étaient aussi nombreux que sur la commune de Lille, répartis sur 5 sites au Sud-Est et Sud-Ouest de la commune. Après la disparition des derniers jardins familiaux vers 1985, les jardins familiaux sont réapparus au début des années 1990 à l'initiative de la municipalité.

Aujourd'hui les jardins collectifs de Roubaix ont la particularité d'avoir investi le tissu urbain en s'installant au cœur de la trame bâtie, sur l'ensemble du périmètre communal. Chaque quartier presque, possède ainsi son jardin qu'il soit familial (au nombre de 11), en pied d'immeuble (un seul) ou communautaire (un seul également) (voir carte page suivante).

- **Les jardins familiaux**

Les jardins familiaux sont dans la majorité des cas **localisés au niveau d'anciennes courées de maisons démolies ou au cœur d'un îlot d'habitations** où un espace a été laissé vierge de toute construction. Leur taille est de ce fait plus restreinte qu'à l'habitude avec des parcelles d'environ 50 à 100 m² et dont le nombre est très variable, fonction de la surface libérée et/ou disponible en cœur d'îlot. Le nombre moyen de parcelles se situe entre une dizaine et une quinzaine de jardins : Conférence (n°8) 13 jardins familiaux, Récollets (n°7) 15 et Fondateurs (n°6) 13 jardins. Les sites de Chaussée n°5 et Denain n°12 concentrent les plus faibles nombres de parcelles avec respectivement 7 et 9 jardins. Les tailles de parcelles varient ainsi entre 750 m² et 1 500 m² pour les plus grands jardins familiaux : le vivier (n°2) présente une surface de 750 m², les jardins de Rome (n°4) 1 000 m², Brondeloire (n°1) 1 100 m² et la Conférence (n°8), présente la plus grande surface avec 1 680 m². Un site constitue un cas exceptionnel, celui des jardins du bord du canal site n°13 qui concentrent 40 parcelles sur un espace de 1 758 m². Mais il faut préciser que ces jardins ne répondent pas aux mêmes logiques de localisation, situés le long d'une voie de communication : le canal et associés à un parc qui forme une coulée verte. **Ces jardins se différencient aussi des jardins familiaux en général sur le plan de leur aménagement qui est prévu de façon minimale avec un seul abri collectif de rangement du matériel.** En effet, les parcelles étant déjà très restreintes, leur surface ne permet pas d'y installer un abri ou un cabanon. La municipalité a également envisagé cette solution en considérant inutile des abris individuels en sachant que les jardiniers sont des habitants du quartier et qu'ils peuvent aisément ramener leurs outils suivant les besoins.

LOCALISATION SPATIALE DES JARDINS COLLECTIFS À ROUBAIX



Légende

- Jardins familiaux
- Jardins en pied d'immeuble
- ▲ Jardins communautaires

-  Voie urbaine périphérique
-  Voie ferrée

source: base de données Agence d'Urbanisme de Lille et relevé étudiants 1981

réalisation personnelle

Ce système a enfin pour but de réserver obligatoirement un espace collectif (de la taille d'une parcelle de jardinage) pour chaque site par le biais d'un abri de rangement et de créer ainsi un espace central collectif qui a l'occasion peut être fréquenté par les autres membres de la famille comme un simple jardin. Pour une homogénéité dans la politique jardin, la municipalité a fait le choix d'aménager à l'identique tous les jardins familiaux par un abri de bois type chalet et des clôtures en croisillons de bois de 1 m pour délimiter les parcelles. Chaque jardin est fermé à clé par une porte centrale dont la clé est distribuée à tous les jardiniers. Cette porte conçue dans un matériau d'acier mais ajouré laisse entrevoir les jardins par les passants tout comme la clôture extérieure réalisée par du grillage. Mis à part le cas des jardins du bord du canal, les jardins familiaux de Roubaix **présentent la caractéristique de ne pas être affiliés à des associations de jardinage** car ils émanent d'une volonté purement municipale non seulement d'investir des délaissés urbains mais aussi de faciliter la réinsertion des personnes en difficultés des quartiers. À ce titre la ville a chargé notamment les comités de quartier de la gestion des sites : ceux du Pile, Moulin-Potennerie, du Cul du four et du Fresnoy ou les centres sociaux comme celui de l'Alma.

- Le jardin en pied d'immeuble

Un jardin en pied d'immeuble est présent sur Roubaix, localisé au niveau de l'immeuble collectif de Condé dans le quartier du Pile. Ces jardins présentent la particularité d'avoir été réalisés à l'initiative du bailleur social, Logicil. Au pied de l'immeuble, peu élevé (de R+5) une vaste pelouse non affectée a suscité une demande de la part de quelques locataires pour y faire des jardins. Suite à cette demande l'opérateur, propriétaire des terrains, a engagé une réflexion avec l'ensemble des habitants pour déterminer l'affectation de cette parcelle en y voyant un moyen d'améliorer la qualité urbaine de l'immeuble et d'éviter sa dégradation. C'est ainsi que 14 parcelles ont été réalisées sur un ensemble assez vaste, de 1 758 m² soit une taille de parcelle individuelle de 125 m². Les clôtures entre parcelles y sont basses à l'image de la définition d'un jardin en pied d'immeuble. Plusieurs abris sont disposés en limite de la parcelle contre un mur, partagés par plusieurs jardiniers pour faciliter le rangement des outils mais sans surcharger les jardins de constructions. La moitié des locataires de l'immeuble ont ainsi vue sur les jardins et **l'immeuble a pris des allures de résidence** : l'ensemble du site a été encerclé par une clôture haute avec un portail d'accès central. Il semble que depuis les habitants se soient réappropriés leur lieu de résidence en percevant une nouvelle image de leur résidence.

- Le jardin communautaire

Un jardin communautaire est implanté au niveau du quartier du Fresnoy-Mackellerie, site n°3. Il fonctionne comme un jardin dit communautaire : la parcelle de 1 490 m² est utilisée à des vocations multiples. Mais à l'image des jardins communautaires de Lille, le jardin de l'Ouest est plus largement voué à la culture, des serres sont même disposées. Le reste de la parcelle est une pelouse à ce jour encore non affectée car ce jardin créé en 1997 a connu des difficultés de mise en place. Il semble que depuis 2002, la dynamique soit relancée par une nouvelle association. Cependant l'on peut regretter que le jardin communautaire ne se soit pas affilié à l'association des AJONC qui permettrait d'assister et d'apporter une aide dans la mise en place de projets. Les AJONC ne verrait pas cette alliance « d'un mauvais œil, au contraire » et relancent actuellement les débats sur le sujet.

*Le nombre total de jardins collectifs s'assimile au cas de Lille sauf que **des différences dans les formes de jardins apparaissent pour chaque type de jardin collectif**. Les jardins familiaux sont*

en plus grand nombre mais pour des surfaces et des tailles de jardins plus petites. Les jardins familiaux se distinguent aussi véritablement par **une réalisation et une gestion originale**.

Le jardin en pied d'immeuble de Roubaix présente lui, des surfaces de parcelles plus importantes qu'à Lille. Une démarche pour le jardin en pied d'immeuble qui est similaire mais non identique : la **volonté d'insertion est plus forte à Lille, sous-jacente sur le site de Condé**. Mais cette volonté d'insertion se retrouve à l'inverse sur les jardins familiaux à Roubaix. Pour comparaison avec Lille, le **jardin communautaire est moins abouti dans son appropriation et sa gestion**. Enfin les jardins collectifs dans leur ensemble présente la particularité d'être tous insérés au sein de la trame urbaine, voire en tissu très dense.

3) Le cas de Tourcoing

L'association des jardins familiaux est très ancienne sur la commune, née en 1903 avec l'action de l'Abbé Marescaux et encore aujourd'hui son importance est de taille. Au regard du relevé établi en 1981, on s'aperçoit de l'importance des jardins familiaux au sein de la commune de Tourcoing. D'après les chiffres de la LNJF et confirmé par ce constat, les jardins familiaux de Tourcoing sont 7 fois moins nombreux qu'au sortir de la 2^{ème} GM. Alors qu'une quarantaine avait déjà disparu en 1981, ils sont encore à cette date un nombre conséquent (environ 35), comparé aux autres agglomérations de la Métropole et en particulier Lille et Roubaix (carte figure en annexe pour ne pas surcharger la carte actuelle, page suivante). Tout d'abord il faut préciser que les jardins collectifs sont **exclusivement représentés à Tourcoing par les jardins familiaux**. Effectivement, aucun jardin dit communautaire ou en pied d'immeuble n'est présent sur le territoire.

Cependant le cas est complexe car les jardins familiaux remplissent à eux seuls l'ensemble des fonctions de ces derniers types de jardins. Leur rôle est donc significatif tant par leur nombre que par leurs actions, qui sont de plus des expériences isolées au sein de la LNJF à laquelle sont fédérés les jardins familiaux de l'association de Tourcoing. Ces jardins familiaux sont localisés à tous les niveaux du tissu urbain, au niveau des voies de communication (sites n°3,4,10,12 et 21) qu'à proximité des habitations (n°2,5,6,8,23, 24,...) ou bien même aux pieds des immeubles (comme le site n°2 par exemple). (d'autres jardins figurent au delà des limites communales mais la raison est que ceux-ci appartiennent à l'association de Tourcoing). Ils se présentent sous une forme de jardinage collectif à l'image des vocations premières des jardins familiaux en général, autant que par des expériences novatrices sur le plan de l'insertion, de l'initiation à la pédagogie, etc. Les jardins de l'Yser (n°2) par exemple, sont répertoriés comme des jardins familiaux, biologiques, d'intégration des handicaps et de lien social, et qui plus est localisé aux pieds d'immeubles. Ils accueillent sur certaines parcelles d'autres jardiniers peu communs par le biais de structures comme le Club bio Jardin, la cellule EUREKA-Loisirs de l'association nationale des paillons blancs (qui œuvre pour les handicapés physiques et mentaux).

Le Club bio consiste à une expérimentation de jardinage biologique, né des envies de chacun de partager ses connaissances, ses savoir-faire et d'échanger dans la convivialité. Son représentant a choisi délibérément de s'installer au sein des parcelles de jardins familiaux traditionnels pour convaincre les autres jardiniers de l'intérêt des bienfaits du bio. Aujourd'hui les adeptes du bio se réunissent régulièrement et participent aux manifestations communales. Le club fonctionne en réseau avec d'autres clubs initiés au niveau national. Le projet actuel du club est la création d'un site Internet qui permettrait de diffuser les outils pédagogiques réalisés sur la thématique suivante : la reconnaissance des différents labels existants, le calendrier des plantations à effectuer...

LOCALISATION SPATIALE DES JARDINS COLLECTIFS À TOURCOING



Légende



Jardins familiaux



Voie urbaine
périphérique



Voie ferrée

source: base de données Agence d'Urbanisme de Lille

réalisation personnelle

Serge Charton, encadrant des personnes handicapées à EUREKA, a choisi lui de développer une action sur les jardins de l'Yser, appelée « Planète-Jardin » qui se décline en trois axes : l'axe planète-accueil, l'axe Planète-Jardin et l'axe planète-jardin plus. Trois groupes de 8 personnes ont ainsi la possibilité de cultiver individuellement une parcelle de jardin selon l'axe planète-jardin. Les jardins de l'Yser reçoivent également des malades (hanidcapés) de l'hôpital de jour de Tourcoing, qui viennent essayer de réapprendre des gestes manuels par une activité en extérieur.

Tous les jardins familiaux ne fonctionnent pas comme l'Yser, il est vrai que la majorité d'entre-eux correspondent au profil type des jardins familiaux néanmoins ces types d'expériences sont des plus remarquables sur l'agglomération et au niveau national. Par rapport aux jardins familiaux de l'agglomération lilloise ils se distinguent également de par leur taille : il n'est pas rare de constater un nombre de parcelles atteignant la centaine comme les jardins du Pont Rompu (n°1). L'association compte ainsi 1 300 jardins répartis sur 30 hectares qui sont gérés uniquement par des bénévoles. De plus, Tourcoing est l'un des rares cas d'associations de jardins familiaux (avec Troyes, St Etienne, Cholet, St Ouen et Toulouse) à avoir accédé très tôt à la propriété foncière même si c'est la règle de la Ligue. Ainsi aucun jardin n'appartient à la ville : la moitié étant la propriété de l'association de Tourcoing et l'autre directement la propriété de la Ligue.

L'association des jardins familiaux de Tourcoing possède donc un rôle remarquable en matière de jardinage collectif qu'elle met en place sous tous les fronts et dont elle obtient ainsi une sorte d'exclusivité. L'association est très active sur le plan de l'insertion, au point que la mairie s'y intéresse. La municipalité a accepté d'employer un travailleur social pour opérer sur les jardins familiaux comme le lui avait demandé le président de l'association à l'époque, Gérard Lefèvre : « Nous n'étions pas prêts à affronter des cas sociaux trop durs pour nous : le chômage, épouvantable ici, la boisson, la drogue... ». La mairie prévoit de donner à l'association un nouveau terrain pour un projet de réinsertion qu'elle monte avec un centre social, Béthel-Formation. Il est ici question « d'accueillir, des exclus et d'essayer de les réadapter à la vie sociale et professionnelle par le biais du jardinage ». Ce sont donc des expériences des plus diverses qui cohabitent sur les jardins familiaux.

Avec l'étude comparative des cas de Lille, Roubaix et Tourcoing, on peut noter dans un premier temps combien les jardins familiaux ont perdu de leur archaïsme en œuvrant de plus en plus aujourd'hui sur les plans de l'insertion et de la mixité sociale sur les jardins. De même une évolution se fait sentir dans leurs formes et affectations plus appropriées au contexte voulu : réduction de la taille des parcelles à Roubaix par exemple. Cette évolution sensible est certainement liée au contexte actuel de la société qui rend obligatoire la prise en compte de ces champs d'investigations. Pour le cas exceptionnel de Tourcoing, une des explications possibles réside dans le fait que les jardins familiaux jouent le rôle des jardins en pied d'immeuble ou des jardins communautaires que l'on retrouve à Lille ou Roubaix. Chaque commune se présente donc au premier abord comme un cas spécifique mais au fond les jardins collectifs œuvrent tous dans le même sens et forment une complémentarité. Nous avons pu constater qu'à chaque type de jardin collectif ne correspondait pas une localisation qui lui était propre, celle-ci étant fonction du contexte historique, de la volonté municipale, du tissu urbain, du tissu d'habitats et d'habitants. Finalement le plus essentiel ne doit pas résider dans la forme ou le type de jardin en lui même mais bien dans les valeurs intrinsèques qu'il est susceptible de présenter pour une réponse aux enjeux urbains des plus productives.

B. Amélioration du cadre de vie

1. Les jardins collectifs, des espaces fonctionnels assimilés aux espaces publics

✓ Une volonté participative des habitants d'améliorer leur cadre de vie

À la question pourquoi fréquentez vous les jardins, nombreux sont ceux qui répondent sans hésitation en premier lieu par passion pour le jardinage et ces même personnes, plus d'autres ajoutent que c'est par besoin d'être en lien avec la nature. « Je suis mieux sur mon jardin, qu'enfermer chez moi et puis la terre c'est sacré ».

Les jardins collectifs et lorsque c'est le cas l'activité de jardinage, sont un moyen d'entretenir le paysage. La nature est valorisée et entretenue par le biais des plantations qui y sont disposées. Du point de vue paysager on constate une volonté marquée dans les jardins familiaux d'ornementer les jardins d'espèces florales et arbustives, que ce soit au niveau de la parcelle ou en limite. Sur les jardins familiaux 26 % sont traités par une haie arbustive comme clôture, 34 % sont fleuris et 15 % possèdent des pelouses. À Tourcoing sur le jardin de l'Yser, une personne cultive même que des fleurs, c'est dire l'aspect paysager que cela confère au groupe de jardins. Les cultures en elles-mêmes sont de véritables « aménagements » pour le paysage. Le mélange des types de cultures, des couleurs qui se jouxtent, des plantations basses ou hautes créent « une symphonie de variétés de formes de couleurs ». La diversité des origines culturelles des jardiniers concourt à des formes de jardins très particuliers fonction des traditions locales : les maghrébins plantent beaucoup de choux, de menthe qui sont des plantations assez hautes, les asiatiques vont organiser leur jardin en pratiquant de petit carré de plantations alors que le jardin à l'occidentale se cultive en rangée, « en rang d'oignons ». Se côtoient ainsi diverses pratiques de jardinage qui agrémentent la nature, le paysage local. L'expression amusante qu'utilisent les jardiniers traduit cette symbolique « dis-moi ce que tu jardines, je te dirai qui tu es ».

À Tourcoing, toujours sur le jardin de l'Yser le site a été aménagé dans un semblant de cadre campagnard alors que situé aux pieds d'immeubles en plein cœur urbain. Un chalet de bois sert d'accueil et en arrière du terrain, une pelouse centrale constitue le lieu festif de réunions, le jardin d'enfants. Une passerelle traverse même le ruisseau, une mini-fontaine à l'ancienne a été disposée. Et enfin l'esprit de campagne est finalisé par la présence d'animaux de basse-cour (poules, coqs, faisans, pintades...). Un espace assez particulier et dont l'aménagement s'est voulu par les jardiniers eux-mêmes « un environnement qui contribue à nous faire oublier la ville, à nous transporter ailleurs, dans un autre lieu ». Mais sur bien d'autres jardins, l'expression « ici on est à la campagne » est récurrente.

Certaines personnes, qui pourtant ont vue sur les jardins collectifs ou qui habitent à proximité, ne s'y intéressent pas ou ne se les approprient pas. Néanmoins rien que le fait de passer sa tête par la fenêtre par exemple pour regarder les jardins par curiosité, ou le fait d'apprécier en bas de chez soi il y ait un jardin plutôt qu'une friche ou un îlot insalubre ; sont des plus plaisants et constituent déjà une marque d'appropriation de son cadre de vie. Il reste ensuite tout à chacun de mesurer le degrés

d'implication qu'il souhaite mener dans son cadre de vie. L'important c'est que les jardins collectifs donnent les moyens de cette appropriation.

✓ Une participation à la vie locale et sociale

Selon l'enquête de la LNJF dans le département du Nord, la motivation de rencontrer d'autres jardiniers et celle de venir avec leurs enfants n'arrivent qu'en quatrième (et dernière place) parmi les quatre propositions à propos de la motivation des jardiniers. La situation est identique à celle de 1993 lors de l'enquête nationale, pour autant par cette dernière place il ne faut pas voir là un désintérêt complet de la part des jardiniers de venir retrouver des amis, bien au contraire. Ces enquêtes successives nous permettent déjà de considérer que le souci de venir au jardin pour rencontrer d'autres publics, comme moyen d'établir des relations sociales est présent depuis une dizaine d'années. Quant à cette évolution stable on peut se poser la question de la fiabilité des dernières enquêtes, d'autant qu'elles n'ont pas été adressées aux jardiniers eux-mêmes mais aux gestionnaires de jardins. En effet, d'après mes enquêtes personnelles j'ai pu constater dans les propos des jardiniers et de façon très récurrente l'association de l'activité du jardinage comme motivation première avec un intérêt marqué pour les relations sociales qu'elles procurent. Ces relations les jardiniers les envisagent d'abord au niveau de leurs amis proches. Sur les jardins familiaux, bon nombre de jardiniers sont des retraités ou des personnes en pré-retraite qui, ne se rendant plus à un travail de façon journalière et éprouvent ainsi le besoin de voir des gens la journée, de sortir de chez eux et qui plus est d'aller voir le groupe d'amis qu'ils se sont constitués et qui comme eux ont la même passion : le jardinage. « Certaines de leurs épouses sont mêmes désolées de les voir passer autant de temps avec leurs amis jardiniers plutôt qu'à la maison ».

Leur première motivation énoncée au cours des entretiens est de façon évidente le jardinage mais ils ne nient pas moins que leur venue sur le jardin est motivé par les relations sociales qu'il procure. Mais ce n'est pas le statut de retraité qui conditionne cette motivation aux relations sociales. Les personnes actives elles aussi apprécient à se retrouver sur les jardins après leurs journées de travail pour se détendre et oublier leurs journées en abordant d'autres sujets de conversations. Malgré leurs journées épuisantes, de nombreux actifs se plaisent à se retrouver quotidiennement sur les jardins « pour oublier leurs tracasseries habituelles ». D'ailleurs en période estivale « les discussions avec les copains ont tendance à s'éterniser autour d'un verre jusqu'à la tombée de la nuit ».

Le fonctionnement même des jardins collectifs incite à la multiplication des relations sociales entre jardiniers ou participant au jardin. L'enquête indique que 10 % des jardins familiaux possède un local collectif, 6 % possède une aire de jeux pour enfants et 10% ont une aire de détente (type jeu de boules par exemple). Sur les jardins de l'Yser à Tourcoing, dans le cadre de l'agrandissement du site par l'ajout d'un terrain à proximité, une vaste pelouse centrale n'a volontairement pas été vouée à des divisions parcellaire pour en faire un lieu collectif de détente. « Les parties de boules sont incontournables avec l'arrivée des beaux jours », beaucoup de jardins à Tourcoing possèdent des allées larges, recouvertes de graviers, matériau qui favorisent la pratique de ce loisir. Et quand ce n'est pas le cas, « il y a toujours des moyens pour trouver un espace adéquat » sur le site. Certains jardiniers n'hésitent pas à s'arrêter de jardiner pour venir se détendre à jouer avec « les collègues » et d'autres affirment venir parfois au jardin « simplement pour dire bonjour ou pourquoi pas jouer avec les camarades ».

De fait, les jardins communautaires eux vont participer à la dynamique sociale même si l'objectif primé est celui de l'aménagement d'un délaissé urbain. Cette situation induit alors des relations humaines qui sont d'autant plus valorisantes qu'elles sont sous-jacentes. En effet, lorsqu'un jardin affiche sa vocation première comme l'insertion, une partie du public concerné peut être repoussé par le fait qu'il a honte de montrer aux autres son besoin d'être aidé pour créer des relations sociales, amicales... Dans un jardin d'insertion, la personne présentera plus le sentiment d'être en situation d'exclusion ou ne tiendra pas à rencontrer des gens en situation semblable, « d'aller voir d'autres gens à problèmes ».

Finalement le fait que les jardins communautaires ne s'affichent pas comme tels, contribue à ne pas sectoriser ni à exclure certains publics. Les relations sociales sont alors beaucoup plus développées et émanent naturellement des volontés personnelles car le public ne se sent pas contraint à aucune obligation et par un jeu d'entraînement, grâce également aux activités réalisées, « chacun s'initie dans la vie de l'autre, dans sa vie de jardinier ». Cette citation évoquée par un animateur traduit le fait que sur les jardins, la personne est considérée dans sa fonction sur le jardin et non pas ce qu'elle est ou ce qu'elle fait dans sa vie courante. Son aide, ses conseils, ses pratiques et sa bonne humeur en font une personne qui est vue pour ces qualités et de-là par interrelations des faits et gestes, naissent des relations amicales. On pourrait par exemple citer dans le type de conversation entre « jardiniers » : l'inquiétude qui apparaît lorsque une personne habituée s'absente du jardin pendant quelques temps sans en donner la raison. La communauté s'inquiète alors de prendre des nouvelles « en espérant qu'il n'est pas tombé malade ou qu'il ne lui pas arrivé quelque chose ». Certaines relations franchissent les limites des jardins mais dans l'ensemble le fait que des relations sûres puissent s'établir sur ce lieu sont un constat majeur.

La vie locale s'est aussi prendre le temps de discuter de « tout et de rien, il est reposant de s'arrêter sur les jardins et de partager les points de vue de chacun, mais pas seulement de la vie sur les jardins, de la vie du quartier, les projets de la ville pour notre quartier... ». Le jardin est un lieu en soi où toutes les discussions sont possibles et d'autant plus qu'elles sont rendues possibles pendant la pratique de l'activité. Les fêtes et les festivals, organisés notamment par les AJONC, sont un moyen de réunir les quartiers et de faire émerger les volontés ou les idées quant à l'avenir du quartier, de la ville. Le projet municipal de fermer par exemple les Halles de Wazemmes à Lille pour les vouer à un espace cinématographique, a suscité la mobilisation des habitants de Wazemmes et de ceux de Moulins, qui pourtant sont plus éloignés du site et dont l'avis n'a pu être soulevé en comité de quartier de Wazemmes. Cette importante mobilisation a été rendue possible par une fusion des jardiniers des retrouvailles (Moulins) et de ceux de Wazemmes, déjà bien organisés en association (qui plus est très militante pour son cadre de vie), se sont battus pour transmettre leur opposition en encourageant les autres quartiers à en faire de même. Dans le sens du partage, le jardin des Retrouvailles organise par exemple des pique-niques hebdomadaires ouverts à tous chaque mardi. Dans un esprit convivial chacun ramène son repas et bien souvent un petit quelque chose pour l'autre, en mode de dégustation ou de partage, sans que cela soit une obligation. Ces actions volontaires et délibérées démontrent qu'à partir d'un minimum de propositions d'actions ou d'incitations, les gens sont capables d'initiatives et d'engrener la dynamique.

✓ Une mixité sociale du public

Contrairement aux idées reçues, les tranches d'âges sur les jardins familiaux ne sont pas représentées que par des personnes retraitées ou âgées les actifs sont tout autant représentés. **Plus encore sur les jardins familiaux de Roubaix ou les jardins communautaires les plus**

jeunes sont nombreux, avec une moyenne d'âge constatée qui se situe aux environs de la trentaine et de la quarantaine. De très jeunes adolescents d'une quinzaine d'années viennent parfois aider le père (situation rencontrée à Bazinghien et à la Poterne) et côtoient ainsi des personnes nettement plus âgées de 70 à 90 ans qui cultivent encore leur jardin (« c'est dire l'importance du jardin pour garder la forme »). Des personnes d'un certain âge qui jardinent sur les jardins familiaux depuis 20 ans ou voir plus (comme c'est le cas à la Citadelle, à la Poterne et à Tourcoing), sont ainsi mélangés avec des jeunes d'une quarantaine d'années ou des plus jeunes encore, mais une bonne entente parvient à se créer. Sur les jardins communautaires des Retrouvailles et des Maguettes certains adolescents et jeunes d'une vingtaine d'années se plaisent à participer aux activités du jardin mais dont la fréquentation est plus irrégulière. Le mélange de ces classes d'âges amène à une **mixité générationnelle** plus ou moins accentuée selon les cas. En effet, les chiffres départementaux affichant 53 % pour les 35-60 ans contre 38 % pour les + de 60 ans, seuls les moins de 35 ans sont un peu moins nombreux avec seulement 9 %.

De même, les femmes sont plus nombreuses que l'on ne le croit à pratiquer le jardinage : elles sont 3 à 4 sur les jardins de Bazinghien et deux à la Poterne par exemple. À Bazinghien, c'est même une femme qui sert de « meneuse » dans la gestion et l'aménagement du site. Elle sait faire respecter les règles du savoir-vivre et du savoir-faire en communauté. Pourtant cette dernière ne cherche aucunement à tenir le rôle de responsable mais dans les faits, ses paroles et gestes incitent au respect et sont suivis par les autres jardiniers. Le poids de la population masculine et féminine **n'est certes pas équilibré c'est vrai, les hommes occupent** encore une grande place, voire 90 % dans la pratique du jardinage. « Mais il faut dire que retourner la terre en autres, est un travail difficile et ce sont ces gros travaux qui nous repoussent à prendre une parcelle de peur de ne pas réussir à maîtriser ces travaux, si non rien ne nous empêche à nous initier au jardinage, ce n'est pas la volonté qui manque ». C'est d'ailleurs certainement pour cette raison que les femmes sont en bien plus grand nombre sur les jardins communautaires où là, les femmes sont aussi nombreuses que les hommes. La mixité féminine et masculine prend donc de plus en plus le pas.

La **mixité** se ressent également au niveau du **public** : le public des jardiniers est d'origine diverse. Lorsqu'il est actif, tous les milieux professionnels et les statuts sont dans l'ensemble représentés : de l'ouvrier au fonctionnaire par exemple (les cadres, il est vrai sont beaucoup plus rares). Le jardinier est aussi souvent inactif : retraité ou chômeur, Rmiste (cas sur les jardins familiaux de Roubaix). Des jardiniers qui peuvent être très différents : « puristes dans l'âme » ou amateurs qui ne sont que de passage pour une année ou deux, personnes en insertion, simplement habitant du quartier, personnes handicapées ou convalescents. Il ne faut pas négliger non toutes les autres personnes extérieures à la vie du jardin qui sont amenées à le fréquenter : curieux, visiteurs extérieurs, enfants, gens du quartier, promeneurs sans oublier ceux qui soutiennent de près ou de loin des actions quand ils y voient un intérêt particulier, lors de festivals par exemple les AJONCS reçoivent le soutien d'habitants ou des associations de quartier. Lors d'activités exceptionnelles, en Août par exemple lors de la projection de films en plein-air sur le jardin, les voisins qui ne fréquentent pas habituellement le jardin sont venus, avec leur enfants, des amis, de la famille (au total ce sont 50 personnes qui se sont retrouvées sur le jardin des Retrouvailles, une réussite).

Mixité du public qui se poursuit dans la **mixité des langues et des cultures**. Sur les jardins en pied d'immeuble du faubourg de Béthune, les jardiniers sont en majorité des maghrébins de 1^{ère} génération ne parlant pas du tout le français. Il a fallu apprendre à les connaître et à les comprendre par leurs gestes et en associant un traducteur, l'animateur choisi pour ses qualités de bilingue. Les

origines culturelles sont multiples : Europe de l'Est, beaucoup de polonais voire de Russie (un jardinier de la Citadelle est russe), Afrique du Nord et Maghreb en particulier mais aussi de nombreux portugais et des asiatiques (comme à l'Yser). Les immigrés sont très nombreux dans les jardins familiaux car ils présentent un attachement particulier à la terre lié à leurs traditions.

Une mixité des plus complètes où le mélange des populations et des intérêts permet de sensibiliser et d'entraîner plus facilement d'autres personnes dans le projet initié.

✓ L'échange

Comme nous venons de l'évoquer l'échange est favorisé par la mixité du public et par l'organisation des jardins. Sur de nombreux jardins familiaux, sur les jardins en pied d'immeuble et sur les jardins communautaires, les abris sont collectifs et l'entrepôt d'outils est rendu accessible « à son voisin ». Les jardiniers partagent donc les outils de la communauté ou leurs effets personnels à leurs voisins. Ils n'hésitent pas non plus à échanger des conseils ou des bons procédés pour la mise en culture ou la pousse des fruits et légumes. Sur les jardins familiaux, les personnes très âgées qui ont du mal à bêcher se voient aider par leur confrère qui sans qu'on leur demande, retourne le terrain « j'ai été assez surpris en arrivant le matin de voir mon terrain retourné, je n'ai pas cherché à savoir qui c'était, le plus important c'est le geste et j'ai remercié l'ensemble des jardiniers ». Chacun apporte les légumes et les méthodes de son pays, des cultures parfois surprenantes attirent l'attention et les jardiniers sont fiers d'échanger quelques mots sur leur potager. L'échange se réalise aussi au niveau des récoltes, à la période des salades ou des choux, les jardiniers s'échangent leurs surplus de production et ainsi goûtent à de nouveaux produits.

✓ Une fréquentation diffuse

D'après les enquêtes, on constate qu'en moyenne un jardinier (sur les jardins familiaux et jardins en pied d'immeuble) **fréquente son jardin 5 jours sur 7** et voire tous les jours en période de floraison, non seulement par plaisir mais aussi « parce qu'un beau jardin ça mérite une attention journalière, en une journée les mauvaises herbes peuvent pousser ». **Sur les jardins communautaires la fréquentation est plus faible** en moyenne que 5 jours hebdomadaires. Tout d'abord, le jardinage étant une activité secondaire, la mise en culture n'impose pas une fréquentation journalière et puis les animations encadrées ont lieu deux fois par semaine, le mercredi et le samedi. En moyenne les plus motivés se rendent donc **3 à 4 fois par semaine sur le jardin communautaire**.

Au niveau du lieu de résidence des jardiniers, les cas de figures sont divers. Sur un jardin communautaire par exemple, le « noyau dur », c'est-à-dire les personnes qui viennent le plus fréquemment sont des habitants à proximité. Un jardin communautaire draine en moyenne une centaine de personnes, divisées entre le nombre de personnes liées à l'association, au noyau d'adhérents actifs, aux adhérents apportant leur soutien, les personnes participant aux actions sans être adhérentes et toutes les personnes de passage qui fréquentent aléatoirement le jardin. Une personne interrogée sur le jardin des Retrouvailles m'a expliqué son enthousiasme à se rendre sur l'ensemble des jardins le week-end et quand il ne peut pas, il prend le temps de le faire à pied (résident à Fives), « c'est mon parcours sportif ». A la fréquentation de proximité s'ajoute donc d'autres intéressés qui parfois ne possèdent pas de jardins communautaires dans leurs quartiers ou qui tout simplement aiment, en tant que membre de l'association des AJONC fréquenter les autres jardins. Au-delà du quartier, la fréquentation est aussi extra communale parfois des communes avoisinantes ou plus éloignées : sur la Poterne des jardiniers viennent de la Madeleine et Hellemmes, sur la Citadelle 4 jardiniers viennent de St André et un de Marcq-en-Baroeul et sur les jardins du Pont Rompu de Tourcoing certains viennent de Roncq. Seuls les jardins en pied

d'immeuble, évidemment subissent une fréquentation exclusivement de l'immeuble à proximité ou du quartier sans aller au-delà. Les jardiniers préfèrent se trouver à proximité de leur jardin pour des raisons de facilité de fréquentation cependant à la question « êtes vous satisfait de la proximité de votre jardin ? », ils répondent aussi qu'ils sont prêts à se déplacer pour pouvoir avoir une parcelle de jardin.

✓ La pérennité des lieux

Globalement ces espaces de jardins collectifs sur les trois communes sont en cours de pérennisation avec l'instauration de convention les liant à la ville lorsqu'ils en occupent les terrains. Les jardins des AJONC ont une Charte depuis 1998 et une convention avec la ville depuis 2000. Les jardins familiaux de Roubaix possèdent une convention assez récente puisque la Mairie a engagé les discussions à ce sujet en Janvier 2002 et les jardins ont signé la convention au printemps. Pour les jardins de Tourcoing la pérennité est forcément assurée, en tant qu'association propriétaire de ses terrains. Pour les jardins en pied d'immeubles, les situations sont plus hétérogènes. Mais que se soit le bailleur social qui soit propriétaire des terrains ou la municipalité par rachat comme c'est le cas à Lille au Faubourg de Béthune, aucune pression foncière ne se fait sentir car de toute évidence les acteurs souhaitent voir subsister ces aménagements, à condition bien sûr que la dynamique fonctionne bien. De même pour les jardins en situation d'illégalité sur la ville de Lille, la municipalité souhaite aujourd'hui les pérenniser et met en place des démarches pour établir des conventions de gestion.

✓ Une lisibilité de l'espace et de son statut

Pour prendre l'exemple du jardin en pied d'immeuble, dans sa conception il invite au respect. Les clôtures basses peuvent être franchies aisément, la porte d'entrée est souvent laissée ouverte, soit l'acte de franchir l'interdit n'est pas ici présent. De plus le fait que cet espace soit aménagé par les habitants eux-mêmes à la Concorde inspire le respect. Bien sûr il arrive qu'il y ait quelques vols de légumes par des jeunes mais le plus important c'est qu'il n'y ait pas de saccages, « et puis ce n'est pas bien méchant et ça reste pour une bonne cause : pour s'alimenter et ce n'est pas de la dégradation gratuite pour embêter le monde ».

Il est vrai que jardins familiaux sont plus réticents à l'ouverture, qui est plus rarement en accès libre, mais ces pratiques remontent aux traditions anciennes. Selon l'enquête départementale 67 % des jardins présente une fermeture permanente, 15 % une ouverture occasionnelle et 18 % sont ouverts librement. Les pratiques semblent donc se modifier progressivement. Il faut préciser qu'il s'agit surtout d'une méfiance de la part des jardiniers et non pas une forme d'exclusion : « la peur des plus jeunes qui viendraient saccager mes légumes ». Le portail d'entrée constitue uniquement une barrière fictive pour « les étrangers » au jardin. Lorsqu'un étranger au jardin passe la porte, il est vrai que celui-ci est tout de suite remarqué et suscite l'attention mais une fois que vous vous présentez et que vous discutez avec eux, ces jardiniers ne sont pas bien méchants. Ils prennent plaisir au contraire à vous présenter leur récolte et à vous exposer le fonctionnement du jardin. Les jardins familiaux ne sont donc pas barricadés, simplement fermés par la forme. Les pratiques sont de toutes façons amenées à se modifier avec les réalisations récentes de jardins familiaux qui privilégient les relations et ouvertures avec l'extérieur comme c'est le cas à Roubaix, dans le parc du Brondeloire. Leur positionnement central dans le parc y rend les jardins forcément visibles quelque soit l'angle où l'on se place. De plus ils sont clôturés par un grillage qui permet en soi un champ de vision maximum. Enfin le parc est aménagé par des escaliers reconstitués qui permettent de surplomber visuellement les jardins et de rendre compte de la vie qui se déroule à l'intérieur. La conception du

parc traduit tout un jeu assez amusant de perspectives visuelles pour les nombreux enfants qui fréquentent le site : « de voir sans être vu, de ne pas se faire voir... ».

Finalement je me suis aperçue que sur le terrain, dans bien des cas, ces barrières ou clôtures génèrent une grande curiosité et c'est à ce moment là, que l'habitant du quartier va s'intéresser à cet espace : il regarde à travers la grille, se questionne, est intimidé et hésite à rentrer, etc. Tous ces effets sont la marque de la naissance d'une curiosité et de l'intérêt porté : « le début bien souvent d'une longue histoire avec le jardin communautaire » par exemple. L'ouverture n'est certainement pas rendue à son maximum sur les jardins collectifs cependant là réside la clé d'un espace public qui remplisse ses fonctions. L'individu puisqu'il a besoin de reconnaissance doit pouvoir conserver un minimum d'intimité : c'est ce que proposent les jardins collectifs sous différentes formes.

Le bon fonctionnement des jardins collectifs est aussi rendu possible par la mise en place dans **70% des cas d'un règlement intérieur**. Celui des AJONC est affiché sur le panneau d'entrée du jardin des Retrouvailles par exemple, les jardiniers de Tourcoing se doivent de le signer lors d'une nouvelle adhésion. La disposition d'un règlement intérieur peut sembler archaïque aux yeux de certains néanmoins leur rôle dans le fonctionnement du jardin est significatif et contribue à préserver une bonne entente entre les jardiniers. On peut se rappeler qu'il n'y a pas encore si longtemps, les parcs et jardins affichaient un règlement intérieur à l'entrée et se trouvaient fermés la nuit, c'est d'ailleurs encore le cas pour les grands parcs.

En conclusion plusieurs échelles de lecture de ces jardins collectifs sont possibles. Du point de vue de l'aménagement urbain, on ne peut que constater qu'ils remplissent des fonctions indéniables de l'espace public. En grande majorité les jardiniers ont répondu dans le questionnaire qu'ils ne fréquentaient pas d'autres espaces publics comme les places. Les jardins collectifs sont ainsi des espaces de transition entre le jardin public, le square et la place publique.

Que l'espace soit de statut public ou privé, peut importe, l'important c'est que dans la ville des « espaces publics » dans leurs usages (critères traduits ci-dessus), soient à la disposition des habitants. L'usage prime en fait sur le statut. La preuve en est que les jardiniers n'hésitent pas s'installer sur des terrains communaux en toute connaissance de cause de violation des droits de propriété. Puis sur un jardin, « l'habitant n'a plus conscience de la nature de cet espace car il se l'approprie et lui crée une âme », un Animateur de l'environnement. Que se soit dans des jardins familiaux affiliés à LNJF, ou sur un jardin en pied d'immeuble ou sur un jardin communautaire, c'est l'utilisation qui en est faite au-delà des considérations de propriétés foncières, qui importe.

Tableau comparatif des caractéristiques des jardins collectifs en milieu urbain, communes confondues

	jardins familiaux	jardins communautaires	jardins en pied d'immeubles
<i>Localisation spatiale</i>	Très aléatoire, selon les opportunités foncières à disposition ou offertes par la collectivité. En périphérie autant qu'en cœur urbain.	Exclusivement au sein de l'espace urbain dense, en cœur d'îlots, courées intérieures,...	Exclusivement en pieds d'immeubles HLM.
<i>Vocation première</i>	Exclusivement la mise en culture, l'idée de production	Animation d'un quartier sur un espace végétalisé. Le jardinage en soi est une activité secondaire.	Traitement d'un espace sans vocation propre à finalité d'insertion sociale.
<i>Statut du sol</i>	Très aléatoire également et au cas par cas. Les deux extrêmes Lille en situation illégale et les jardins de Tourcoing propriété exclusive de l'association. Mais les conventions de gestion se multiplient.	En convention de gestion avec la ville qui apporte son soutien financier lorsque c'est possible.	Terrains en propriété municipale ou en convention de gestion avec le bailleur social.
<i>Mode de gestion</i>	En autonomie-bénévolat avec un règlement intérieur.	Animateur rémunéré par l'association et en autonomie. Règlement.	Animateur rémunéré et en autonomie le reste du temps. Règlement.
<i>Ouverture au public</i>	Majoritairement non.	Semi-ouverture.	Ouverture totale.
<i>Mixité sociale, culturelle et de générations</i>	Oui globalement.	Des plus abouties.	Oui, finalité de l'action.
<i>Participation-fréquentation</i>	Fréquentation presque quotidienne.	Très large sur tous les plans.	lus difficile à mettre en place.

2. Un nouveau type d'espace vert

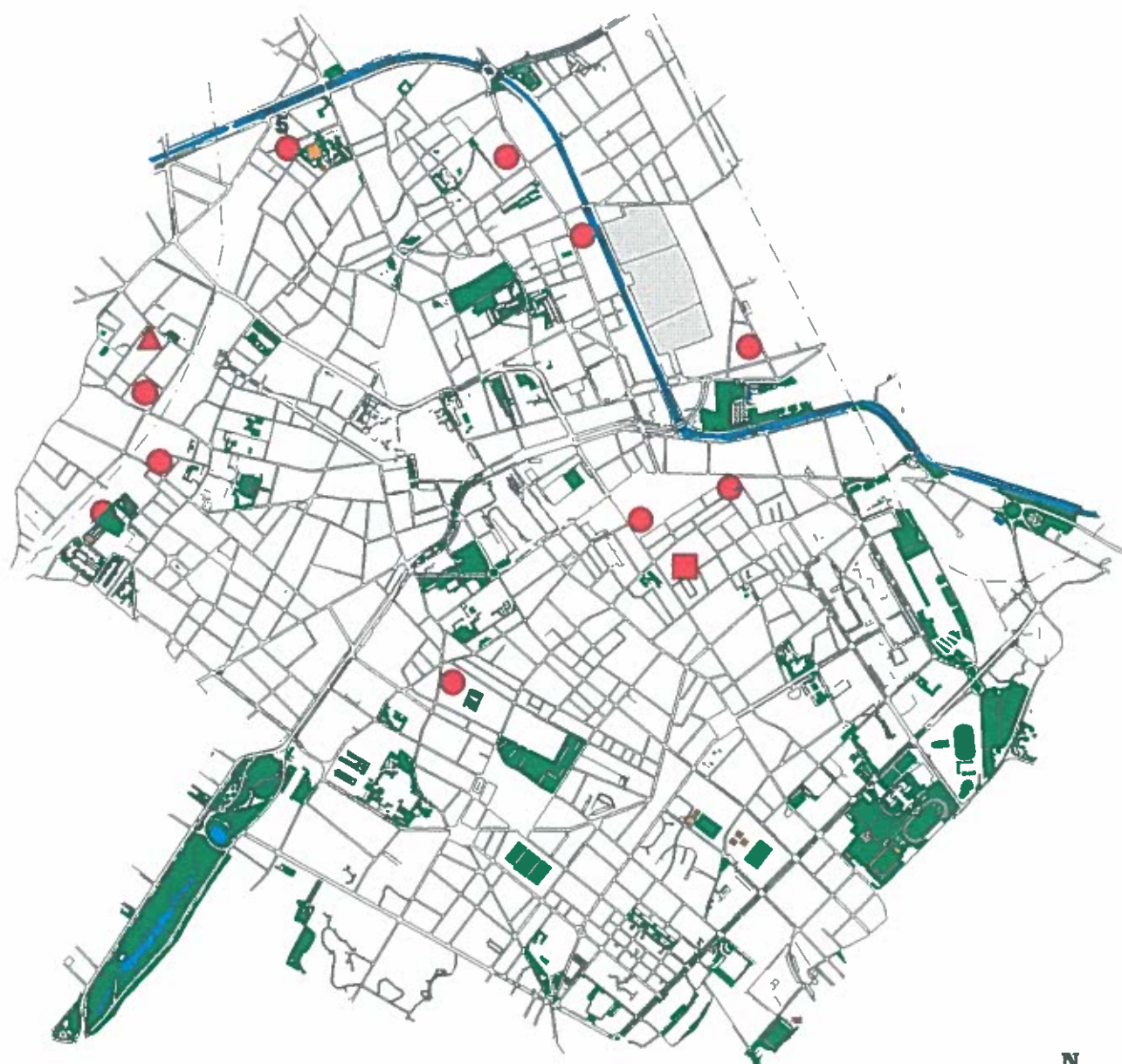
Les jardins collectifs améliorent donc le cadre de vie des habitants et comme nous l'avons vu, un cadre de vie qui devient paysager, ornementé de végétal. Et parce que les jardins collectifs s'apparentent aux espaces publics en présentant bon nombre de valeurs essentielles dans la fonction de l'espace public, les jardins collectifs peuvent être considérés comme des espaces publics verts, soit des espaces verts. De par les fonctions et valeurs sous-jacentes des jardins, on pourrait parler d'espaces verts de proximité, de jardins collectifs d'agrément ou d'espaces verts communautaires.

« La touche verte » évoquée précédemment n'est pas négligeable car elle donne des perspectives visuelles autres à l'habitant du quartier que les façades des bâtiments ou logements. Une note de verdure dans des quartiers d'habitations extrêmement minéraux comme dans les courées à Roubaix ou les cœurs d'îlots à Lille pour les jardins communautaires. Mais de plus en plus on s'aperçoit que les jardins collectifs sont insérés ou servent une politique de trame verte à l'échelle de l'agglomération. Pour le cas de Roubaix par exemple, on voit sur la carte que les jardins collectifs viennent compléter l'essaimage d'espaces verts opéré sur le territoire communal et particulièrement dans les zones où les espaces verts étaient absents (voir page suivante). Grâce aux jardins collectifs, les espaces verts sont bien répartis sur l'ensemble du territoire, profitant à tous les quartiers. La surface totale des jardins collectifs à Roubaix représente 12 500 m², soit 1/10^{ème} de la surface des espaces verts, une proportion satisfaisante et non négligeable au sein des espaces verts.

A Lille, le principe de jardins collectifs comme espaces verts se ressent au niveau de la localisation des jardins au sein de la couronne verte, de la promenade du Maire et du Préfet (voir carte p95). En effet, mis à part les deux jardins communautaires de Moulins et de Wazemmes, tous les autres jardins collectifs sont localisés au niveau de la couronne verte quienser l'agglomération. Les jardins collectifs y font partie intégrante et donc en tant qu'espaces verts. Comparativement à la situation Roubaisienne, il est vrai que la présence d'espaces verts est beaucoup plus restreinte au cœur de l'agglomération (déficit d'espaces verts évoqué en présentation du III). Les jardins collectifs à l'image de Roubaix pourraient donc venir compléter la trame verte de la ville avec la création de jardins communautaires pour compléter la trame en son cœur. Pour Tourcoing le nombre de jardins collectifs ne peut être que valorisant au regard de la situation communale qui présente peu d'espaces verts. Localisés sur les franges communales, ils semblent opérer une ceinture verte assez fermée (voir p96). En tant qu'espaces verts, les jardins collectifs présentent donc l'atout de diversifier la typologie des espaces verts en se constituant complémentaires.

Enfin il ne faut pas négliger les jardins collectifs en tant qu'espaces verts car ils permettent de réaliser des « aménagements verts » à coût réduit : l'aménagement des jardins familiaux à Roubaix est évalué à 91 450 Euro par opération, un coût nettement inférieur à l'aménagement de tout autre espace vert ou parc paysager dont les coûts s'élèvent généralement à plus de 152 450 Euro. Sans oublier que les jardins se présentent comme aménagements dont le coût d'entretien est réduit voire nul puisque ce sont les jardiniers qui les entretiennent.

LES ESPACES RÉCRÉATIFS DE LA VILLE DE ROUBAIX



Légende

- Jardins familiaux
- Jardins en pied d'immeuble
- ▲ Jardins communautaires

Les espaces de loisirs :

- Espaces verts
- Equipements sportifs

- Voie urbaine périphérique
- Voie ferrée

source: base de données Agence d'Urbanisme de Lille

réalisation personnelle

LES ESPACES RÉCRÉATIFS DE LA VILLE DE LILLE



0 330 m

Légende

- Jardins familiaux
- Jardins en pied d'immeuble
- ▲ Jardins communautaires

Les espaces de loisirs :

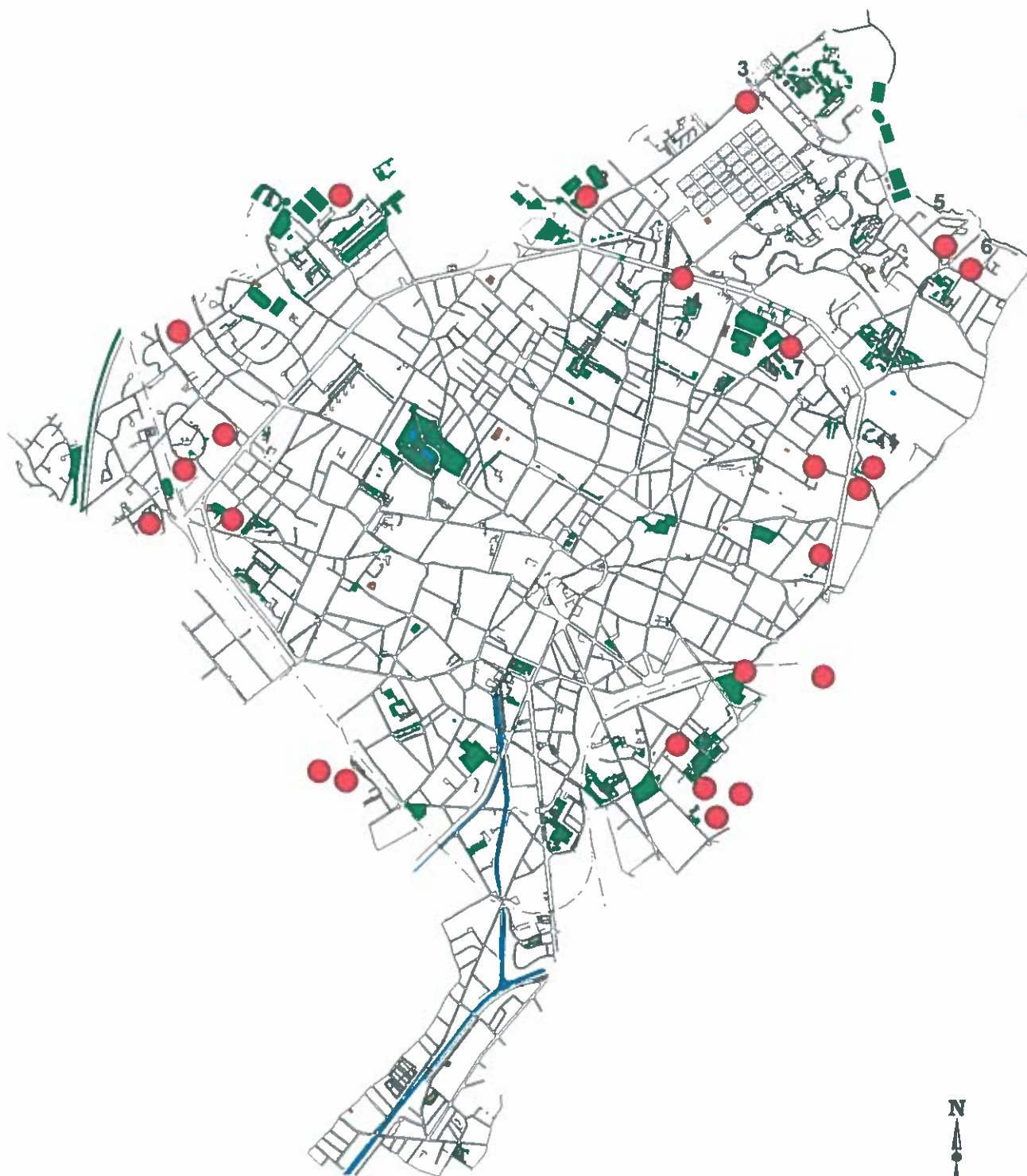
- Espaces verts
- Equipements sportifs

- Voie urbaine périphérique
- Voie ferrée

source: base de données Agence d'Urbanisme de Lille

réalisation personnelle

LES ESPACES RÉCRÉATIFS DE LA VILLE DE TOURCOING



Légende



Jardins familiaux

Les espaces de loisirs :



Espaces verts



Equipements sportifs



Voie urbaine
périphérique



Voie ferrée

0 330 m



source: base de données Agence d'Urbanisme de Lille

réalisation personnelle

3. Les jardins collectifs comme espace de loisirs

Comme on peut le voir sur les cartes précédentes représentant les espaces récréatifs, il arrive souvent que les jardins collectifs soient disposés à proximité d'équipements de loisirs. Un constat qui vient confirmer le fait que les jardins peuvent être considérés comme des équipements de loisirs. En effet, la localisation préférentielle de jardins collectifs à l'initiative de volonté municipale ou créés par le biais d'associations, à proximité ou au sein d'entité de loisirs, n'est pas innocente.

C'est le cas des jardins de la Poterne à Lille dont le réaménagement a véritablement été pensé comme tel avec leur intégration dans la réalisation de « la promenade du maire et du Préfet ». A la poterne, des aires de pique-nique avec des bancs et des jeux pour enfants sont placés en bordure des îlots. Ces installations sont à la fois vouées aux passants, aux promeneurs et aux jardiniers qui peuvent se réunir là en famille. La proximité des ces installations de loisirs montrent également le souci de la municipalité de ne pas sectoriser les jardins familiaux et au contraire de faire bénéficier e cette vue aux promeneurs. Pour la réalisation de cette petite aire de repos la municipalité n'a d'ailleurs pas hésité à empiéter sur les jardins en supprimant 2 à 3 parcelles. Pour Lille le parc de la Deûle et du bois de Boulogne concentrent au total 3 sites de jardins, localisés à proximité du parcours sportif et ainsi rendus visibles pour les promeneurs et les coureurs. Le site des Bois-Blancs à Lille se situe face à un vaste espace vert de loisirs : la plaine de jeux des vachers qui occupe 32 000 m² d'aire de jeux et de repos. Les jardins de Bazinghien eux aussi sont localisés à proximité d'une entité multi-sportive avec terrains de football, de tennis et de basket.

À Roubaix, c'est notamment le cas pour les jardins du parc du Brondeloire (n°1) et de la Chaussée (n°5). Le parc du Brondeloire à Roubaix s'inscrit dans le même optique de lier un espace de promenade et les jardins familiaux. Commencé en 1997 il va d'ailleurs être agrandi prochainement laissant une plus large place aux jardins familiaux. Les jardins à thèmes du canal de Roubaix, canal qui devient urbain et planté, aménagé en espace public, offre sur ses 17 km de promenade des jardins. Dans d'autres cas les jardins familiaux n'ont pas été pensés dans ce sens néanmoins leur proximité avec des parcs de loisirs ou des équipements sportifs est visible : c'est le cas à Tourcoing des jardins du Pont Rompu n°1.

Avec le développement du temps de repos hebdomadaire, la demande en loisirs peut donc être satisfaite par les jardins collectifs comme une activité de loisirs régulière, qui peut être pratiquée en bas de chez soi ou pourquoi pas sur le lieu où l'on fait du sport habituellement. Ce qui permet de concentrer les déplacements : toutes les activités sont rassemblées en un même lieu. De plus les jardins collectifs constituent un accès aux loisirs pour tous, c'est-à-dire sans barrière financière pour sa pratique : l'adhésion annuelle correspond à de faibles sommes qui n'excèdent pas les 40 Euro, St André 10 E, à la Poterne 30 Euros, jardin communautaire 8 E environ.

Le jardin communautaire dans sa forme et dans ses vocation constitue lui, évidemment un espace de loisirs, **c'est le jardin collectif qui apparaît comme le plus abouti dans cette fonction**. Il peut recevoir du jardinage comme la projection de films (des séances ont eu lieues sur le jardin des Retrouvailles courant Août). Un programme d'activités⁵¹ est proposé aux adhérents qui leur est

⁵¹ Exemple de calendrier en annexe.

transmis par courrier. Ce programme est assez large et offre des activités dans des domaines variés comme des rencontres débats, des rendez-vous festifs comme le festival de la soupe (élaborée à partir des légumes des jardins), associés à d'autres événements comme la fête de la musique ou la journée sans voiture ou des sorties comme à Chaumont sur Loire pour le festival des jardins. Le jardin communautaire crée donc des synergies et des animations extra jardin. De plus ces activités de loisirs s'opèrent non seulement entre le réseau de jardins communautaires, (avec des rencontres jumelées avec les jardins de Fives, de Moulins et de Wazemmes), et en ouverture avec le public extérieur. Ces événements ou rencontre sont d'ailleurs un bon moyen pour faire connaître l'association. Un reportage de la chaîne France 3 au niveau local a d'ailleurs présenté dans sa rubrique d'activités de loisirs pour les congés⁵² les jardins communautaires de Lille. Ils sont donc présentés comme des espaces de loisirs à part entière...

Les jardins collectifs sont donc généralement localisés dans un espace de loisirs et avec les jardins communautaires la transition est flagrante : les loisirs sont directement insérés sur le jardin. De plus l'aménagement du jardin communautaire modifiable et interchangeable, permet de réaliser un espace de loisirs qui ne soit pas figé et qui puisse être modifié aux grès des envies et de ses participants.

La Multiplicité de localisations, d'utilisations et les types de jardins collectifs représentés offrent sur l'agglomération un large panel de « loisirs verts ».

C. Les jardins collectifs participent au développement durable.

Dans un premier temps, les jardins collectifs participent à la durabilité de la ville en opérant une démarche intégrée dans le développement équilibré du point de vue économique, social et environnemental comme nous avons pu le voir au travers des multiples expériences évoquées et de leurs impacts dans des domaines très variés. Le partage, la création de liens sociaux, la mixité sociale, la valorisation de l'espace urbain et de ses friches, l'ornementation des espaces verts, etc, sont autant de fonctions qui ont été révélées. En terme de développement durable bon nombre de ces fonctions se présentent comme cruciales, il s'agit alors de les reclasser par thématiques d'actions. Dans cette optique les 21 champs indiqués dans les Agendas 21 semblent à même d'éclaircir la participation des jardins collectifs dans le développement durable. On peut s'apercevoir à cette occasion que les fonctions essentielles à l'espace public s'intègrent aux champs plus larges du développement durable. Rappel des 21 thématiques de durabilité :

1. Promouvoir le relais des générations

Ce champs a largement été abordé dans l'analyse du public et de sa mixité sur les jardins collectifs. La gestion pour les générations futures se traduit notamment sur les jardins collectifs par des actions pédagogiques remarquables : le jardin des Retrouvailles a reçu en 200, 10 visites pédagogiques de classes écoles du quartier pour sensibiliser les plus jeunes et un partenariat d'activité de jardinage avec l'école Jules Ferry et le collège Jean Macé. Le jardin de l'Yser lui aussi mène cette action avec les classes écoles de la ville. Argument⁵³ n°6 évoqué par le Jardin dans

⁵² Reportage réalisé sur le jardin des Retrouvailles, diffusé le 13 Août 2002.

⁵³ Argumentaire, 8 bonnes raisons de privilégier les jardins dans l'action publique, Le Jardin dans Tous ses États fin 2001, 8 p.

Tous ses États « et votre cadeau pour les générations futures ? Voilà une idée toute simple et « terre à terre » de laisser un présent de nos plus belles années ! Qui n'a pas de souvenir des odeurs, de caresses ou de picotements de plantes dans le jardin de papa et maman ou des grands-parents. C'est l'approche de la vie qui rampe, vole, gratte, pique, prend couleur... Un éveil des sens et de la curiosité, qui permet à nos enfants d'appréhender le monde vivant. Les plus jeunes générations ont le droit d'en faire l'espérance. Le nez dans les plantes aromatiques, dans une ville qui aura su contenir la minéralité, sans vous nommer, ils parleront encore de vous... »

3. Économiser les ressources, recycler

La protection de l'environnement se ressent au niveau des pratiques sur les jardins. Dans les jardins familiaux, les engrais sont encore beaucoup utilisés, parfois même fournis par commande groupée au sein de l'association mais on sent dans les discours malgré tout, une préoccupation pour l'environnement. De nombreux gestionnaires et jardiniers font passer le message pour limiter l'utilisation d'engrais, inciter au compostage et à l'utilisation de l'eau de pluie pour l'arrosage des jardins : dans le Nord 83 % des jardins récupèrent l'eau de pluie et 63 % pratiquent le compostage. Jérôme Clément du bureau d'études de la LNJF rappelle que des campagnes systématiques d'informations incitent les jardiniers à pratiquer « un jardinage durable » cependant il n'est pas envisageable à ce jour d'inscrire ces pratiques dans les règlements. L'utilisation de matériaux naturels comme le bois est très répandu sur les jardins à Tourcoing et exclusif sur les jardins familiaux de Roubaix. 57 % des abris sur les jardins familiaux dans le Nord sont réalisés en bois, c'est-à-dire la majorité des abris en sachant que 28 % sont réalisés par des matériaux de récupération et que dans ces matériaux le bois occupe une large place.

En outre sur les jardins communautaires, la protection de l'environnement sur le jardin est une considération majeure voire rendue obligatoire car inscrite dans la Charte : les engrais sont interdits, des bacs à composts sont disposés pour fournir de l'engrais naturel, l'eau est récupérée,...

4. Réduire les rejets et tendre à la pollution zéro

Le recyclage sur le jardin s'opère notamment au niveau des déchets du jardins : mauvaises herbes, pousses qui sont déposées dans les bacs à compost et qui servent d'engrais naturels. Les jardiniers pensent même à ramener leurs déchets de la maison comme les pelures de légumes et de fruits pour accroître le rendement du bac à compost. Ces bacs se répandent au sein de tous les jardins confondus, lorsque leur coût est trop élevé pour l'association ou les jardiniers en place, ils sont réalisés dans des matériaux de récupération et fonctionnent très bien.

À Roubaix, le centre social de l'Alma accompagne la politique de recyclage en menant des rencontres avec les gens du quartier sur les notions de tri des déchets ménagers et de l'utilité des déchets de végétaux pour le jardin.

6. Créer des emplois durables pour une activité durable

Les jardins en pied d'immeuble et les jardins communautaires ont permis sur l'agglomération Lilloise, le recrutement d'animateur sociaux ou de jardins soit dans le cadre d'emploi jeune ou de Contrat Emploi Solidarité. Ces postes sont des étapes de transition pour les personnes qui leur permettent de se réinsérer professionnellement par une activité des plus intéressantes. La ville de Roubaix fait par exemple installer les clôtures par des associations d'insertion ou des formations professionnelles de menuiserie.

7. Prendre appui sur les ressources locales et les valoriser

Les AJONC « nous essayons de mobiliser les forces vives d'un quartier dans le but d'encourager ces personnes à agir sur leur territoire environnant, en leur proposant d'aménager leur espace de vie, leur cadre de vie ». La notion de patrimoine, le patrimoine urbain que l'on trouve en bas de chez soi, fait partie de ces ressources locales qui sont chères aux habitants des quartiers. De plus, la valorisation de ce patrimoine permet la pratique d'un havre de paix en bas de chez soi à des fins écologiques comme d'éviter d'utiliser un véhicule pour le déplacement.

8. Aménager le territoire

Les pieds d'immeuble de la Concorde avant d'être aménagés, étaient de vastes décharges de carcasses de voiture et d'appareils électro-ménager, d'ordures ménagères, etc. Les jardins collectifs ont donc permis d'aménager la zone de façon beaucoup plus esthétique en laissant disparaître le caractère dégradant antérieur. Le champs de l'aménagement du territoire sans le rappeler est largement évoqué dans la partie sur l'amélioration du cadre de vie.

9. Porter attention aux zones fragiles

Les zones vertes localisées au sein de la ville sont en soi des zones fragilisées par l'homme et la construction urbaine. Toutes zones vertes constituent donc un patrimoine sensible à préserver.

10. Maintenir la diversité ; développer l'agriculture raisonnée

Selon le spécialiste de l'environnement au Conseil Régional, les jardins collectifs sont « potentiellement des zones de biodiversité ». La mixité des formes de jardins et de jardinage contribue à la biodiversité au niveau des plantes cultivées et des espèces qui viennent nicher. L'enquête départementale révèle que 44 % des jardins familiaux pratique le jardinage biologique et 26 % la culture de variété ancienne. Le carré de maïs bordé de menthe et de piments d'un Algérien côtoie les choux luxuriants d'un Portugais, tandis qu'un Français ordonne régulièrement ses plants de poireaux, carottes, pommes de terre.

13. Gérer la cité dans la durée

Chacune des structures et expériences repérées sur le site se nourrit de l'expérience de l'autre et contribue au développement de synergies sur le moyen terme. La multiplication des conventions et l'implication des acteurs aujourd'hui tend vers une pérennité des jardins. La mise en culture en soi de la terre est une pratique durable sur le long terme qui peut se répéter à l'infini.

14. Lutter contre la pauvreté

Les jardins permettent une économie d'échelle en réduisant les budgets familiaux pour l'alimentation avec l'apport de fruits et légumes frais. L'argumentaire n°3 cite « la création de richesses directes pour le bénéficiaire d'un jardin potager n'a rien d'anecdotique s'agissant des foyers les plus modestes. Des chercheurs ont fait des calculs : ce revenu complémentaire d'auto-production, bien que non monétaire, équivaut pour certains à un 13^{ème} mois annuel. Cette économie là n'a certes pas d'impact sur la croissance du Produit Intérieur Brut. Pourtant, elle est de celles qui donnent de la valeur et de la grandeur aux gestes de nombreuses personnes, que les indicateurs de la croissance n'ont pas prévu d'inclure ». Les jardins collectifs en tant que « prolongement de l'habitat » lutte aussi

contre la précarité des situations en offrant aux familles des espaces de vie plus agréables que les appartements étroits dépourvus de lumière.

15. Assurer une pleine participation

*Les jardins collectifs sont tels les espaces publics « un espace où s'invente la démocratie ».*⁵⁴

Le jardin des Retrouvailles en tant qu'expérience pilote c'est plus de 68 réunions de concertation. Le jardin des Maguettes en a nécessité beaucoup moins avec 19 réunions, mais un chiffre qui reste assez révélateur en une période de 2 ans pour la constitution d'un jardin en partenariat et concertation avérés. Lorsque le jardin est constitué, la participation n'en est pas moins abandonnée : des réunions mensuelles ou bimensuelles ont lieu pour faire le point sur le programme du mois et les réalisations à venir. Une dynamique habitant qui est respectée, « un jardin communautaire naît la propre volonté de ses habitants si non il est amené à mourir ». Le consensus est assez aisé à atteindre puisque les gens qui participent à la vie du jardin sont animés par un même sentiment de vouloir faire progresser le jardin en étant à l'écoute de l'autre. Finalement personne ne s'oppose jamais catégoriquement à un aménagement proposé par un autre membre. La participation optimale et son rôle fédérateur se révèle au niveau des choix d'aménagements des jardins communautaires qui sur trois réalisations ne sont aucunement une copie de l'un des jardins. La volonté des habitants semble donc bien exprimée.

Les « amis du jardin des Retrouvailles » viennent de réaliser un abri, qui au-delà de l'action de construction en commun est un moyen de concilier les intérêts et les compétences de chacun : l'un s'occupera plutôt de la conception, un autre des matériaux, puis quelqu'un des travaux de maçonnerie... Le projet commun devient véritablement une action participative. De même les membres des jardins communautaires apportent leurs propres envies pour la réalisation du plan d'aménagement du jardin⁵⁵, qui est réalisé en pleine concertation avec tous les membres qui le souhaitent. Pour le jardin de Wazemmes par exemple, c'est l'association elle-même qui a fourni une étude très détaillée (avec photos à l'appui de l'insertion du projet dans la configuration urbaine actuelle, des croquis et la présentation de liaisons avec d'autres espaces publics) à la municipalité pour obtenir le terrain qu'elle préfigurait. Une action assez novatrice et dont la qualité est surprenante.

La participation s'élargit de plus en plus, à un public plus large avec la multiplication des opérations de porte ouverte : depuis deux ans à Roubaix et cette année pour la première fois, un porte ouverte singulière à Lille avec la proposition d'une visite à vélo à travers Lille pour découvrir les jardins communautaires. Tourcoing se prépare également à une grande porte ouverte, première du genre dans le cadre de l'accueil de l'assemblée générale de la LNJJF au printemps prochain. L'association ouvrira ses jardins pendant plusieurs jours aux curieux de la Région et aux nombreux professionnels qui vont faire le déplacement.

16. Éviter le suréquipement

L'installation d'abris collectifs est un moyen de limiter les équipements sans dénaturer les sites.

⁵⁴ In *La fourmière*,

⁵⁵ Exemples de plans d'aménagement en annexe.

17. Consommer mieux

Le souci des populations de s'attacher à la gestion de l'environnement se traduit dans les motivations du jardinage : après le plaisir de jardiner c'est la consommation de produits naturels qui conduit les citoyens vers les jardins.

19. Se situer en international et pratiquer la multicitoyenneté

Certains jardiniers se plaignent de devoir apprendre à certains les règles de bonne conduite car ils n'utilisent pas l'eau à bon escient par exemple. Mais l'éducation ou l'apprentissage de son voisin est un moyen de partager sa connaissance et de se rendre utile à la société. Ce rôle doit donc être pratiqué par tous. L'argument n°2 rappelle que les jardins collectifs sont « un lieu où l'on retrouve la sociabilité... et la civilité », « dans de nombreux jardins, la culture de la terre est l'occasion de multiples dons et contre dons, d'échanges et de savoir-faire, de coups de main, qui consolident d'abord la sphère familiale. Cette relation évolue ensuite en faveur d'une sociabilité élargie entre initiés ou non du jardinage, entre ethnies, entre générations ».

*Si le but d'un Agenda 21 n'est pas d'aboutir à 21 démarches durables par le biais d'une seule action mais plutôt de concourir à une démarche transversale au travers de plusieurs actions, les jardins collectifs semblent néanmoins se présenter comme une action des plus exceptionnelles, **capable de répondre à eux seuls à 16 champs d'investigation estimés durables** (n'interviennent pas dans « allonger les horizons d'analyse, recourir à de nouvelles technologies appropriées, décliner le principe de précaution, aménager le temps et concevoir des plans de gestion intégrée et enfin assurer le suivi : observatoires et indicateurs »).*

Pour conclure tous ces champs de l'action durable pour la ville on peut citer l'argument n°7 « le jardin : un véritable outil de développement durable, le mot est lâché ! Voilà que du plus modeste lopin de terre concédé, germe l'idée d'un « grand jardin planétaire » aux dispositions généreuses pour le Sud comme pour le Nord, pour les générations présentes et futures. Tour à tour pédagogiques, thérapeutiques, agrobiologiques, artistiques, communautaires ou d'insertion, les jardins qui cherchent aujourd'hui place dans nos villes ou nos campagnes s'apprécient à leurs fonctions sociales transversales. Dans la fraîcheur de l'aube millénaire naissante, ils donnent le goût de mieux vivre que nous voulons garantir pour demain... »

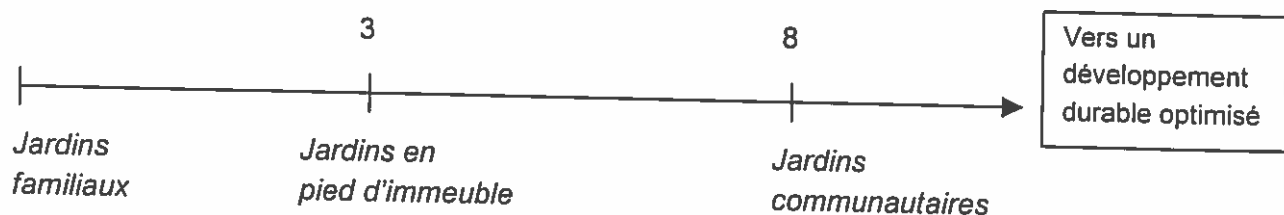
On s'aperçoit que les cas différenciés entre Lille Roubaix et Tourcoing, au sein d'une même entité géographique et/ou au sein de chaque pôle, participent à différentes échelles du développement durable : l'échelle du quartier, de la ville, de l'agglomération-Métropole.

Évaluation de la participation des jardins collectifs au développement durable

Les critères	Jardins familiaux	Jardins communautaires	Jardins en pied d'immeuble
1.	++	+++	+++
3.	+	+++	++
4.	+	+++	+++
6.		++	+
7.	+	+++	++
8.	+	+++	++
9.		+	
10.		+++	++
13.	+	+++	+
14.	+		++
15.	++	+++	++
16.	+	++	+++
17.	+		
19.	+	++	+

Critères : + participation basique
 ++ participation favorable
 +++ participation très favorable

Échelle de gradation selon le critère « très favorable » :



D. Un moyen d'action au sein d'un politique globale d'aménagement

Enfin, l'hypothèse soulevée : *des jardins collectifs comme moyen d'aménager l'espace urbain* est confirmée dans sa forme la plus aboutie, à savoir par une intégration possible des jardins dans une politique globale. L'action remarquable des jardins collectifs pour l'aménagement urbain durable est validée par le fait que de nombreuses collectivités sur l'agglomération ont pris conscience de leur intérêt et mènent à l'échelle de la ville, de la Métropole ou du Département de telles politiques globales incluant les jardins collectifs.

À l'échelle locale, ce sont les villes de Lille et de Roubaix qui se démarquent par des actions très volontaristes en la matière.

1. Le cas de Roubaix et la politique de Résorption de l'Habitat Insalubre

Tout d'abord comme nous l'avons vu, la municipalité à Roubaix a été initiatrice de la programmation de jardins familiaux depuis plus d'une dizaine d'années. Cette action en faveur des jardins familiaux n'est pas anodine et correspond à une action sous-jacente d'une politique plus large : la Résorption de l'Habitat Insalubre. En effet, pour re-situer le contexte, le 7^{ème} plan de RHI a débuté en 1988 sur de nombreux quartiers de Roubaix ayant atteint une insalubrité supérieure à 60 % et caractérisés par un habitat majoritairement de type horizontal, individuel en date de la période industrielle : corons, courées, maisons à front de rue... Par la destruction des habitations insalubres, la dédensification du tissu urbain et des cœurs d'îlots a été rendue possible. L'idée était à l'époque de ne pas reconstruire ni de redensifier ces zones pour offrir aux habitants plus « d'espaces aérés » au sein de la ville. Le concept des jardins collectifs pour occuper ces espaces laissés libres était alors de bonne augure. D'autant que la majorité des sites constituaient des courées ou des cœurs d'îlots difficiles à réinvestir de quelques autres façons que se soient. Depuis 10 ans donc, la politique RHI s'en est suivie d'une politique de réalisations de jardins familiaux sur ces espaces, car non seulement en friches et parce qu'une demande était bien présente de la part des habitants pour obtenir un jardin. Dans un même temps, la municipalité s'est attachée à rétrocéder du foncier (issu des destructions) aux habitants de logements individuels à front de rue courées. Ce sont aujourd'hui 1 000 parcelles qui ont été offertes en arrière des maisons pour permettre aux habitants de profiter d'un jardin. Concernant les jardins familiaux, les financements ont été divers : contrats de ville, Conseil Régional et à l'époque la Communauté Urbaine qui a soutenu le projet de requalification des espaces issus de la RHI en jardins.

Déjà le Corbusier dans la Charte d'Athènes évoquait dans ses recommandations- article 36 « que les îlots insalubres devaient être démolis et remplacés par des surfaces vertes ». Ici à Roubaix, rien n'a donc été inventé mais en tous cas le résultat est manifeste. Puis plus récemment, la création d'un service environnement en mairie a contribué à englober le concept des jardins familiaux dans une politique bien plus cadrée, qui est maintenant envisagée sous l'angle du développement durable. Dans le cadre des Agendas 21 locaux, la ville de Roubaix réfléchit actuellement à la définition de son Agenda 21. Selon les affirmations de la déléguée adjointe à l'environnement « étant donné que dans un premier temps, un constat va être établi sur la situation actuelle, les jardins familiaux vont forcément être pris en compte dans le diagnostic et devraient vraisemblablement être insérés dans l'Agenda ».

2. Lille et son agenda 21

Pour rappel, la ville de Lille ne s'est engagée que plus récemment en faveur de la réhabilitation du concept de jardins collectifs sur son territoire communal. Elle essaie notamment de récupérer la propriété foncière de l'ensemble des jardins familiaux afin de les pérenniser et mène une politique de requalification de ces jardins (pas de création pour l'instant). Parallèlement, elle œuvre sur d'autres plans comme les jardins en pied d'immeuble pour lesquels, elle avait réfléchi à une éventuelle réalisation dans le quartier de Bois-Blancs, et les jardins communautaires que l'adjoint à l'environnement, Éric Quiquet, aimerait « voir pousser dans chaque quartier de la ville ». Son projet, un jardin communautaire par quartier, il l'entrevoit en priorité dans les quartiers de Lille Sud, de Bois-Blancs et du Faubourg de Béthune. L'association des AJONC n'est pas totalement opposée mais souhaite dans ce cas être reconnue et financée sur des lignes de la Politique de la ville pour ses actions d'animation et d'entretien du lien social dans les quartiers prioritaires.

Ces actions pour les jardins collectifs sont notamment envisagées pour pouvoir intégrer ces jardins dans « un plan vert » ou « un plan de tramage vert » sur la ville de Lille.

L'action majeure en faveur des jardins s'est traduite par l'inscription de jardins dans l'Agenda 21 local qui a été signé le 30 Juin 2000. C'est en premier lieu une avancée sur le plan de l'environnement car la ville de Lille est la seule à ce jour de l'agglomération à s'être engagée dans un Agenda 21 et à l'avoir finalisé. L'inscription de jardins communautaires, est elle aussi une première dans le domaine. En effet, la ville a établi une action forte en matière de jardins en les plaçant dans les champs de « la gestion différenciée » et de « l'appropriation par les habitants et aménagement des jardins ». La thématique de la gestion différenciée prévoit la mise en place « d'un programme de formation spécifique au profit des jardiniers par exemple ». Quant à l'appropriation des habitants, l'Agenda affirme « la création de nouveaux jardins communautaires, l'animation des espaces verts pour une meilleure appropriation par les habitants (démarche impulsée et renforcée par les AJONC), la requalification des jardins dans le cadre d'une démarche culturelle (Lille Capitale européenne de la culture en 2004), et l'aménagement souhaité de certaines friches urbaines en espaces verts ». L'action en faveur des jardins paraît donc assez large. Seulement on peut regretter que la démarche soit apparemment très fortement vouée aux jardins communautaires sans que les expressions de jardin en pied d'immeuble ou jardins familiaux, ne soient prononcées. D'après les propositions qui sont faites il semble qu'elles puissent être mises en liaisons avec les réflexions actuelles comme l'aménagement envisagé de la plaine des vachers qui pourrait être interprété sous le champs « animation des espaces verts » dans l'Agenda que se soient la requalification de jardins familiaux ou la création d'un jardin en pied d'immeuble.

Une action donc, forte et unique en faveur des jardins par la signature de cet Agenda 21. Cette action est confortée, il faut le dire par un réseau d'acteurs associatif puissant et militant au sein de la ville : la MNE (Maison de la Nature et de l'Environnement, lieu de débats créé en 1977 regroupant 83 associations, seule structure en France gérée de façon autonome par les associations), a par exemple été mobilisée dans la démarche d'Agenda 21 lillois en tant que partenaire associé. C'est le cas aussi de l'association des animateurs de l'environnement qui œuvre sur 15 jardins simultanément, voire bientôt une trentaine en fin d'années.

Roubaix et Lille ont donc toutes deux intégré les jardins collectifs dans une politique globale financée par d'autres actions, la RHI, la Politique de la ville (contrat de ville, Fonds de Participation Habitants). Le public visé sur ces jardins, majoritairement celui des habitants de quartiers classés en difficulté ou Politique de la ville, est la preuve que les objectifs recherchés sont de plus en plus tournés vers la mixité sociale et générationnelle. Roubaix et Lille se distinguent par le fait que la première opère sur une politique de court terme en traitant les opportunités au cas par cas alors que Lille mise sur le long terme avec une inscription durable. L'inscription de Roubaix dans le Grand Projet urbain (avec Croix, Tourcoing et Wattrelos) pour un grand projet de Lille Métropole, est susceptible de faire émerger de nouvelles stratégies et peut être de nouveaux financements d'une politique de jardins. Concernant Tourcoing, on peut regretter que les élus n'attachent pas plus d'importance aux jardins familiaux même si ceux-ci sont de statut privé car ils offrent la possibilité de faire émerger pour la ville d'autres ambitions. La ville se lance aujourd'hui dans plusieurs projets intégrés (une coopération transfrontalière au sein du programme Interreg III par exemple) et dans une démarche agenda 21, les jardins familiaux feront peut être l'objet à ces occasions de nouvelles considérations.

On peut donc mesurer l'avancée de ces trois villes en comparant l'intégration des jardins dans les Agendas : Lille est le précurseur tandis que Roubaix et Tourcoing enclenchent à peine la démarche de réflexion mais qui semble tendre vers l'inscription des jardins collectifs. Cependant sur le plan réglementaire et du zonage, Lille est en retard : l'ensemble des jardins familiaux est en situation d'occupation illégale, aucune cartographie précise n'est établie en Mairie tandis qu'à Roubaix les jardins font l'objet d'un suivi statistique rigoureux depuis 10 ans et une cartographie précise est renouvelée régulièrement. Enfin quant à l'inscription des jardins dans les règlements d'urbanisme, le POS de Lille prévoit les jardins dans la zone UB comme Roubaix qui a mis en révision son POS mais n'a pas souhaité mettre une nomenclature distincte.

3. Le réseau « Naturenville »

Les jardins collectifs sont également un moyen de participer à une politique globale est particulièrement de mise en réseau. C'est ce que propose l'action « Naturenville », mise en place sur l'agglomération lilloise en 1996. Cette action a été impulsée conjointement par la ville de Lille et la MNE qui a donné lieu à l'action NaturaLille. Celle-ci a été reproduite à Roubaix et dans le département à Dunkerque, Naturaroubaix et Naturadunkerque. La démarche « a pour but de mettre en valeur le cadre de vie, sensibiliser les habitants à leur environnement, répondre au besoin de nature ». Le concept repose donc sur une dynamique qui vise à sensibiliser le public à la nature et à favoriser le développement de celle-ci par l'implication des habitants qui deviennent acteurs de leur environnement. L'action se présente en deux temps : les chargés de missions de « Naturenville » vont œuvrer pour labelliser ou parrainer des actions de nature dont les objectifs correspondent à la démarche « Naturenville » et dans un deuxième temps la phase de communication au grand public intervient avec la rédaction d'un livret semestriel regroupant les projets labellisés ou parrainés présentés comme activités de loisirs liés à la nature à pratiquer. Il faut cependant préciser que la démarche d'inscription d'un projet relève d'une volonté propre des associations ou des initiateurs du projet. Les chargés de missions sont là pour développer le concept, démarcher auprès des activités intéressantes mais en aucun cas pour obliger la participation à « Naturenville » (même si celle-ci n'impose pas d'énormes contraintes). Les projets qui sont promus sont très diverses : « verdissons nos murs », les toitures de terrasses végétalisées, les jardins pédagogiques dans les écoles, le terrain d'aventure Chico Mendès, etc, et les jardins communautaires AJONC.

À ce jour à Lille 10 opérations sont labellisées dont le jardin des Retrouvailles et 22 sont parrainées avec entre autres le jardin des Maguettes et de Wazemmes (trop récents pour obtenir la labellisation). En effet, le parrainage intervient en amont, il s'apparente à la démarche exploratoire de l'activité, la mission « Naturenville » s'attache à constater le concept de l'activité proposée, ses implications dans la ville locale, sociale,... Bien souvent le parrainage est une étape vers la labellisation, qui permet d'apporter un soutien technique, financier, l'aide au montage de projets. Le label repose lui sur 9 critères : 1. L'opération a-t-elle pour thème la nature, 2. L'opération remplit-elle l'objectif de sensibiliser et faire découvrir la nature en ville, 3. Cette opération contribue-t-elle à l'amélioration de l'écosystème urbain, 4. L'opération rassemble-t-elle les partenaires indispensables à sa qualité, 5. Le porteur de l'opération a-t-il ciblé un public et la façon d'entrer en contact avec lui, 6. Le territoire support de l'opération est-il celui de la ville, 7. L'opération s'inscrit-elle dans la durée, 8. Le contenu écologique de l'opération est-il suffisamment pertinent, 9. Le contenu pédagogique de l'opération est-il suffisamment pertinent. Ces critères permettent donc de répondre à la diversité des approches pédagogiques, écologiques, sociales, de la diffusion vers différents publics ciblés, etc.

Ces fonctions ne sont pas sans rappeler celles des jardins collectifs en général. Pour l'instant les autres jardins collectifs tels que les jardins familiaux ou les jardins en pied d'immeuble n'ont pas sollicités l'aide de « Naturenville », « certains de leurs rôles pourraient correspondre à la démarche selon le chargé de mission rencontré, s'ils en font la demande pourquoi pas, il s'agira d'évaluer de façon plus approfondie les possibilités ». La porte est donc ouverte à la multiplication des initiatives.

Le réseau « Naturalille » est très bien développé avec notamment la participation de l'ensemble des jardins communautaires. Sur Roubaix par contre la démarche est « en stand by » car elle connaît des difficultés d'organisation entre les acteurs institutionnels. La mise en réseau du concept de jardins collectifs avec d'autres formes de jardinage, ou d'intérêts pour la nature, constitue un patrimoine naturel riche pour les habitants.

4. L'intégration à l'agenda départemental

Le Conseil Général du nord œuvre depuis 1991 pour le financement de jardins familiaux au crédit de la Taxe sur les Espaces Naturels Sensibles. Il souhaite aujourd'hui revoir sa politique de subvention de création de jardins (230 Euro par parcelles, opération plafonnée à 7 600 Euro) et préférer un net investissement de la part de la collectivité, consciente que la subvention ne reste « qu'une modique somme » dans le coût de la création d'un jardin familial. C'est à cet effet que le service environnement a commandé auprès de la LNJF, l'inventaire des jardins familiaux dans le département afin d'évaluer les besoins et de remettre en cause les actions de la collectivité. À ce jour les demandes de subventions se font de plus en plus rares, seulement 5 à 6 demandes par an et le budget consacré est largement sous-utilisé. Il semble donc que plusieurs facteurs négatifs interviennent : la politique départementale est véritablement méconnue, peu rentable dans certains cas pour le coût financier, la lenteur de l'obtention des fonds...

Aujourd'hui le Conseil Général envisage donc la révision de sa politique jardin, qu'elle souhaite pérenniser, convaincu du rôle et des valeurs des jardins familiaux en ville même si les demandes sont en déclin. C'est ainsi qu'il envisage les jardins familiaux dans une conception plus large que

ceux affiliés à la LJF par exemple, en intégrant le jardinage collectif sous une forme innovante. Lors de mon entretien avec Pascal Hossepied au service environnement les réflexions venaient juste d'être amorcées sur les types de jardins collectifs qui pourraient faire l'objet de subventions. L'objectif général serait de promouvoir des jardins comme des espaces partagés, secondairement élargir la politique des jardins familiaux vers la notion d'espaces partagés reprenant les grands principes de développement durable (jardins familiaux, communautaires, évolutifs...) ; accompagner la démarche dans le suivi et la formation, veiller à préserver la mixité sociale et l'ouverture sur les jeunes générations, favoriser la multifonctionnalité de ces espaces de proximité. Par contre, ce qui est sûr c'est que le Conseil Général réfléchit à un investissement durable, plus précisément l'inscription de la politique jardin dans l'Agenda départemental. Le conseil Général financerait donc la mise en agenda 21 et plus la création de jardins collectifs. Une grille d'analyse de durabilité a été établie, basée sur des actions définies en mots clés qui aboutissent à une cotation.

Dans la mise en place de cet agenda, le Conseil Général souhaite voir émerger des innovations comme la construction d'abris en bois éco-certifié par exemple pour une inscription des plus durable. De nombreuses autres propositions sont faites dans ce sens : inclure dans les critères d'éligibilité une protection de ces équipements : emplacements réservés dans les P.L.U., baux minimum de 12 ans, définir un nombre maximal de parcelles afin d'assurer une notion de proximité, de convivialité, meilleure maîtrise des flux et perméabilité dans la vie du quartier (entre 30 et 40 parcelles). De même, le Département pourrait intervenir en amont par le biais d'une expertise « diagnostic » pour aider le demandeur à définir son projet et vérifier sa viabilité. Cela peut se traduire à l'instar de la Fondation de France par la mise en place de « chèques conseils », mission de conseils. Cette politique devrait se mettre en place début 2003, il est envisagé l'instruction d'une douzaine de dossiers durant la période 2003.

E. Les limites

Malgré cette forte action en faveur des jardins collectifs sur l'agglomération, j'ai été surprise de constater dans bien des cas que certains acteurs publics sont très mal informés ou se font de fausses idées sur les jardins collectifs. À la question qui leur a été posée sur la distinction des jardins collectifs entre jardins familiaux, jardins communautaires et en pied d'immeuble, seuls les experts ont proposé des réponses pertinentes. Soit, ils ne connaissent pas l'existence de certains types comme le jardin en pied d'immeuble ou le jardin communautaire ou ils sont incapables de juger les fonctions et rôles des uns et des autres. C'est ma connaissance personnelle sur le sujet, issue des lectures et de mon travail de terrain, qui au cours des entretiens leur ont apporté des informations essentielles jusqu'alors inconnues. Il est vrai que la définition des jardins collectifs est complexe mais en tant qu'acteurs opérateurs, ils se doivent de suivre leurs évolutions.

Roubaix présente « une logique opportuniste » d'action qui a l'air de bien fonctionner dans l'ensemble : seuls deux sites, sont en abandon manifeste. Cependant si le concept de jardins collectifs et la logique opportuniste fonctionnent assez bien à Roubaix, c'est lié aux caractéristiques du territoire et à des facteurs difficilement comparables à d'autres situations. Le danger est donc de transposer ce type d'opérations sans préalable réflexion et sans volonté politique forte associée à des opportunités réelles. Par contre il ne faut pas sous-estimer non plus l'impact de cette politique menée à Roubaix ou la dévaloriser (car fonction d'opportunités) : « la ville ne fait pas du jardin parce qu'en terme d'urbanisme, il n'y a rien à faire ». C'est une volonté de prendre en compte la

dynamique sociale sur ces quartiers et de leur proposer des aménagements qui répondent à des besoins. D'autres diront d'un certain point de vue « qu'il vaut mieux faire du jardin que de laisser une pelouse verte sans usage et d'autant plus si il y a de la demande, il n'y a pas de mal à cela, bien au contraire ».

Pour comparer les situations locales, on constate donc que la ville de Lille mène, elle, de front deux politiques simultanément : l'une de « réappropriation » des terrains de jardins familiaux en opérant des requalifications et des révisions de statut et l'autre plus marquée « interventionniste » en matière de jardins communautaires et de jardins en pied d'immeuble. Le cas de Tourcoing ne relève lui pas d'une logique d'action de la part de la collectivité, à la grande différence avec Lille et Roubaix, c'est une association qui mène une « politique opportuniste » dans le sens où elle n'hésite pas à agrandir le nombre ou les surfaces de jardins en achetant des terrains selon les opportunités foncières. De plus l'association mène à la fois une « politique engagée » vers le développement social.

Les échecs constatés sur le terrain sont notamment corrélés à mon sens par un mauvais accompagnement social sur les jardins, comme sur deux sites à Roubaix par exemple (Monge et Pile). Conserver un accompagnement est essentiel à la survie du jardin. La facilité prise par les collectivités, est d'encourager le montage d'associations pour que les jardins deviennent autonomes mais dans les projets de jardins où le social pèse plus que tout, le danger est bien présent : les jardins en pied d'immeubles du Faubourg de Béthune par exemple nécessite un animateur présent quotidiennement étant donné le contexte de précarité des jardiniers. L'animateur présente donc un rôle essentiel pour la gestion des problèmes au quotidien et il est le garant de bonnes relations sociales entre les jardiniers qui parfois peuvent se montrer un peu plus hostile à la démarche communautaire ou par quelques côtés individualistes peuvent entraîner une situation de malaise sur le jardin. L'essentiel consiste donc dans l'intervention d'animateurs compétents et engagés. Surtout que les comités de quartier ou les centres sociaux n'ont pas forcément les moyens humains et matériels pour remplir cette tâche, qui parfois dépasse largement leur champ de compétence. Le système d'associations ou de gestionnaires de comité de quartier est en fait un moyen détourné pour la municipalité de se décharger de la gestion des sites. Il s'agit donc de créer de nouvelles entités de gestion qui soient spécifiques et permettent de gérer les jardins par des professionnels compétents en la matière et œuvrant à plein temps. Il ne faut pas négliger non plus que pour un bon fonctionnement au sein du jardin, le respect d'un règlement intérieur est primordial. Plus qu'une convention signée entre le locataire de la parcelle et la ville, le règlement assure une bonne gestion au quotidien. Enfin, l'avenir des jardins réside dans leur inscription au sein des règlements d'urbanisme pour une pérennité sur le moyen terme. Cela dit, l'effort d'inscrire les jardins dans une politique marquée comme la RHI ou l'Agenda 21 reste suffisamment officielle pour en assurer sa poursuite.

Conclusion générale

Pour conclure, au travers de l'analyse historique de l'évolution du concept de jardinage collectif et de l'analyse de terrain sur les villes de Lille, Roubaix et Tourcoing, on s'aperçoit que les jardins collectifs selon des degrés d'échelle, participent à l'aménagement urbain.

- Les jardins comme moyen d'aménager la ville

En tant qu'instrument multifonctionnel, ils deviennent un outil de valorisation de l'espace urbain, qu'il soit une friche urbaine, un espace vert banal, un espace public... C'est alors que naît un nouveau type d'espace public et/ou d'espace vert dans sa conception et dans sa pratique. Une forme d'aménagement qui rentre dans la politique d'espace vert et qui plus est, permet de traiter l'espace public de manière auto-entretenu. Selon les types de jardins, la notion d'espace public a disparu pour s'identifier plutôt à une espace semi-public ou semi-privé. Mais finalement c'est dans ce type d'espace public, « ouvert et néanmoins clôturé » par exemple, que la réalisation des échanges sociaux est rendue possible et que l'appropriation du cadre de vie est optimisée. La dénomination d'espace public n'est donc plus adéquate car cet espace ne répond plus à la signification de « public » mais la finalité reste bien la même, de répondre à la vocation d'espace public en tant qu'espace de socialisation, espace extérieur de vie... Le paradoxe réside donc dans le fait que ce ne sont pas des lieux complètement publics néanmoins ils remplissent une fonction pour l'intérêt général. De plus, il faut préciser que le statut complexe de ce nouvel espace institué ne constitue pas en soi une limite à sa pratique : le panel de jardins collectifs suppose une adaptation large aux différentes situations et aux divers besoins. Selon la finalité de l'aménagement les jardins familiaux ou les jardins en pied d'immeuble, ou les jardins communautaires seront préférés. À ce titre, le jardin communautaire apparaît comme la forme la plus aboutie d'espace public.

Avec les jardins collectifs c'est donc un nouveau type d'espaces publics qui est créé. Les jardins collectifs sont alors caractérisés par un ensemble de personnes qui pratiquent le jardinage mais dont la démarche est fermée à un groupe d'habitants par rapport à ses affinités et à ses possibilités d'interventions (fréquentation, aptitude au jardinage, à tels ou tels travaux). Sur le plan de la sémantique on pourrait parler de jardins partagés, d'espaces proximité, jardins urbains, soit de nouvelles définitions doivent être posées.

Concernant la gestion des friches et des délaissés urbains, les jardins collectifs et en particulier les jardins familiaux et les jardins communautaires sont des outils de renouvellement urbain et encouragent « de faire la ville sur la ville ». En terme d'aménagement urbain, dans leur ensemble ils constituent en quelques sortes un frein à la péri-urbanisation et à l'étalement urbain en sédentarisant les urbains par une offre de loisirs couplée au besoin de nature. Au sein de la ville elle-même, les jardins se présentent en plus comme des espaces tampons et de transitions entre la ville dense et la campagne.

C'est un concept d'aménagement pour le court et le moyen terme, qui dans une démarche transversale décloisonne toutes les politiques urbaines en une opération d'aménagement. L'aspect d'une réponse simple face à des problèmes et situations complexes se traduit à tous les niveaux des champs de l'aménagement :

économique, environnemental et social, et vers un développement durable. Les jardins collectifs sont des moyens d'intervention pour le développement durable applicables à petite échelle, au niveau local.

Ils constituent aujourd'hui des opérations d'aménagement pensées en tant que telles par les acteurs publics. Mais plus que des opérations, ils peuvent devenir des éléments d'une politique générale d'aménagement urbain, qui se décline par une décision politique, des objectifs et des moyens. Les jardins collectifs constituent donc un élément d'une politique d'aménagement en tant que moyens. De plus ce moyen d'aménagement présente la particularité de s'opposer à l'aménagement procédurier en s'intégrant à différentes politiques d'actions comme la Politique de la Ville, l'Agenda 21, la RHI...

- Les limites de cet outil

À propos de ces politiques globales, bien que très intéressantes, il s'agit là de ne pas les uniformiser ni de les transposer de façon aléatoire à n'importe quel site. En fonction des objectifs à atteindre, le choix du jardin doit être pertinent, nécessitant une approche des plus réfléchies et une prise en compte de la population locale. En aménagement il n'existe pas de modèle unique qui soit transposable à toutes les situations : d'un public à un autre, d'un site à l'autre, ... Si les jardins collectifs sont des outils intéressants, le danger réside dans la non considération de ses spécificités et dans l'amalgame de ses formes d'autant que les interrelations de ses fonctions sont complexes. L'uniformisation des politiques ne doit pas prendre le pas sur des choix d'opérations spécifiques. Ces modèles d'aménagement, les jardins collectifs ne peuvent et ne doivent donc pas être appliqués à profusion pour toutes les villes. Le risque d'échec serait alors presque certain et l'habitant n'éprouverait pas le besoin de s'investir pour un projet dans lequel, il ne se reconnaîtrait pas. Il est vrai que malgré la considération des facteurs locaux, l'action de jardins collectifs peut ne pas aboutir aux résultats escomptés. Mais ce n'est pas tant le rôle de l'aménageur qui doit être en cause, mais bien celui de l'accompagnement et de l'animation.

La complexité de leur statut, évoquée précédemment, les rend fragile sur le plan législatif malgré leur intégration à des politiques globales. Le besoin de les formaliser apparaît comme essentiel pour les pérenniser surtout que les définitions juridiques étaient jusqu'alors insuffisantes et qu'aujourd'hui elles ne concernent plus qu'une infime catégorie de jardins. Il s'agit de faire évoluer leur valeur légale et législative sans pour autant les faire entrer comme procédures en tant que telles. En effet, car finalement jusqu'à aujourd'hui l'absence de réalité juridique n'a pas semblé causer tant de désagréments puisque les jardins ont su se développer. La Ligue Nationale des Jardins Familiaux voudrait mettre en place telle les OPAH (Opération Programmée pour l'amélioration de l'Habitat) des OPAJ/jardin, pour que les jardins familiaux obtiennent les pleins droits d'une politique instaurée. Selon la ligue, ce type de procédure leur permettrait d'obtenir un cahier des charges rigoureux essentiels pour une opération réussie et surtout des financements bien plus structurés. Mais l'institutionnalisation impose des limites car dès lors qu'une réalité est codifiée, elle est dans bien des cas dénaturée et perd de sa valeur, d'autant que les jardins sont un type d'opération qui émane d'opportunités et de volontés locales. De plus, comme nous l'avons vu l'échelle d'intégration des jardins démontre que chacun d'entre-eux répond à des critères spécifiques, difficilement transposables et dont l'essaimage peut concourir à un échec de l'opération. Un statut réglementaire plus défini pour les jardins serait donc une avancée mais pas tant la instauration d'une procédure « jardins

collectifs » qu'elle soit elle. En aucun cas les jardins collectifs doivent devenir des opérations banalisantes. L'apport d'une valeur légale pour les jardins pourrait se traduire par exemple par la volonté de leur donner une valeur patrimoniale.

Par contre ce qui est avant tout nécessaire c'est de mettre en place un système de partenariat et d'interaction entre les acteurs, développer les informations concernant les financements possibles, tenter de coordonner les actions et les financements des collectivités publiques avec ceux des fondations ou des associations de promotion.

- Pour aller plus loin

Une des perspectives d'avenir pour les jardins réside dans la mise en réseau, vers un maillage de ces opérations de jardins collectifs avec d'autres types d'opérations œuvrant dans les mêmes domaines de la nature, du social, de l'économique etc. Enfin dans une perspective plus large on pourrait imaginer qu'ils soient intégrés aux schémas de services collectifs régionaux, aux trames vertes régionales ou aux schémas de trame verte d'agglomération, aux profils environnementaux...

D'autres potentialités de recherches s'ouvrent ainsi dans le cadre d'intégration purement environnementale où il s'agirait d'évaluer de manière plus approfondie dans quelles mesures les jardins peuvent être utilisés car il est certain qu'ils peuvent avoir une carte à jouer sur le plan de la biodiversité.

L'apparition d'un nouveau concept, l'agriculture urbaine est elle aussi une thèse à poursuivre par exemple pour une nouvelle considération des jardins collectifs.

Auteurs cités

- ALPHAND, in Jean-pierre LE DANTEC, Jardins et paysages, anthologie de textes essentiels, Larousse, 1996, 634 p.
- BERQUE in l'espace géographique n°4, p 299 à 305, 1993.
- CABEDOCE in Béatrice CABEDOCE et Philippe PIERSON, 100 ans de jardins familiaux, 1896-1966, la Ligue du Coin de Terre et du Foyer, éditions Créaphis, 1996, 221 p.
- CALENGE, in Anne QUERRIER et Pierre LASSAVE, rédacteurs, Natures en ville, les annales de la recherche urbaine , n°74, édité par le Plan Urbain au ministère de l'Équipement et du Logement, des Transports et du Tourisme, 1997, 175 p.
- CHOAY, p8, ROUSSEAU et VAUZEILLES, l'aménagement urbain que sais-je ?, PUF, 1992, 126 p.
- DONADIEU, La société paysagiste, actes sud, École Nationale Supérieure du Paysage (ENSP), 2002, 149 p.
- FORESTIER, in Jean-pierre LE DANTEC, Jardins et paysages, anthologie de textes essentiels, Larousse, 1996, 634 p.
- GEDDES, in Jean-pierre LE DANTEC, Jardins et paysages, anthologie de textes essentiels, Larousse, 1996, 634 p.
- GODELIER, l'idéal et le matériel, p12, in Anne QUERRIER et Pierre LASSAVE, rédacteurs, Natures en ville, les annales de la recherche urbaine , n°74, édité par le Plan Urbain au ministère de l'Équipement et du Logement, des Transports et du Tourisme, 1997, 175 p.
- HAUSSMANN, in Jean-pierre LE DANTEC, Jardins et paysages, anthologie de textes essentiels, Larousse, 1996, 634 p.
- HOWARD, Les cités-jardins de demain, Traduction française de Garden Cities of To-Morrow, Dunod, 1969, 125 p.
- HUNT, in Jean-pierre LE DANTEC, Jardins et paysages, anthologie de textes essentiels, Larousse, 1996, 634 p.
- LEMIRE, in Béatrice CABEDOCE et Philippe PIERSON, 100 ans de jardins familiaux, 1896-1966, la Ligue du Coin de Terre et du Foyer, éditions Créaphis, 1996, 221 p.
- LEVY, in Jean-pierre LE DANTEC, Jardins et paysages, anthologie de textes essentiels, Larousse, 1996, 634 p.
- MONÉDIAIRE, directeur scientifique, Agricultures urbaines et villes durable européenne, droit et politique du jardinage familial en Europe, Presses Universitaires de Limoges, 1999, 334 p.
- MUMFORD, in Jean-pierre LE DANTEC, Jardins et paysages, anthologie de textes essentiels, Larousse, 1996, 634 p.
- OLMSTEED, in Jean-pierre LE DANTEC, Jardins et paysages, anthologie de textes essentiels, Larousse, 1996, 634 p.
- PRÉDINE, Jardins ouvriers, l'Art et la manière, La maison rustique chez Flammarion, 1998, 143 p.
- SELLIER, in Jean-pierre LE DANTEC, Jardins et paysages, anthologie de textes essentiels, Larousse, 1996, 634 p.
- VACHEROT, in Jean-pierre LE DANTEC, Jardins et paysages, anthologie de textes essentiels, Larousse, 1996, 634 p.
- WEBER, L'honneur des jardiniers, les potagers de la France du XX^{ème} siècle, Belin, 2000, 224 p.